

Communauté urbaine de Bordeaux



L'usage de la ville par le genre

Une co-production a-urba - ADES-CNRS

- Les femmes -

a'urba.
agence d'urbanisme
Bordeaux métropole Aquitaine

Rapport d'étude

30/06/11

provisoire

étape

définitif

Hangar G2 Bassin à flot n°1
Tél. : 33 (0)5 56 99 86 33

Quai Armand Lalande
Fax : 33 (0)5 56 99 89 22

BP 71 F-33041 Bordeaux Cedex
e-mail contact@aurba.org

Objet de l'étude

Cette étude, initiée courant 2010, propose de mieux saisir l'enjeu républicain qui s'attache à la compréhension de l'usage de la ville par le genre. Il s'agit de déconstruire les représentations collectives qui présupposent que les usages urbains sont en général mixtes & peu différenciés entre hommes & femmes. En appliquant successivement le filtre du genre à l'étude statistique de la population, à l'écoute d'un panel de femmes & à la description de sites urbains, l'étude construit les bases d'une méthode jusqu'ici peu usitée en urbanisme.



Équipe projet

Chef de projet

Marie-Christine Bernard-Hohm

Sous la direction de

Cécile Rasselet

Equipe socio-économie urbaine

Anthropologie : Marie-Christine Bernard-Hohm

Psychosociologie : Justine Maître

Equipe gestion des représentations et de l'information

Statistiques : Pierre Chignac

Base de données : Anne Delage

Illustration graphique : Sylvain Tastet

Coproduction : université de Bordeaux III & laboratoire ADES-CNRS

Yves Raibaud : géographe, enseignant, chercheur & auteur sur le genre

Et ses étudiant.e.s : Simon Bernard, Cécilia Comelli (doctorante), Linda Detcheverry, Mari Lagan, Anaïs Pierre, Gaëlle Steyaert

Sous-traitance pour les groupes focus

Recrutement du panel : Armelle Bardet, Point Virgule (Bordeaux)

Animation : Pascal Monnier, agence Ki- un Bureau sur la Lune (Paris)

Mise en page de l'étude

Infographiste : Lucie Ling

Notice d'avertissement

« Quand un sujet prête à de nombreuses controverses – ce qui est le cas pour toute question qui, d'une façon ou d'une autre, a trait au « sexe » - on ne peut espérer dire la vérité, on doit se contenter de montrer comment on est parvenu à l'opinion qu'on soutient. »

Virginia Woolf dans « *Une Chambre à soi* » (1929).

Cette étude est le fruit d'un test exploratoire et ne prétend nullement refléter l'exhaustivité du phénomène décrit sur la métropole bordelaise. C'est une démarche incisive dans la réalité contemporaine permettant de construire une méthode originale et reproductible.

Les statistiques genrées, inaugurées à l'agence, loin d'avoir été systématisées, ouvrent en revanche des pistes cohérentes pour des travaux ultérieurs.

La méthode dite de groupes focus, permet, elle, en 8 heures de discussion avec 17 femmes d'obtenir une photographie de leurs représentations de la ville et de leurs usages et de dépasser les résistances habituelles sur des sujets aussi quotidiens que controversés.

Trois micro géographies urbaines montrent enfin l'intérêt de procéder à des monographies descriptives sur le terrain, incluant notamment le comptage systématique des hommes et des femmes et les commentaires pris sur le vif.

Les résultats ainsi corrélés font sens et donnent à voir ce que pourrait être une démarche systématisée sur les rapports de genre dans notre société. Une nouvelle démarche symétrique sur les usages de la ville au masculin transformerait, en particulier, la perspective sur les premières tendances ici recueillies.

Composition de l'étude

L'étude débute par un rapide balayage statistique des caractéristiques féminines de l'agglomération et leurs types de mobilité. Les disparités homme/femme dans l'usage de la ville sont ensuite rendues distinctes à travers l'animation de trois groupes d'habitantes de la CUB, dont les propos illustrent une vision de l'espace public au féminin. Puis viennent les travaux universitaires : trois monographies de sites métropolitains décrivant un espace festif bordelais (Paludate), une station de tramway (Porte de Bourgogne) et un parc urbain ouvert (à Blanquefort). Ces approches débouchent sur une gestion vertueuse des phénomènes urbains à travers la variable genre.



Sommaire

- | Note de synthèse | 9
- | Introduction générale | 11

Partie 1 | Statistiques genrées | 17

1. 1. | Un premier balayage statistique significatif sur les statuts des femmes et leur mobilité | 19

- 1. 1. 1. | Comment vivent-elles ? | 21
 - Répartition par âge, profil de ménage & type de logement
- 1. 1. 2. | Quels sont leurs niveaux de formation & de ressources ? | 29
- 1. 1. 3. | Comment se déplacent-elles ? | 31
 - La mobilité par genre dans l'espace métropolitain bordelais
 - | En conclusion | 35
 - | Annexes | 37 - 40

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus | 43

2. 1. | L'émergence du genre dans les politiques urbaines & les sciences humaines | 44

- 2. 1. 1. | Rappel historique de la critique féministe dans la planification urbaine | 45
- 2. 1. 2. | Droits de la femme & évolution des politiques urbaines | 47
- 2. 1. 3. | Sociologie du genre ou géographie du sexe ? | 50
- 2. 1. 4. | Se familiariser avec la vision des chercheurs sur le genre | 50

2. 2. | Identifier les usages métropolitains d'un panel d'habitantes | 52

- 2. 2. 1. | La méthode des groupes focus : photographie à instant T des usages | 53
- 2. 2. 2. | Guide d'animation & déroulement des séances | 54

I Sommaire

2. 3. | Analyse psychosociologique | 56

- 2. 3. 1. | Groupe 1 : les seniors | 57
- 2. 3. 2. | Groupe 2 : les mères isolées de 30 à 40 ans | 61
- 2. 3. 3. | Groupe 3 : les jeunes actives | 66

2. 4. | Analyse anthropologique | 70

- 2. 4. 1. | Des discours féminins empreints de stéréotypes genrés | 70
- 2. 4. 2. | La représentation de l'ordre social chez les habitantes de la CUB | 72
- 2. 4. 3. | Rituels d'évitement & stratégies compensatoires dans l'espace public | 74
- 2. 4. 4. | Une culture urbaine locale renforçant le marquage sexuel | 75
- 2. 4. 5. | La perception genrée de l'agglomération bordelaise | 78
- 2. 4. 6. | Une métropole bordelaise à mi-chemin entre grande ville & ville de province | 83

2. 5. | Cartes mentales de l'agglomération & de la ville-centre | 84

- 2. 5. 1. | Carte redessinée de l'agglomération en fonction de son taux d'urbanité, en distinguant ce qui est ville/non-ville | 85
- 2. 5. 2. | Un zoom sur Bordeaux avec deux cartes sensorielles | 88

2. 6. | Recommandations à l'issue des groupes focus | 91

- 2. 6. 1. | Une égalité spatiale genrée à l'échelle métropolitaine | 91
- 2. 6. 2. | Une prévention des risques s'appuyant sur plan de sensibilisation des élus locaux & des techniciens de la ville | 93
- 2. 6. 3. | Un projet éthique pour la métropole bordelaise du 3^e millénaire | 94

Partie 3 | Les travaux de micro-géographie dirigés par ADES | 99

3. 1. | Lieux de fêtes étudiantes, le Quai de Paludate | 102

- 3. 1. 1. | Paludate, un site festif aux confins des Quais, en mutation | 102
- 3. 1. 2. | Recensement des activités festives & type de fréquentation nocturne | 103
- 3. 1. 3. | L'usage des espaces privés la nuit | 105
- 3. 1. 4. | Des caractéristiques d'ambiance attractive/répulsive | 107
- 3. 1. 5. | Synthèse : une dangerosité qui n'altère en rien l'attractivité du quartier | 113
- 3. 1. 6. | Le devenir des quartiers de fête sous l'angle du genre | 114

I Sommaire

3. 2. | Une station de tramway, un lieu de transit & un lieu de vie: la Porte de Bourgogne | 115

- 3. 2. 1. | Un lieu charnière marqué par ses flux | 115
- 3. 2. 2. | Observation du transit de passants & de voyageurs, approche topographique | 116
- 3. 2. 3. | Un échangeur générateur de stress | 119
- 3. 2. 4. | Synthèse : un lieu patrimonial, fréquenté & redouté | 122

3. 3. | Jardins & espaces publics, le parc ouvert de Fongravey | 124

- 3. 3. 1. | Usages du parc & typologie des circulations | 124
- 3. 3. 2. | Recensement des activités, fréquentation | 126
- 3. 3. 3. | Un parc urbain ouvert ; agréable, selon les entretiens, avec toutefois un abcès de fixation | 127
- 3. 3. 4. | Synthèse : un espace dédié au vivre ensemble, en partie mité par de petits ghettos masculins | 130

3. 4. | Conclusion de la troisième partie | 132

- 3. 4. 1. | Une innovation méthodologique | 132
- 3. 4. 2. | La variable genre, un outil diagnostic | 133

I Conclusion générale | 137

- 1 | L'approche genrée : une nouvelle méthode à insuffler dans les études | 139
- 2 | Pour une justice spatiale métropolitaine : l'approche par le genre, une révolution dans l'urbanisme | 140
- 3 | Vers une ville de haute qualité d'égalité femme/homme ? | 142

I Annexes | 147

- 1 | Critères de recrutement du panel des femmes | 149
- 2 | Guide d'animation des groupes focus | 150
- 3 | « Femme, genre & géographie sociale » | 152
- 4 | Les violences faites aux femmes : état des statistiques en 2010 | 155
- 5 | Evolution & prospective sur la situation des femmes dans la société française de 1968 à 2008 | 157

I Bibliographies | 167 - 169

I Table des illustrations | 171

I Index des notions-clés | 173 - 176

I Note de synthèse



Comment offrir un urbanisme de « **haute qualité d'égalité** » au plus grand nombre d'habitants, quels qu'en soient le statut, le genre et l'âge ? En cette période de croissance annoncée, les élus de la métropole bordelaise interpellent l'a-urba sur les tendances démographiques lourdes, mais aussi sur les « *signaux faibles* » émergeant dans les modes de vie. Principal enjeu pour la ville « *désirable et durable* » qu'ils appellent de leurs vœux : rejeter les modèles urbains obsolètes qui excluent et divisent la population afin de refonder un mieux vivre ensemble. Or, les référentiels urbains, conçus comme universels, s'avèrent pensés en priorité pour un modèle d'homme jeune, actif et valide. Certains aménagements de l'espace public se révèlent de fait non seulement « *handicapogènes* » et « *jeunistes* » mais également « **andro-centriques** ». Afin de cerner cette question plutôt inédite, l'étude livre un premier diagnostic des usages de la métropole à travers le genre. Elle utilise aussi bien le comptage de femmes dans l'espace public qu'une exploration systématique de leurs appropriations des lieux ou des raisons invoquées de leur présence/absence dans la ville. Par de nombreux rappels bibliographiques, elle montre l'urgence d'éliminer les stéréotypes hérités de notre conditionnement culturel, lesquels nous font interpréter de façon erronée les rôles sociaux assignés au féminin et au masculin. En dehors de tout déterminisme biologique, la réflexion opère une rupture avec le consensus social et la prétendue dangerosité des espaces urbains pour les femmes. Peuvent alors se poser les vraies questions : notre métropole accueille-t-elle aussi bien les femmes que les hommes ? Leurs chances sont-elles les mêmes pour accéder à la ville ? A l'emploi ? Quelle politique d'aménagement du temps et de l'espace rétablirait une meilleure égalité des chances d'accès à l'urbanité ? Où trouve-t-on une réelle mixité des genres dans l'espace public ? Réservé au domaine des mœurs, il y a encore dix ans, ce thème se révèle soudain chargé d'une forte teneur politique. Les **gender studies**, reconnues d'intérêt majeur par l'Union Européenne, se trouvent désormais relayées à l'échelle métropolitaine. Aussi, l'étude s'achève-t-elle sur une recommandation : créer un observatoire transversal des inégalités genrées. Cet outil de prévention devrait opérer une veille active stratégique aux entorses faite à l'équité sociale (troisième pilier du développement durable). Une telle prise en compte du genre se retrouve sans aucun doute liée à un idéal de justice spatiale qui garantirait, par ailleurs, aux quartiers une meilleure ambiance urbaine. Forts de cette première co-production, et avec en perspective de nouveaux travaux, l'a-urba et l'ADES-CNRS, laboratoire déjà familier du genre, ont renouvelé leur convention de collaboration en 2011.



I Introduction générale

I Introduction générale

Nos modes de vie contemporains sont marqués par un mouvement d'égalisation et d'individuation qui semblent avoir progressivement fait disparaître les modèles passés de différenciation des rôles sociaux entre hommes et femmes¹. Ces dernières se déplacent aujourd'hui légitimement dans la sphère publique et ce, quasiment autant que les hommes. Pour autant, l'indépendance économique des femmes et leur importante mobilité s'accompagnent-elles d'un usage de la ville égal à celui des hommes ? S'identifient-elles collectivement aux espaces publics de la métropole au même titre qu'à leur espace résidentiel de proximité ?

A première vue, la mixité d'appropriation de la ville semble un fait acquis et nous pourrions nous étonner de devoir y revenir. D'aucuns trouveront même banal voire dépassé de s'intéresser encore aux droits des femmes à sortir dans la ville. C'est précisément dans l'interstice qui sépare blocs de certitudes et pratiques quotidiennes collectives qu'il s'agit d'explorer ce qu'il en est, en réalité, de la justice spatiale dans la société globale. Le fait est que différenciation sexuée et discriminations genrées forment encore un modèle valide d'aménagement et de fonctionnement de l'espace public. Une subtile inégalité préside à la conception de nos villes, laquelle a été telle-ment intériorisée au cours des siècles qu'elle en est devenue invisible. Ce n'est qu'en explorant en profondeur les perceptions des femmes et en relevant la fréquence de leur présence dans la rue qu'un regard averti peut saisir les différences d'usages.

A cet effet, il a fallu créer un cadre de production de connaissance originale. Une convention entre l'Agence d'Urbanisme de Bordeaux et le laboratoire Aménagement Développement Environnement Santé (UMR 5185 ADES-CNRS), a ainsi été initiée afin de profiter de l'expertise urbanistique de l'une et de l'avancée théorique et méthodologique de l'autre sur les études de genre. L'étude « *L'usage de la ville par le genre* » a été contractualisée entre les deux organismes courant 2010.

Le premier objectif était de répondre aux questionnements initiaux des élus de la CUB et du Conseil de développement durable (C2D) sur la place de la femme dans la métropole. L'étude a donc exploré la piste du genre dans la ville, en particulier dans ce qui relevait des domaines de compétences communautaires : aménagement des places, espaces publics, espaces verts et de loisirs, organisation de la mobilité et des transports. Pour l'université, le projet « *L'usage de la ville par le genre* » répondait aussi à un second objectif, celui d'expérimenter dans un temps assez court et avec des objectifs limités, une méthodologie de recherche innovante et reproductible pour rendre compte de lieux de ville comme des scènes où se jouent les phénomènes sociaux et spatiaux.

Ce document résulte donc de la conjonction de trois recueils de données :

1. L'extraction de données genrées réalisée par l'a-urba à partir du recensement rénové de l'INSEE et de l'exploitation de l'enquête ménages/déplacements 2008/2009 qui permet d'offrir un premier balayage strictement quantitatif, sorte de toile de fond pour mieux resituer les explorations qualitatives, sociales et spatiales, réalisées ci-après.

1. « Masculin/Féminin dans la ville », 2004, MC. Jaillet www.cafe-geo.net

I Introduction générale

2. Une approche compréhensive de l'usage de la ville et de la mobilité des femmes de l'agglomération bordelaise réalisée par l'a-urba à partir de groupes focus réunis en novembre 2010. Les différents usages et représentations de l'espace métropolitain par 17 femmes seront analysés et cartographiés à partir de leurs témoignages croisés, rendant visibles les dysfonctionnements urbains en matière de sociabilité féminine mais aussi les pistes de progrès.
3. Une approche monographique de trois sites échantillons sous l'angle des mobilités et des rapports hommes/femmes réalisée par 6 étudiants de l'Université de Bordeaux fin 2010, début 2011, qui plonge dans le vif du sujet et donne à voir la ville diurne et nocturne et ses usages collectifs, festifs et exclusifs.

La conclusion générale met l'accent sur d'une part, la nécessité de s'interroger à chaque nouveau projet urbain sur son impact humain en terme d'usage par le genre et d'autre part, sur l'impératif de mixité d'usage, comme une plus value d'ambiance urbaine et de régulation sociospatiale.



Partie 1 | Statistiques genrées



INSEE RP 2007

France 51.4% de femmes

CUB 53 % de femmes

333 460 h / 373 763 f

1. 1. | Un premier balayage statistique signifiant sur les statuts des femmes & leur mobilité

Pour une relecture genrée des données

S'il est un domaine où les femmes gagnent sur les hommes à l'échelle internationale, c'est bien sur leur espérance de vie. Mais qu'en est-il du reste ? De cet ensemble qui fait d'une vie, un parcours à travers des lieux, un espace ? Le rapport homme/femme ne peut-il s'approcher que de manière binaire, façon gagnant/perdant ? L'égalité se définit-elle par l'équation 50/50 ?

Faire l'exercice d'une approche genrée de la donnée permet d'évaluer la sensibilité des indicateurs à la variable genre. Si, au siècle dernier, le taux d'activité des femmes était considéré comme un marqueur de leur émancipation et d'une société développée, quel serait aujourd'hui celui qui définirait le mieux le niveau d'insertion des femmes dans la société ?

Les indicateurs étudiés ci-après sont issus pour partie du recensement rénové de la population INSEE 2007¹ et du tableau comparatif des ressources par sexe, issu des DADS (Déclaration Annuelle de Données Sociales), formalité remplie annuellement par les entreprises, concernant leurs salariés. Le périmètre d'étude est celui de la Communauté urbaine de Bordeaux (CUB).

Les tendances

Prendre la mesure de la place des femmes à l'échelle d'un territoire, c'est tenter en préalable de la quantifier. La statistique dévoile une répartition asymétrique entre hommes et femmes de la Communauté urbaine de Bordeaux du point de vue des ressources, statuts sociaux, emplois, etc. A l'image du territoire français, la longévité des femmes de l'agglomération est plus importante que celle des hommes, ce qui influe sur nombre de critères abordés au cours de cet état des lieux.

Parmi les ménages présents sur le territoire, on retrouve une majorité de personnes sans enfant, qu'elles soient en couple ou non : leur part représente 35 %, les trois quart ayant plus de 40 ans. Les membres de couples avec enfants représentent 21% et les familles monoparentales sont généralement composées d'une femme seule avec au moins un enfant.

Concernant les ménages, un tiers d'entre eux sont des couples bi-actifs, et il ressort une part non négligeable de couples où aucun des membres ne travaille (13 %). Ce sont principalement les hommes qui apparaissent occuper un emploi quand seul l'un des deux conjoints exerce une activité professionnelle. De la même manière, lorsque l'on se penche sur la part des individus « au foyer », elle concerne en majorité les femmes.

1. Issu du "fichier détail individu" INSEE RP 2007 qui comporte les enregistrements individuels, anonymisés.

Partie 1 | Statistiques genrées

Cette différence est par ailleurs la première distinction significative qui émerge de l'analyse de l'activité par statut au sein de la population locale, la seconde étant la représentation majoritaire des femmes dans la catégorie « retraités ».

L'analyse des catégories socio-professionnelles mène également à un constat différencié selon le genre : si les professions valorisées (artisans, commerçants et chefs d'entreprises ; cadres et professions intellectuelles supérieures) représentent une part minoritaire de la population active, elles restent toutefois davantage occupées par des hommes (3,6 % hommes vs. 1,3 % femmes pour la première catégorie, et 11,7 % hommes vs. 6,7 % femmes pour la seconde). Les différences les plus importantes concernent les employés, avec une forte prédominance des femmes (76 % de ces emplois sont occupés par les femmes) et les ouvriers (dont 83% sont occupés par des hommes). Localement, une grande part de la population n'a pas ou plus d'activité (*sans activité professionnelle ou retraité*). En terme de carrières, après l'âge de 25 ans, l'évolution vers une autre catégorie professionnelle apparaît faible. La proportion d'inactifs, quant à elle, culmine entre 55 et 59 ans.

Les diplômes et niveaux d'études des hommes et des femmes semblent relativement égaux. Toutefois les filières dites « professionnelles » sont plutôt à dominante masculine. Les femmes quant à elles sont (ont été) plus nombreuses à avoir arrêté prématurément leurs études. On peut y lire un effet de génération. Les individus connaissent une certaine équité vis-à-vis du logement, et les disparités entre les sexes sont de premier abord faibles. Les différences apparaissent chez les individus qui vivent seuls : les femmes sont plus souvent propriétaires, tandis que les hommes sont majoritairement locataires dans le parc privé.

La CUB semble rejoindre la moyenne nationale en ce qui concerne le différentiel des salaires entre hommes et femmes. Selon l'INSEE¹, en 2006, en Aquitaine, les femmes reçoivent une rémunération inférieure de 18,2 % à celle des hommes, écart voisin, quoique supérieur à celui observé au niveau national (17,8 %) . Qui plus est, aucune des communes-membres de la CUB ne présente un salaire net moyen féminin qui soit au moins égal aux hommes. Partout les femmes gagnent donc moins que les hommes, avec un moindre écart sur les communes comptant une majorité d'employés ou d'ouvriers, ce qui laisse supposer que le fossé salarial entre les genres s'accroît au fur et à mesure que l'on avance en âge et que l'on grimpe dans l'échelle des CSP.²

Ces premiers chiffres soulèvent de grandes interrogations : quel est alors l'avenir d'une agglomération qui ne garantit pas un salaire moyen net équitable entre les hommes et les femmes et qui met en marge une partie de ses seniors féminins ? Que signifie cette plus forte proportion de femmes propriétaires de leur logement ? Poser ces questions, nécessite en préalable de sensibiliser et convaincre les responsables politiques, économiques et administratifs de la réalité de cette inégalité entre genres. Pour ce faire, il s'agira de sortir de son invisibilité, cet impensé de la gouvernance urbaine qu'est l'inégalité sexuée dans l'espace public et démontrer que par leurs orientations, les politiques publiques contribuent à reproduire ou à transformer cet ordre social inéquitable.

1. Insee Aquitaine, e-publication ; n°2 – mars 2009. Auteur : Adeline Béoutis.

2. L'APEC en 2010 estime que les hommes cadres gagnent 5 à 10 K€ de plus par an que les femmes.

Partie 1 | Statistiques générées

1. 1. 1 | Comment vivent-elles ? Répartition par âge, profil de ménage et type de logement

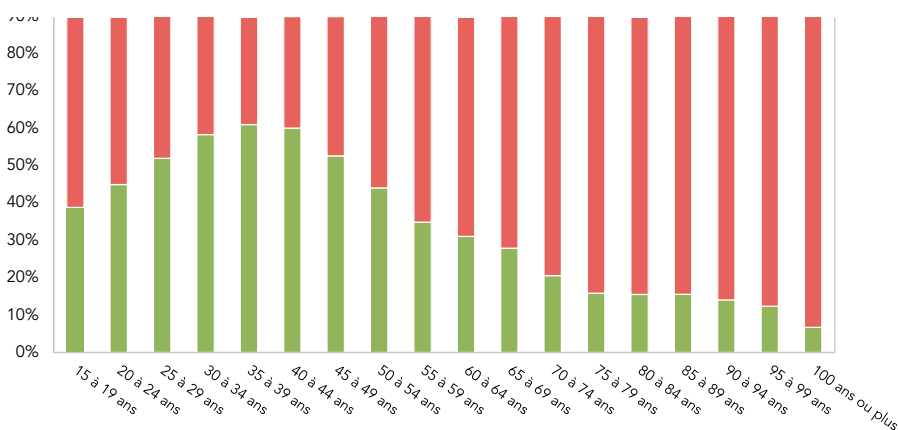
- Une répartition par classe d'âge (Sources : INSEE RP 2007)

Graphique n°1 : Répartition des femmes et des hommes par classe d'âge



Globalement, la part des femmes dans la CUB est légèrement supérieure à celle des hommes (53 %). Si en terme de répartition par classe d'âge le rapport est quasiment égal jusqu'à environ 60 ans, dès 70 ans, la proportion de femmes augmente largement, jusqu'à faire disparaître la part des hommes aux alentours de 100 ans, confirmant la plus grande longévité des femmes.

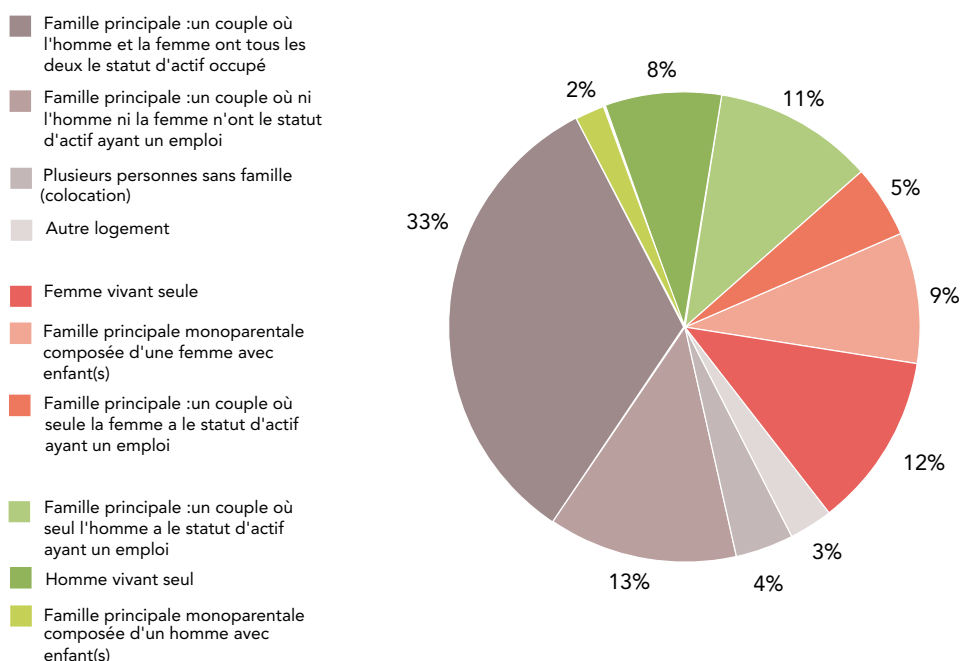
Graphique n°2 : Répartition des femmes et des hommes vivant seuls par classe d'âge



La courbe est quelque peu différente concernant les personnes vivant seules et met en évidence la propension des hommes à vivre seuls entre 30 et 45 ans, où ils oscillent entre 55 et 62 % de la population concernée. Dès 50 ans la donne est renversée et c'est une majorité de femmes qui vit seule, passant de 56 % de la population concernée entre 50 et 54 ans, à 85 % à partir de 75 ans.

Description des ménages

Graphique n°3 : Type de ménage



(Sources : INSEE RP 2007)

Quelques caractéristiques ressortent à l'examen du profil des ménages. La population se compose principalement de couples bi-actifs (33 % de la population). Notons que pour 13 % des familles, ni l'homme ni la femme n'ont le statut d'actif en emploi.

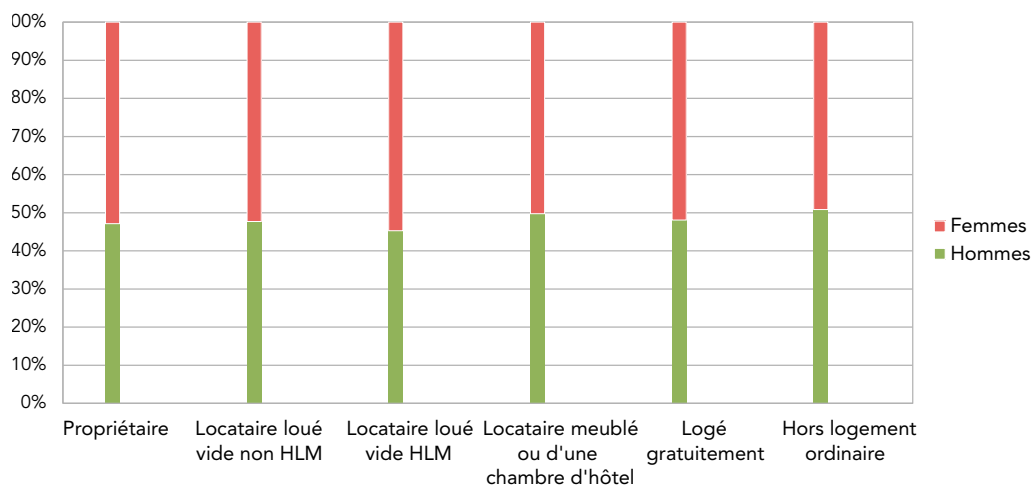
Les principales différences entre les sexes se situent au travers des points suivants :

- les familles monoparentales se composent essentiellement de femmes avec enfants (9 % contre 2 % d'hommes avec enfants), ce qui n'est pas sans interroger l'égalité des hommes face au droit de garde¹.
- les familles où l'un des deux conjoints ne travaille pas sont plus souvent des familles où seul l'homme est en emploi (11 vs. 5 %). Cette situation est-elle choisie ou subie pour les femmes concernées ?
- les femmes sont plus nombreuses à vivre seules (12 %, contre 8 % chez les hommes).

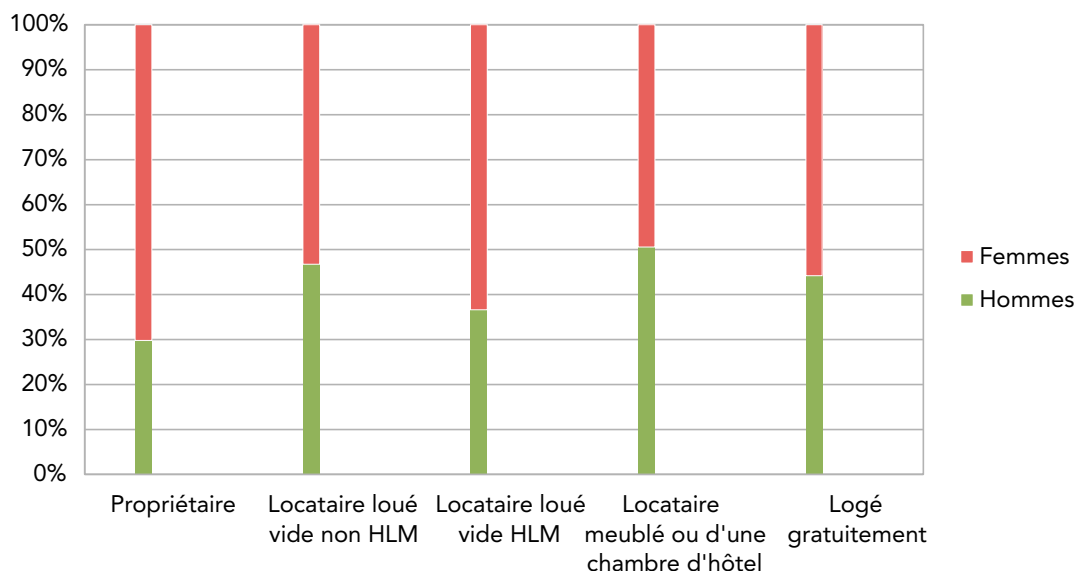
1. Notons malgré tout que ce chiffre pourrait bien provenir des méthodes de recensement de l'INSEE, et que nous ne connaissons pas leur manière de comptabiliser les gardes alternées.

Partie 1 | Statistiques genrées

Graphique n°4 : Répartition des hommes et des femmes par statut d'occupation de leur logement



Graphique n°5 : Répartition des personnes vivant seules par statut d'occupation



A priori, dans le premier tableau (**graphique 4**), il n'y a pas de différence majeure entre les sexes, si ce n'est pour les locataires en HLM, qui sont le plus souvent des femmes (55 %), sans doute du fait d'un accès au parc HLM prioritaire (?).

Partie 1 | Statistiques genrées

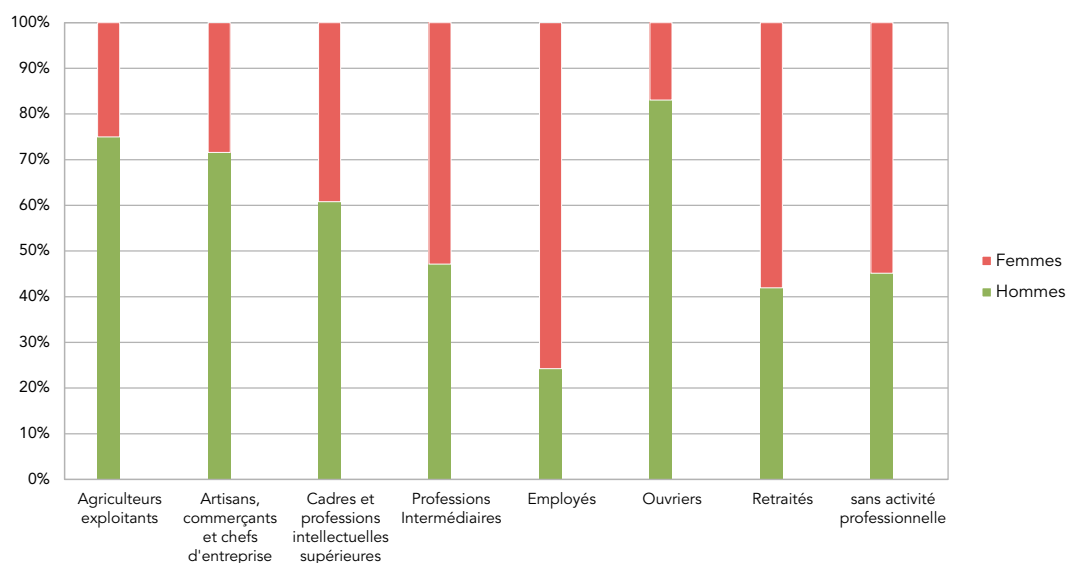
En revanche, le deuxième tableau (**graphique 5**), montre que couplé avec l'indice de solitude, le taux de femmes propriétaires s'élève à 70 %, et celui des femmes locataires HLM, 63 %. Elles semblent également plus nombreuses à être logées à titre gratuit (56 %).

Les femmes assurent une fonction de regroupement résidentiel majeure que continuent à représenter même les femmes isolées, à partir desquelles peuvent se constituer des familles recomposées. Ces traits expriment aussi la part prépondérante des femmes isolées vieillissant à domicile jusqu'à des âges de plus en plus avancés.

Ces indicateurs alertent sur le redoublement de la fragilisation des femmes dans une société vieillissante où l'indice de solitude ne cesse de croître et où les revenus sont systématiquement inférieurs à ceux des hommes.

• Une répartition par catégories socio-professionnelles et type d'activité

Graphique n°6 : Répartition des hommes et des femmes par CSP

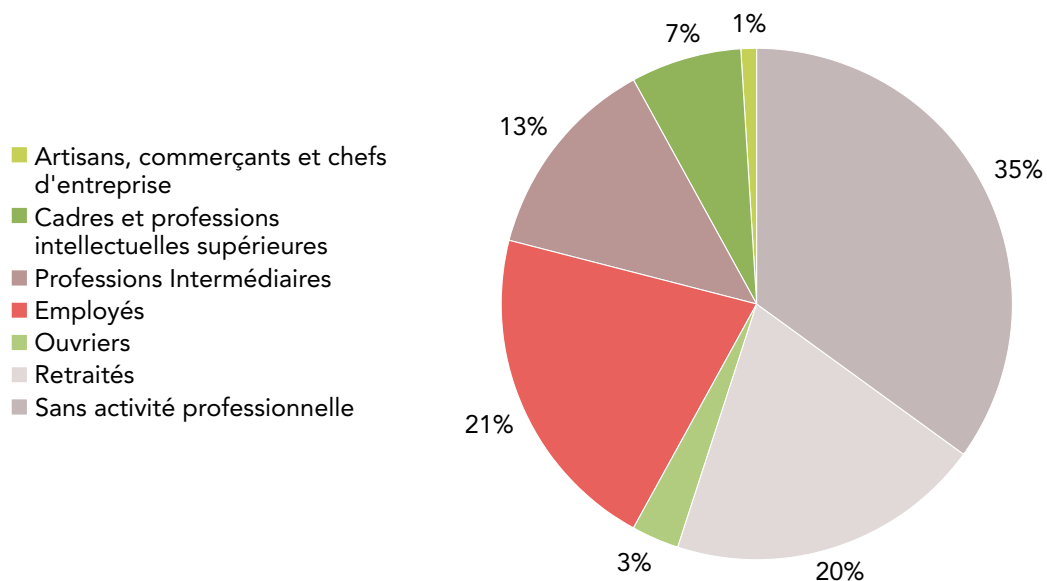


(Sources : INSEE RP 2007)

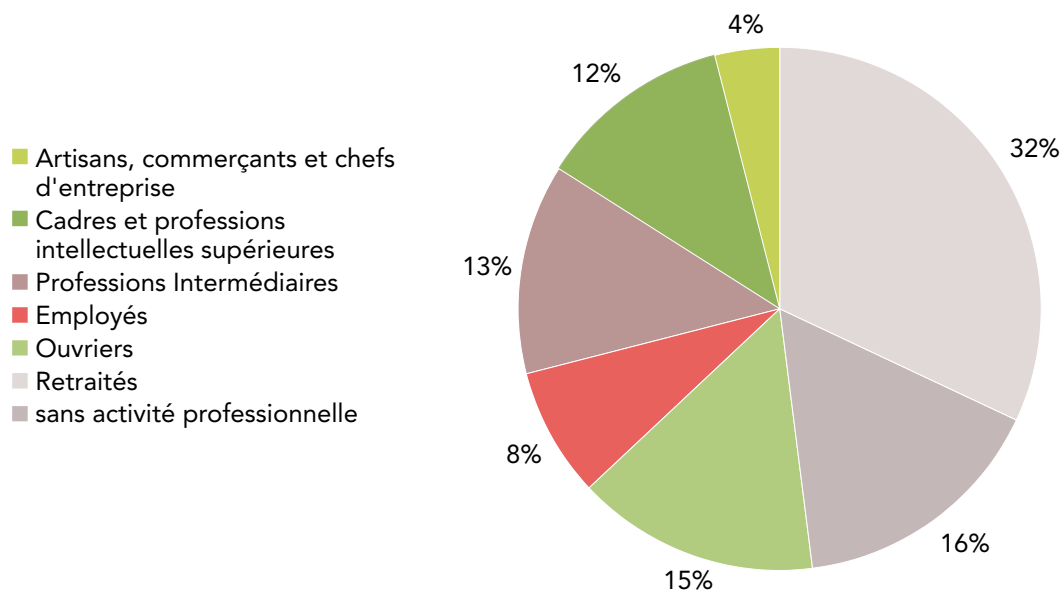
Localement, les disparités entre hommes et femmes selon les CSP sont prégnantes et renvoient à une analyse très stéréotypée. En effet, à la lecture de l'histogramme les emplois d'artisans, commerçants et chefs d'entreprise sont occupés très majoritairement par des hommes (72 %) tout comme les emplois d'agriculteurs exploitants (75 %) et d'ouvriers (83 %). Pour leur part, les femmes sont plus représentées pour les catégories employées (76 %), retraitées (58 %) et dans la catégorie sans activité professionnelle (55 %).

Partie 1 | Statistiques genrées

Graphique n°7 : Répartition des femmes par CSP (Sources : INSEE RP 2007)



Graphique n°8 : Répartition des hommes par CSP (Sources : INSEE RP 2007)



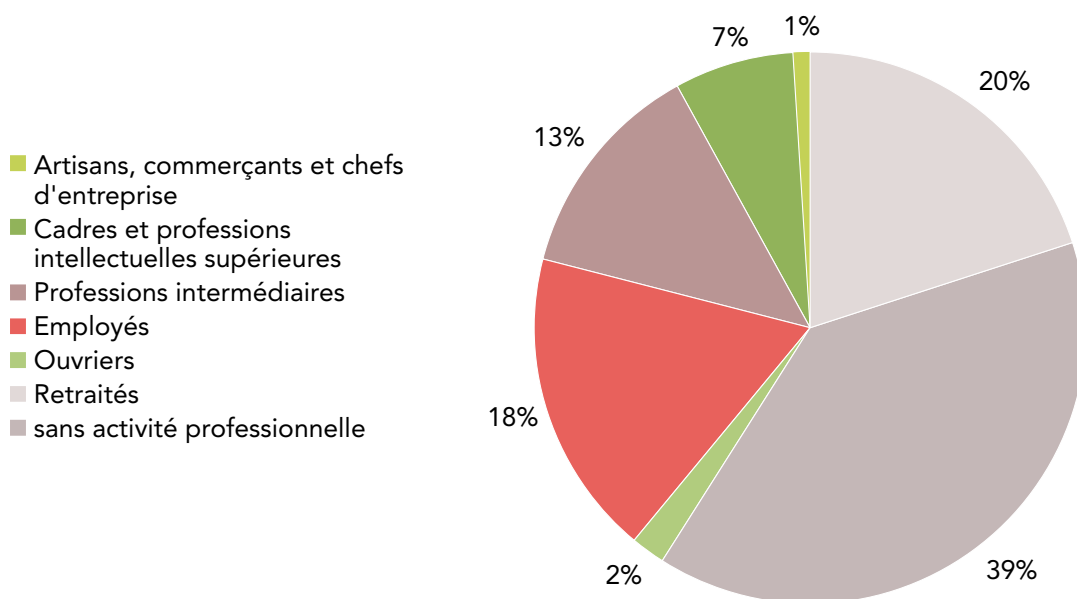
Partie 1 | Statistiques genrées

Les diagrammes qui permettent de faire un zoom sur la répartition des CSP par sexe confirment que les emplois peu qualifiés correspondent bien aux normes d'attribution genrées : tandis que les ouvriers représentent 15,3 % des hommes et 2,8 % des femmes, les employés représentent 21,1 % des femmes et 7,6 % des hommes.

Plus de la moitié des femmes n'ont pas ou plus d'activité (20 % de retraitées et 35 % sans activité professionnelle). La population restante est essentiellement constituée d'employées et de professions intermédiaires ; les cadres, chefs d'entreprise et ouvriers ne constituant qu'une très faible proportion de la population féminine.

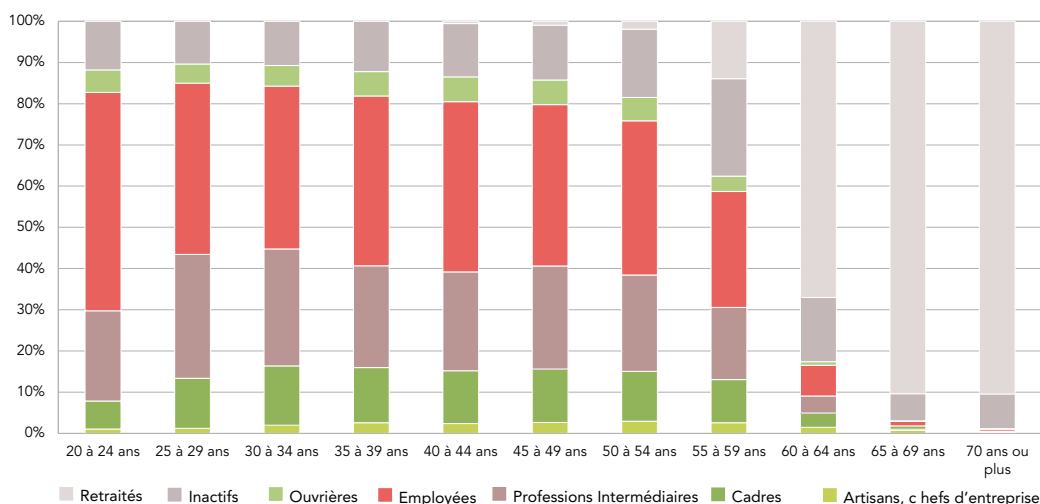
Graphique n°9 : Répartition des femmes par CSP vivant seules

(Sources : INSEE RP 2007)



Quand elles vivent seules la logique se répète. En effet, notons encore que 6 % des femmes seulement sont cadres, contre 12 % des hommes, 1 % des femmes sont chefs d'entreprise, contre 3 % des hommes. Si la représentation de ces catégories reste faible au regard de la population totale, la part des hommes est systématiquement plus importante que celle des femmes. Les schémas sont les mêmes pour les femmes vivant seules que pour la population féminine totale. C'est encore une fois une majorité d'entre elles qui se trouve inactive : retraitée ou sans activité professionnelle.

Graphique n°10 : Répartition des femmes par CSP et par âge



(Sources : INSEE RP 2007)

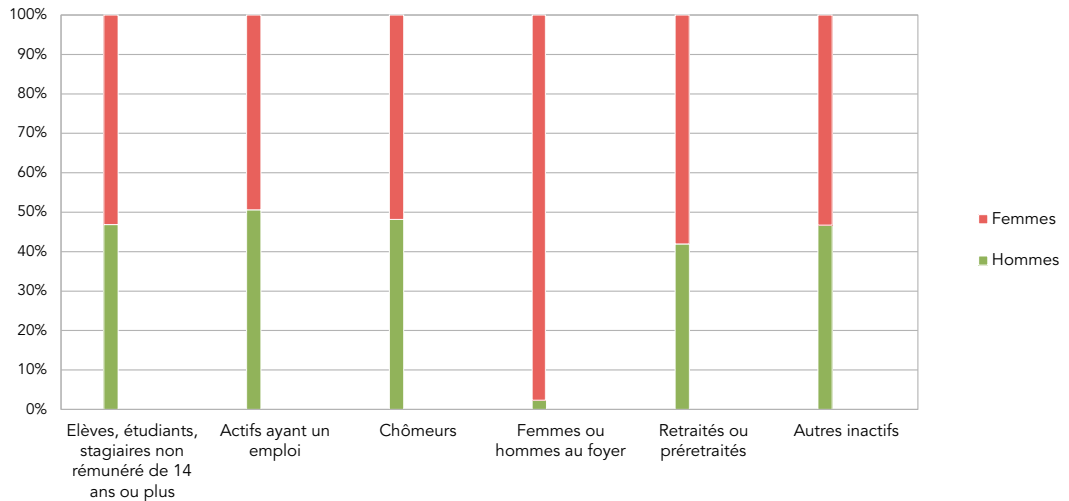
Pour les femmes, les disparités de répartition des CSP sont relativement faibles entre les âges, si ce n'est que :

- plus de la moitié des 20-24 ans se place dans la catégorie des employées, 22% en professions intermédiaires et seulement 7% sont des cadres,
- à partir de 25 ans, la part des employées diminue (53 à 42 %) au profit des professions intermédiaires (de 22 à 30 %) ou cadres (7 à 12 %),
- les répartitions sont ensuite stables jusqu'à l'âge de 54 ans, avec une légère diminution de chaque catégorie et une augmentation constante de la part des inactives,
- la part des inactives reste stable de 20 à 49 ans. Elle augmente de façon constante jusqu'à 60 ans, âge du départ à la retraite, un maximum de 24 % est atteint entre 55 et 59 ans.

Ces constats pourraient bien soulever quelques questions complexes. D'une part, les évolutions de carrière semblent être limitées dès 25 ans, puisque les mouvements entre catégories restent faibles. D'autre part, l'inactivité des femmes grandissante avec l'âge culmine entre 55 et 59 ans, ce qui interroge non seulement sur l'accès et/ou le maintien à l'emploi des seniors : est-ce une inactivité choisie ou subie ? Plus globalement, ces chiffres renvoient à un effet de génération et à l'héritage d'un modèle social que la chercheuse Marie-Christine Jaillet (université du Mirail, Toulouse) définit comme une « *assignation domestique au foyer* », figure traditionnelle du cloisonnement des femmes.

Partie 1 | Statistiques genrées

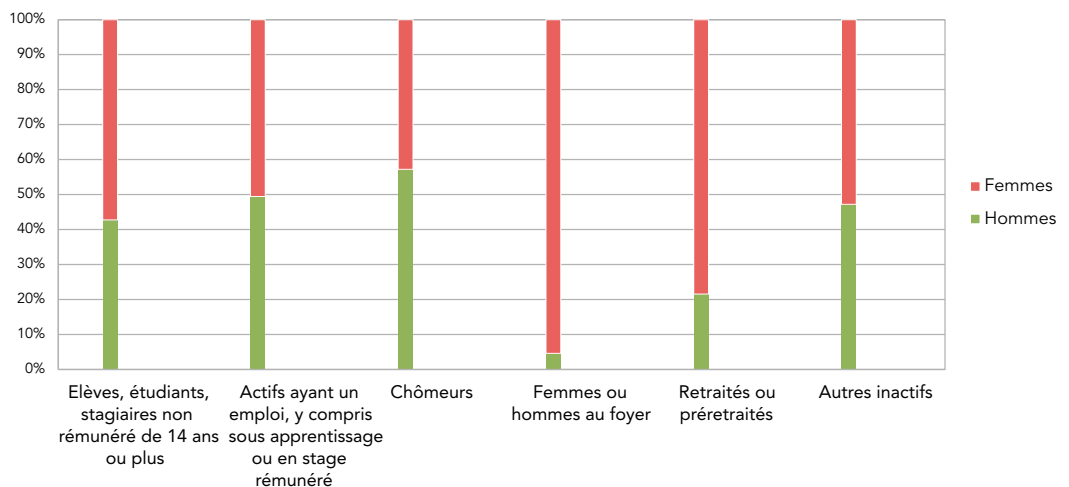
Graphique n°11 : Répartition des individus par genre et activité



(Sources : INSEE RP 2007)

Sur 100 personnes « au foyer », 98 sont des femmes. C'est la valeur comparative la plus marquante sur l'ensemble du panel observé. En effet, en terme de proportions les valeurs sont quasi identiques pour les autres catégories. Ainsi, il y aurait la même proportion d'hommes et de femmes élèves, étudiants ou stagiaires, la même part de chômeurs, et la même part d'inactifs.

Graphique n°12 : Répartition des individus par genre et activité et indice de solitude (Sources : INSEE RP 2007)

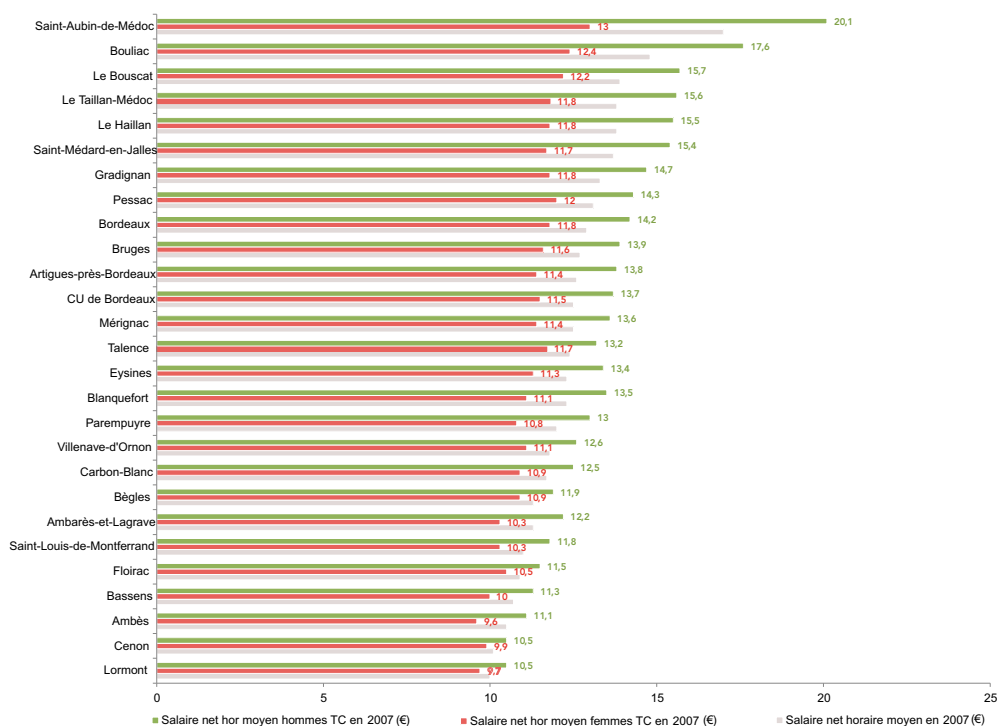


Partie 1 | Statistiques générées

En centrant le regard sur les personnes vivant seules, on trouve toujours une majorité écrasante de femmes parmi les personnes au foyer (95%), elles sont aussi beaucoup plus nombreuses à la retraite (40% des femmes vivant seules sont à la retraite), ainsi que parmi les élèves, étudiants ou stagiaires (57% des élèves sont des femmes vivant seules). Parmi les personnes vivant seules, on note de plus grandes divergences : plus d'hommes dans les actifs en emploi, plus de femmes retraitées ou pré-retraitées.

1. 1. 2. | Quels sont leurs niveaux de formation et de ressources ?¹

Graphique n°13 : Comparaison des salaires nets horaire moyens des hommes et des femmes (Source : DADS, 2007)



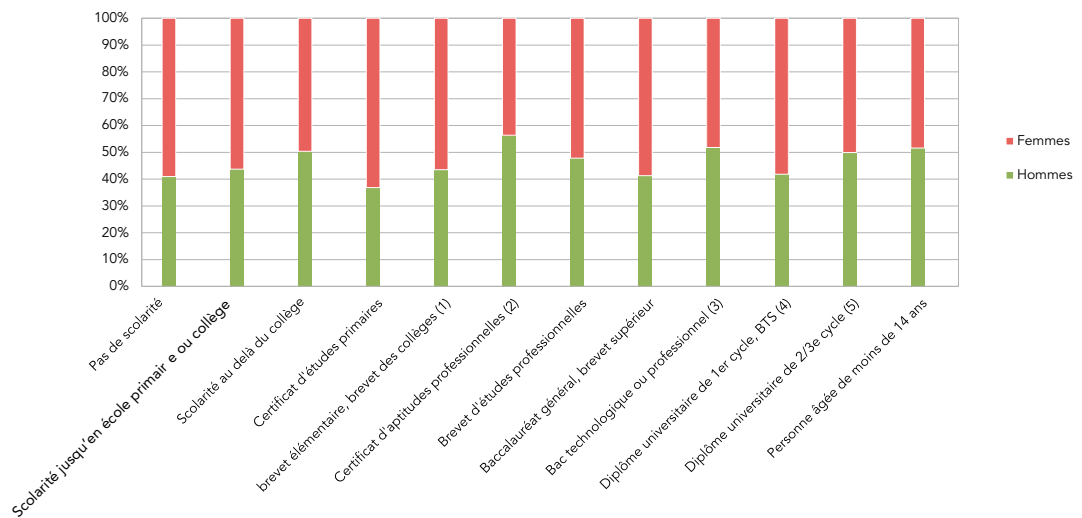
Les communes où les disparités sont les plus faibles, à savoir Lormont et Cenon, sont principalement habitées par des employés et/ou ouvriers. Les inégalités salariales entre hommes et femmes s'accroissent-elles pour les CSP dites « supérieures » ?

1. La commune Saint Vincent de Paul n'a pas été prise en compte dans ces moyennes.

Partie 1 | Statistiques générées

Répartition par niveau de diplôme

Graphique n°14 : Répartition des femmes et des hommes par niveau de diplôme (Sources : INSEE RP 2007)



(1) BEPC

(2) Brevet de compagnon

(3) Brevet professionnel ou de technicien, BEC, BEI, BEH, capacité en droit

(4) DUT, diplôme des professions sociales ou de santé, d'infirmier.ère.

(5) Ingénieurs

Une relative équité apparaît dans la répartition des hommes et des femmes par niveau de diplôme, et l'on peut simplement remarquer les points saillants suivants :

- les femmes sont proportionnellement plus nombreuses à ne pas avoir suivi de scolarité ou être faiblement diplômées (niveau BEPC),
- les hommes sont plus représentés dans les filières professionnelles, 58 % des certificats d'aptitudes professionnels sont obtenus par des hommes.

Il faut toutefois préciser que la proportion des individus sans diplôme reste faible et ne concerne qu'une infime partie de la population totale (aux alentours de 1 %). Ces constats s'accroissent lorsque l'on se penche sur les situations des personnes vivant seules, où les femmes sont alors majoritaires, ceci pour tous les niveaux d'études, excepté pour le certificat d'aptitudes professionnelles.

Notons qu'à niveau de diplôme égal, les carrières professionnelles avantagent les hommes.

En bref, des premières données banales mais qui dérangent

En première approche, que retenir de la place des femmes à l'échelle de l'agglomération bordelaise ? Que sa part est toujours plus importante, mais que sa place est toujours limitée à celle des hommes. En 2010, le traitement de l'égalité homme/femme demeure un vrai sujet. Si la puissance publique ne peut avoir d'impacts sur les trajectoires personnelles, les accidents de la vie, que dire en revanche des revenus ? La situation que nous venons de décrire suit-elle une tendance positive ? Sommes-nous dans une forme d'équilibre ? Est-ce un niveau d'égalité suffisant ? C'est toute la somme des interrogations qui demeurent en suspens tant ces données sont porteuses d'une effrayante banalité. Resituer le genre dans la donnée quantifiée permet de mieux observer cette réalité et de ne pas la résumer à un slogan.

1. 1. 3 | Comment se déplacent-elles ? La mobilité par genre dans l'espace métropolitain bordelais

A partir des exploitations et analyses complémentaires menées par l'a-urba sur la base de l'enquête déplacement des ménages¹, il est possible de se faire une première idée de la mobilité des femmes. En incluant la variable genre, nous supposons que l'usage de la ville par les femmes est plus ou moins contraint selon les différents rôles de genre qu'elles assument au cours de leur vie mais aussi au cours de leur journée ou de leur semaine. Il convient donc, en un premier temps, d'isoler pour les comparer les principales caractéristiques des déplacements des femmes de celles des hommes et, en un deuxième temps, afin de préciser les contraintes dans la circulation des femmes, de corréliser ces catégories avec des critères plus fins.

A cet effet, de futurs travaux devront détailler la catégorie générale dite « *femmes de plus de 16 ans* » en s'attachant à la segmenter en quatre sous-catégories correspondant aux hypothèses de l'étude, soit : femmes seules / femmes en couple sans enfant / femmes seules avec enfant(s) / femmes en couples avec enfant(s).

Elles seront croisées avec les rubriques : *situation professionnelle* (scolaire/étudiante, avec ou sans travail, travail à temps partiel, à temps complet, retraitée/autres) ; *types et motifs de déplacements* : travail, accompagnement, achat, soins, loisirs (lieux, temps de déplacements) ; *distances parcourues*.

A. Distinction homme/femme dans la mobilité métropolitaine

Une série de quatre tableaux est présentée en annexe retraçant tour à tour pour un échantillon de 6011 personnes (à partir de 5 ans et plus) enquêtées en 2008-2009 :

- la répartition homme/femme par nombre de déplacements
- la mobilité globale hommes et femmes, et par modes de déplacements
- l'usage de différents modes de déplacements selon le genre (vélo, voiture, bus, tramway)
- les différents motifs de déplacements selon le genre

1. Exploitation réalisée par BVA, à partir de l'enquête 2009 sous maîtrise d'usage CUB, en partenariat avec le Conseil Général de la Gironde, l'État et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux, sur 6011 ménages résidant dans le périmètre retenu (96 communes dont 27 communes de la CUB + 69 communes limitrophes). Elle fait suite aux enquêtes de même type menées en 1978, 1990 et 1998, ce qui rend possible une comparaison dans le temps. La méthode définie par le CERTU permet la comparaison avec d'autres agglomérations françaises (rapport 2009 Lille, Lyon et Toulouse).

Partie 1 | Statistiques genrées

Nombre de déplacements par jour et par personne

(voir tableau 1 en annexe de la partie)

La mobilité est définie par le nombre de déplacements par jour et par personne. Mal analysée, elle peut donner lieu à divers contresens. Ainsi, apparemment, la mobilité moyenne des femmes dans la CUB semble du même ordre que celle des hommes. Cependant, un premier réajustement à la baisse de leur taux de mobilité doit être effectué du fait de l'irrégularité de leurs sorties et la particularité de leurs déplacements chaînés. En effet, interrogées sur le nombre de déplacements qu'elles ont eu la veille, une plus grande proportion de femmes (60 %) que d'hommes (40 %) a répondu par la négative. C'est donc un portrait paradoxal de la mobilité des femmes qui peut être ici dressé : bien que sortant moins de leur domicile que les hommes, une fois à l'extérieur, les femmes effectuent plus de déplacements qu'eux. C'est ce que tente de traduire la notion de « longueur des boucles de déplacements », qui, croisée avec les motifs de déplacements (*travail, accompagnement des enfants à l'école, courses, visite aux parents, aux médecins, etc.*) décrit mieux la nature de leur mobilité. En définitive, elles sont plus contraintes aux déplacements de proximité selon des circuits plus complexes que les hommes. Mais en moyenne, elles ont quand même tendance à rester plus à la maison que ces derniers.

Nombre moyen de déplacements jour

Femmes : 3,90

Hommes : 3,92

Pourcentage d'enquêtés ne s'étant pas déplacé la veille de l'enquête

Femmes : 60 %

Hommes : 40 %

Plus de huit déplacements par jour

Femmes : 59 %

Hommes : 41 %

Modes de déplacements selon le sexe (voir tableau 2 en annexe de la partie)

Dans le tableau de la mobilité globale par personne, selon le sexe et le mode, l'usage de la voiture particulière (vp) reste un peu plus faible chez la femme que chez l'homme. Cette distinction se creuse encore en terme de fréquence d'utilisation de la voiture qui s'affirme beaucoup plus masculine. Quant aux deux roues motorisés, ils sont majoritairement un mode de déplacement urbain masculin, et le vélo lui-même s'avère un peu moins utilisé par les femmes. Les causes avancées peuvent être à la fois sécuritaires (scooter réputé dangereux) et climatiques (incompatibilité pluie et vent avec maquillage, coiffure et tenue vestimentaire). Ce rapport plus prudent au corps et ce souci de « présentation de soi » sont attachés aux rôles sociaux de genre assignés traditionnellement aux citadines ; les critères d'exigence de féminité influent donc sur la plus ou moins grande régularité d'usage de deux roues.

Partie 1 | Statistiques générées

Enfin, le recours à la marche à pied s'affirme aussi comme un mode plus féminin que masculin, sans doute, vient-elle parfois suppléer la part des déplacements de proximité, réalisés en deux-roues par les hommes.

Nombre de déplacements jour/personnes en VP

Femmes : 2,47

Hommes : 2,50

Nombre de déplacements jour/personnes en deux roues motorisées

Femmes : 0,01

Hommes : 0,10

Nombre de déplacements jour/personnes en vélo

Femmes : 0,10

Hommes : 0,16

Nombre de déplacements jour/personnes en transports publics urbains

Femmes : 0,27

Hommes : 0,37

Nombre de déplacements jour/personnes par marche à pied

Femmes : 0,89

Hommes : 0,74

Fréquence par modes de transport et selon le sexe

(voir tableau 3 en fin de chapitre)

La fréquence de l'usage d'un mode de déplacement plutôt qu'un autre confirme et précise les premiers chiffres obtenus quant aux préférences par genre. Ainsi, le vélo est utilisé beaucoup plus quotidiennement par les hommes et c'est un mode que 62 % des femmes disent ne jamais utiliser (52 % pour les hommes).

La voiture reste la grande préférée des usages masculins, la moitié des enquêtés masculins l'utilise chaque jour. Cela traduit peut-être un taux de motorisation qui demeure un peu plus important pour les hommes, ou une possession un peu moins systématique du permis de conduire pour les femmes : 82 % (91 % pour les hommes). Elles sont 38 % à ne jamais conduire de voiture (31 % pour les hommes).

La régularité d'usage quotidien des transports en commun, notamment des bus urbains, confirme les premières tendances recueillies : les déplacements en transports publics urbains sont clairement l'apanage des femmes.

Notons que l'usage du tramway recueille aussi le suffrage des femmes mais qu'il reste encore 64 % de personnes (hommes et femmes confondus) qui déclarent ne l'avoir jamais pris ou qu'exceptionnellement.

Partie 1 | Statistiques genrées

Fréquence quotidienne d'utilisation du vélo

Femmes : 5 %

Hommes : 9 %

Fréquence quotidienne d'utilisation de la voiture particulière

Femmes : 43 %

Hommes : 50 %

Fréquence quotidienne d'utilisation des transports collectifs urbains

Femmes : 16 %

Hommes : 12 %

Fréquence quotidienne d'utilisation du tramway

Femmes : 12 %

Hommes : 9 %

B. Motifs de déplacement *(voir tableau 4 en annexe de la partie)*

Plus de 100 motifs ont été distingués, pour les besoins de l'étude, mais ils ont été regroupés en 10 grandes rubriques. Les déplacements pour motif travail représentent 46 % des déplacements féminins. Tandis que les motifs dits secondaires, non liés au domicile, confirment la complexité des déplacements en chaîne (54 %). L'achat reste un motif plus féminin que masculin ainsi que l'accompagnement des enfants qui représente 2/3 des motifs de déplacements par 63 % des femmes, dont 70 % pour l'école (maternelle et primaire). Cependant des variantes sont introduites dans les conduites de genre, la participation du père variant selon les âges de la vie de l'enfant, un lycéen sera plus souvent accompagné par son père (44 %) qu'un collégien (35 %) ou un écolier en primaire (30 %). La tendance à retenir est combien, même dans le secondaire, l'accompagnement des enfants mobilise encore les mères pour le collège (65 % des motifs), comme pour le lycée (56 % des motifs).

Déplacements pour motifs achat

Femmes : 56 %

Hommes : 44 %

Déplacements pour motifs loisirs, activités sportives, culturelles associatives

Femmes : 58 %

Hommes : 42 %

Déplacements pour motifs santé

Femmes : 58 %

Hommes : 42 %

| En conclusion, la voiture, une spécificité encore masculine, toujours plus plébiscitée par les femmes

3 000 000 de déplacements en voiture, 300 000 en transport en commun dont 170 000 par le tramway. L'usage des bus et du tramway reste 10 fois moins important que l'usage de la voiture sur la CUB. Telle est la conclusion de l'enquête ménage et ceci, malgré une image fortement revalorisée des transports en commun apportée par le tramway.

Ces usages chiffrés semblent en effet sans commune mesure avec le fort impact qualitatif que le tramway provoque dans les représentations féminines de l'urbain, recueillies au cours des groupes focus (voir partie 2). En effet selon qu'elle soit ou non reliée à Bordeaux par une ligne de tramway, une commune périphérique est décrite comme étant « *de la ville* » ou « *de la campagne* » (voir la carte mentale de l'agglomération). Tout se passe comme si le tramway en atteignant la frontière d'une commune semi-rurale la transformait magiquement en zone urbaine.

Cependant, la voiture conserve une place de choix dans la mobilité urbaine féminine. Du fait de son pragmatisme et du sentiment de sécurité qu'elle procure dans les déplacements de la femme qu'elle soit mère, mère ou jeune noctambule (cf. le panel des groupes focus), elle reste concurrentielle avec les autres modes de déplacements. Par ailleurs, même pour les femmes qui en ont pourtant un usage moins fréquent, la voiture est plébiscitée pour répondre aux problèmes de gestion du temps. En effet, le temps moyen de déplacement en voiture sur la CUB est de 17 minutes (de porte à porte), quand celui en transports publics reste de 30 minutes en intégrant des ruptures de charges et les obstacles physiques dont l'impact est dédoublé quand on porte des paquets, ou qu'on est accompagné d'un jeune enfant avec poussette. Qui plus est, la variance du temps passé autour de ces moyennes est faible pour la voiture et reste très forte pour les TC (durée totale pouvant aller jusqu'à $\frac{3}{4}$ d'heure de trajets à l'intérieur de la CUB).

A l'avenir, il paraît prioritaire d'observer dans les modèles d'analyse de mobilité, ces multiples boucles de déplacements effectuées par les femmes en voiture à l'occasion de chaque sortie de domicile. Des travaux de ce type ont déjà été réalisés en Espagne par l'institut « *Unité d'égalité et de genres* » d'Andalousie ¹. Des réponses vertueuses tant sur le plan écologique que celui des temporalités urbaines sont à tester via une offre alternative en transports de proximité, sécurisés et non polluants (groupes de vélos pour collégiens, « *pedibus* » pour écoliers). Réguler les fonctions féminines à l'œuvre dans la cité, qu'elles soient domestiques, professionnelles ou altruistes est un enjeu collectif qui touche toute la population.

1. Urbanismo con perspectiva de género : Inés Sánchez de Madariaga, Instituto Andaluz de la Mujer/ Junta de Andalucía/Fondo Social Europeo, Sevilla, 2004, 100 p

| Annexe de la partie 1

Tableau 1 : Nombre de déplacements par jour et par personne

	MASCULIN	FEMININ	Ensemble
0	40%	60%	100%
1	54%	46%	100%
2	47%	53%	100%
3	46%	54%	100%
4	49%	51%	100%
5	50%	50%	100%
6	50%	50%	100%
7	45%	55%	100%
8	41%	59%	100%
9	48%	52%	100%
10	41%	59%	100%
11 à 15	39%	61%	100%
16 et plus	47%	53%	100%

Tableau 2 : Modes de déplacements selon le sexe

• **Mobilité globale**

	Personnes	Sorties	Déplacements	Déplacements par sorties	Déplacements par personne	Sorties par personne
MASCULIN	384485	573009	1509027	2,63	3,92	1,49
FEMININ	439770	641216	1715253	2,68	3,90	1,46
Ensemble	824255	1214225	3224280	2,66	3,91	1,47

• **Mobilité par modes de déplacement**

	VP	TCU	Autre TC	Tous TC	Vélo	Deux roues motorisé	Tous deux roues	Marche	Autre	Ensemble
MASCULIN	2,50	0,27	0,05	0,32	0,16	0,10	0,26	0,74	0,11	3,92
FEMININ	2,47	0,37	0,04	0,41	0,10	0,01	0,12	0,89	0,02	3,90
Ensemble	2,48	0,32	0,04	0,37	0,13	0,05	0,18	0,82	0,06	3,91

Tableau 3 : Fréquence par modes de transport & selon le sexe

• **Fréquences d'utilisation de la bicyclette**

	Tous les jours ou presque	Deux déplacements par semaine au minimum	Deux déplacements par mois au minimum	Exceptionnellement	Jamais	Ensemble
hommes	9%	11%	8%	20%	52%	100%
femmes	5%	8%	7%	18%	62%	100%
ensemble	7%	9%	8%	19%	57%	100%

• **Fréquences d'utilisation de la voiture comme conducteur**

	Tous les jours ou presque	Deux déplacements par semaine au minimum	Deux déplacements par mois au minimum	Exceptionnellement	Jamais	Ensemble
hommes	50%	13%	3%	3%	31%	100%
femmes	43%	13%	3%	3%	38%	100%
ensemble	46,00%	13%	3%	3%	35%	100%

• **Fréquences d'utilisation du réseau de transports collectifs urbain**

	Tous les jours ou presque	Deux déplacements par semaine au minimum	Deux déplacements par mois au minimum	Exceptionnellement	Jamais	Ensemble
hommes	12%	11%	14%	30%	33%	100%
femmes	16%	14%	17%	28%	26%	100%
ensemble	14%	13%	15%	29%	29%	100%

• **Fréquences d'utilisation du tramway**

	Tous les jours ou presque	Deux déplacements par semaine au minimum	Deux déplacements par mois au minimum	Exceptionnellement	Jamais	Ensemble
hommes	9%	10%	13%	30%	39%	100%
femmes	12%	12%	15%	29%	33%	100%
ensemble	10%	11%	14%	29%	35%	100%

Tableau 4 : Motifs de déplacement

Motifs combinés	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin
Accompagnement	261 031	156 044	63%	37%
Achats	255 833	203 233	56%	44%
Autre (primaire)	53 662	81 377	40%	60%
Études	180 875	172 504	51%	49%
Loisirs	200 371	186 659	52%	48%
Santé – Démarches- Rech. D'emploi	97 874	69 631	58%	42%
Secondaire non lié au domicile)	433 910	371 281	54%	46%
Travail habituel (domi- cile - travail)	180 525	216 000	46%	54%
Visites	57 556	61 999	48%	52%
Ensemble	1 721 636	1 518 728	53%	47,00%

Motif de la personnes accompagnée	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin
Achats en grand magasin, supermarché et hypermarché et galerie marchande	505	523	49%	51%
Achats en marché couvert et de plein vent		64	0%	100%
Achats en petit et moyen commerce	1 760	1 418	55%	45%
Aller chercher quelqu'un (personne absente)		60	0%	100%
Autres motifs (préciser)	757	337	69%	31%
Collège	18 144	9 823	65%	35%
Collège (sur un autre lieu)	353	115	75%	25%
Démarches	1 856	1 566	54%	46%
Dépose d'une personne à un mode de trans- port (personne présente)	51		100%	0%
Domicile	21 635	16 479	57%	43%
Ecole maternelle et primaire	85 935	37 147	70%	30%
Ecole maternelle et primaire (sur un autre lieu)	536	286	65%	35%
Loisirs, activités sportives, culturelles, asso- ciatives	24 329	17 576	58%	42%
Lycée	6 865	5 378	56%	44%
Lycée (sur un autre lieu)	514	508	50%	50%
Multi-motifs en centre commercial	78	153	34%	66%
Nourrice, crèche, garde d'enfants	23 430	12 268	66%	34%
Promenade, lèche-vitrines sans achat, leçon de conduite	439	405	52%	48%
Recherche d'emploi	143	173	45%	55%
Reprise d'une personne à un mode de trans- port (personne présente)	77		100%	0%
Résidence secondaire, logement occasionnel, autre domicile	693	360	66%	34%
Restauration hors du domicile	384	272	58%	42%
Santé	11 580	8 302	58%	42%
Travail sur le lieu d'emploi déclaré	4 046	8 098	33%	67%
Travail sur un autre lieu	1 118	1 433	44%	56%
Université et grandes écoles	1 130	692	62%	38%
Université et grandes écoles (sur un autre lieu)	302	51	86%	14%
Visite à des parents ou à des amis	7 997	6 096	57%	43%



Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

2. 1. | L'émergence du genre dans les politiques urbaines & les sciences humaines

« La ville est une mémoire organisée, les femmes sont les oubliées de l'histoire »
Hannah Arendt

Profondément enfouies dans l'inconscient collectif, les valeurs attachées aux distinctions de genre fondent l'ordre social et identitaire des groupes humains. La différenciation de sexe est ainsi à l'origine de leur organisation dans le temps et l'espace. Elle permet non seulement d'ordonner le monde des biens matériels mais aussi celui du symbolique, par des couples d'opposition sémantiques (chaud/froid, dur/mou) et des agencements binaires (endogamie/exogamie). C'est ainsi qu'ont été pensés les modes d'échanges matrimoniaux entre différentes communautés tribales, qui leur ont assuré descendance et pérennité économique¹.

L'analyse structuraliste qu'a menée Claude Lévi-Strauss sur les mythes encore vivaces des sociétés à tradition orale, met bien en évidence cette articulation du féminin et du masculin qui polarise les représentations de l'origine du monde (cosmogonie). En héritant de ces récits de genèse, et de formes linguistiques signifiantes², nos civilisations modernes ont perpétué des conceptions archaïques des rôles liés au sexe, en valorisant souvent l'un au détriment de l'autre. La syntaxe qui organise les langues s'appuie donc sur un système de croyances genrées qui légitime l'organisation sociale³. C'est vrai dans toutes les cultures, même si se rencontrent parfois d'étonnantes et rares inversions entre les représentations symboliques de genre, comme celles attribuées aux éléments naturels : en sanscrit et en allemand, le soleil n'est-il pas féminin et la lune masculine ? On notera qu'en France, le neutre (genre des noms sans sexe) a disparu de la langue au profit de la masculinisation (cf. les noms de métiers⁴).

En bref, la dualité genrée est partout présente dans notre environnement culturel, elle est le pivot de nos interactions personnelles et collectives. Dans l'espace habité, elle a codifié de façon séculaire, les attitudes et comportements des femmes, dites d'intérieur. Dans la vie publique, elle oriente au quotidien la préservation d'un bien commun, selon des conventions visant le plus souvent à maintenir un ordre masculiniste dominant.

1. 1949, la thèse de Claude Lévi-Strauss « Les Structures Élémentaires de la Parenté », montre la coïncidence des modes d'échange matrimonial des femmes avec ceux des biens économiques.

2. Cf. l'étymologie latine : « vir » la puissance masculine, « mulier », la mollesse de la femme.

3. L'anthropologue Françoise Héritier a exploré le mode binaire d'appréhension de l'univers dans « Masculin-féminin 1, la pensée de la différence » et « Masculin-Féminin 2, Dissoudre la Hiérarchie » aux éditions Odile Jacob 1996 et 2002.

4. Sur ce dernier point, lire l'article « Le Français, une langue misogyne » par Annie Batlle et Isabelle Germain, paru dans la revue Futuribles de mai 2011. Il fait référence à leur « Dictionnaire iconoclaste du féminin. Pour en finir avec les clichés », paru chez Bourin Editeur, 2010, Paris.

2. 1. 1. | Rappel historique de la critique féministe dans la planification urbaine

Nourri d'anthropologie, le mouvement psychanalytique du début du XX^e développe une approche critique des sociétés modernes occidentales, censées reproduire un modèle patriarcal fondé sur la séparation des sexes. L'étude de cette discrimination par le sexe est approfondie par les théoriciens marxistes, dont Wilhelm Reich en particulier qui dénonce un mode de production capitaliste oppressant les pulsions naturelles des plus vulnérables (femmes, enfants, classe ouvrière, immigrés, etc.). En les privant d'instruction et en les maintenant dans l'invisibilité sociale, le système patriarcal favorise ainsi le maintien des femmes dans une dépendance considérée comme « naturelle ». Notre mode économique de production, incarné par le sexe fort, se serait donc longtemps appuyé sur le travail gratuit du sexe dit faible. La naissance de la sexologie (1911), dont Reich sera l'un des précurseurs, développe une forte influence sur le mouvement de libération féministe qui sera d'abord américain puis français. L'objet de libération sera d'abord sexuel (libre disposition de son corps) puis politique (émancipation du joug phallocrate).

1900 à 2010 : de l'activisme à la visibilité de l'action des femmes dans la ville

Les populations féminines se mobilisent dès le début du XX^e contre la ségrégation des sexes induite par l'espace planifié qu'il soit urbain ou rural. Avec les courants utopistes et socialistes communautaires de la fin du XIX^e siècle (Owen, Fourier), naissent les premiers mouvements de réformes urbaines, notamment anglo-saxons (Women's Commonwealth) et ceux initiés, dès 1917, par les femmes révolutionnaires russes.

Dans la seconde moitié du XX^e siècle, c'est le Canada qui se trouve à l'avant-garde en matière d'autogestion urbaine des femmes : collectivisation des tâches domestiques, production d'environnements nouveaux plus sécurisants à l'intérieur des villes-centres, sont les principales tendances de cet urbanisme féministe. Dans les années 80, sont organisés des réseaux de coopératives d'habitation où sont expérimentés de nouveaux modes de vie. Il s'agit de conserver des services de proximité nécessaires à la vie quotidienne, de généraliser la participation des femmes aux décisions locales et de miser sur la protection de l'environnement liée à la qualité de la vie. Ces luttes vont peu à peu se traduire en axes stratégiques dans les documents de planification urbaine.

A Toronto, Montréal et Québec, le collectif « *Woman Plan Toronto* » organise des ateliers de travail pour améliorer la vie urbaine. Il produit des rapports thématiques sur les densités excessives, les logements en sous-sol, les nécessaires espaces de garderie dans les opérations immobilières, les toilettes publiques fermées, etc.

En 1988, ces efforts répétés sont couronnés de succès, ce que confirme la montée de la participation politique des femmes dans l'équipe municipale.

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

- **Un inventaire international des interventions de femmes pour changer la ville**

Au Québec, un groupe « *Femmes et ville* » est formé en 1987 et initie des débats publics dans le cadre du plan directeur d'aménagement et de développement de la ville. Idem à Montréal, où le désir d'un centre-ville habité et habitable est défendu par le comité « *Femmes et Logements* », ce qui marquera durablement le paysage urbain.

En Hollande, le ton est donné à Penrose avec la construction de plusieurs villages expérimentaux tournés vers l'échange de services et la vie communautaire.

L'activisme féminin est également présent à Londres avec le groupe de consultants environnementaux au féminin « *Matrix* » (1984). A l'occasion de la révision du plan de développement urbain de Londres, des groupes de pression s'organisent en « *Comité des femmes* » et interpellent les urbanistes professionnels. A l'issue de leurs revendications pour la « *déségrégation* » de l'espace urbain, le comité obtient un chapitre entier sur les femmes dans le « *Plan stratégique pour Londres* ».

- **1990-2010 : institutionnalisation du droit des femmes à l'échelle urbaine**

En 1994, dix ans après le plan stratégique londonien, les femmes européennes obtiennent une reconnaissance théorique de leurs droits, notamment celui d'intervenir dans la fabrication de la cité en tant qu'expertes de la vie quotidienne. Plusieurs recherches-actions soutenues par l'Union Européenne aboutissent à une charte unique censée créer un précédent dans les pratiques de planification.

Un important catalogue d'actions positives :

- planification urbaine : cadres de vie monofonctionnels et usages du temps sont discriminatoires, ainsi que le manque d'offre en mobilité, en particulier, la nuit.
- femmes architectes et urbanistes : trop peu nombreuses, leurs interventions donneraient plus de visibilité aux villes, notamment en matière d'horaires et de rythmes, sur des modes non hiérarchisés, interactifs, multiples et complexes ;
- habitat : innover, par exemple, par une offre en logements coopératifs centraux plus appropriés aux besoins des femmes actives et mères de famille ;
- sécurité : créer un guide à l'usage des concepteurs et décideurs permettant d'identifier les éléments de l'environnement urbain suscitant l'imaginaire de la peur et l'insécurité ;
- initiatives institutionnelles : conforter la présence des femmes à tous les niveaux de décision, développer l'urbanisme participatif ;
- connaissances : déconstruire les préjugés sources de discriminations, sensibiliser élus, professionnels et étudiants à la dynamique d'approche par genre.

Les objectifs de la charte sont ambitieux : « *Promouvoir une société plus émancipée libérée des stéréotypes contraignants qui freinent toute évolution favorable aux femmes en matière d'aménagement et de services urbains, d'habitat, de sécurité et de mobilité* ». Droit à la cité, nouveaux équilibres urbains, citoyenneté active de la moitié des habitants des villes sont les grands enjeux de cette lutte contre toute forme excessive de ce que l'on nomme désormais « *androcentrisme* » dans l'urbanisme.

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

A Pékin, en septembre 1995, a lieu la quatrième conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes. Elle donne lieu à la « *charte de Pékin* » qui refonde le droit des femmes, en consolidant et précisant le travail engagé vingt ans plus tôt. Les gouvernements y reconnaissent que « *l'égalité des droits, des chances et de l'accès aux ressources, le partage égal des responsabilités familiales et un partenariat harmonieux entre les femmes et les hommes sont essentiels à leur bien-être et à celui de leurs familles ainsi qu'à l' « **affermissement de la démocratie** ».*

De fait, l'égalité entre les femmes et les hommes devient une condition essentielle du développement durable, de la paix et de la démocratie. Douze objectifs stratégiques¹ sont identifiés, que les Etats s'engagent à traduire dans des politiques nationales. La France est le premier pays à se doter d'une législation permettant d'accéder à la parité politique par une alternance stricte homme/femme sur les listes électorales (loi du 6 juin 2000), les contraintes en seront renforcées par la loi du 31 janvier 2007. L'Union Européenne attend 2006 pour légiférer via son Parlement sur l'égalité des chances en matière de travail et d'emploi (directive 2006/54/CE).

La Belgique, elle, légifère par sa loi du 12/01/2007 qui vise à promouvoir globalement la dimension du genre dans l'ensemble des politiques fédérales (gender mainstreaming), ces mesures d'intégration supposent une égalité des budgets publics affectés aux hommes et aux femmes (gender-budget). En 2004, en exergue du « *Guide pour l'intégration de l'égalité des sexes dans les politiques locales* », les rédacteurs² écrivent :

« *S'il existe dans les pays de l'Union Européenne un foisonnement d'actions locales visant spécifiquement la population féminine, très rares sont les villes qui prennent en considération la dimension du genre dans une perspective globale d'élimination des discriminations entre les sexes* ».

En 2010, un nouveau guide est édité pour intégrer le genre dans « *la coopération au développement de la Communauté européenne* », fournissant boîtes à outils et techniques d'évaluation pour analyser des décisions politiques qui « *semblent neutres sous l'angle de l'égalité mais qui peuvent avoir un impact différent sur les femmes et les hommes* ».

2. 1. 2. | Droits de la femme et évolution des politiques urbaines

- Une tendance émergente, l'autopromotion de l'habitat³

L'héritage des expériences de coopératives de logement défendues par les militantes féministes des années 60 (« *co-housing* ») trouve un prolongement dans l'aspiration actuelle à un habitat alternatif, solidaire et écologique de la part de certains segments de jeunes actifs urbains. La quête d'une qualité de vie devient aussi synonyme de solidarités de voisinage et d'habitat suffisamment spacieux pour s'épanouir en famille, familles dont les contours ne cessent de se transformer.

1. Lire le détail de ces 12 objectifs sur le site www.adequations.org

2. Guide rédigé par des chercheuses européennes sur le genre, sous la direction de Françoise Gaspard et Jacqueline Heinen et financé par la CE dans le cadre du 5^e PCRD

3. Voir le site : http://www.toitsdechoix.com/pages/habgroup/ex_habgroupes.html

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

Par ailleurs, en pleine crise économique, cette tendance au regroupement des familles pour accéder au logement s'avère dans les grandes agglomérations un bon moyen de rendre abordables des produits immobiliers aux coûts non maîtrisés. Cet habitat conçu et financé ensemble sera aussi un lieu d'expérimentation de modes de vie plus solidaire, plus écologique avec partage des tâches et des loisirs. L'auto-promotion en France a vu le jour dans les années 1980 avec le Mouvement Habitat autogéré. Ce mouvement, est en phase de redynamisation, avec une perspective de fédération nationale aujourd'hui en discussion.

- Une politique temporelle au service des usages différenciés de la cité¹.

L'Italie a été le premier pays d'Europe à mettre en place une politique des temps, suite aux réflexions des femmes du parti communiste italien et d'associations de femmes cherchant à mieux organiser leur double quotidien de mères et femmes actives. Une loi en 1990, a conféré aux maires la possibilité de moduler les horaires d'ouverture des services publics pour répondre aux nouvelles attentes des citoyens. Un premier plan des horaires et un « *bureau des temps des villes* » sont élaborés à Milan et rapidement lancés dans d'autres villes Italiennes. Ces expériences sont avant tout inscrites dans un contexte local, en concertation avec les syndicats et en lien étroit avec les urbanistes. Sous le gouvernement Jospin, le département de la Gironde est l'une des premières collectivités territoriales à mettre en place cette réflexion. La DATAR (délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale) a permis des expérimentations sur 4 territoires pilotes : la Gironde, Saint Denis, Poitiers et Belfort, et la création de « *bureaux des temps* » véritables laboratoires d'observation et d'aide à la décision. Aujourd'hui, l'association « *Tempo Territorial* » est le principal organisme au niveau national qui promeut les politiques temporelles en France. En terme de chrono-aménagement, un cahier des charges dévolu aux femmes tendra à une rationalisation plus efficiente de la Cité et de l'offre en déplacements. Il poursuivra ainsi un double objectif : permettre des modes apaisés d'habiter en terme de durée, ce qu'évoque le terme « *demeurer* », et réguler les rythmes urbains selon une logique plus proche des modes de vie des femmes actives avec enfants. Beaucoup d'études soulignent en effet combien ces dernières sont plus contraintes par le stress et la précipitation que les hommes.

Où en est la métropole bordelaise ?

15 ans après la « *Charte des femmes européennes dans la cité* » qu'en est-il de l'application de ces revendications pour une ville « *désexisée* » ? Seul un regard territorialisé sur la métropole peut permettre de mesurer les avancées. De façon générale, la « *cause* » des femmes a évolué même si des menaces de régression pèsent sur leur statut aujourd'hui².

1. Extrait de « Penser le temps comme condition du développement durable » synthèse réalisée par E. Goïty (a-urba, oct. 2009)

2. Cf. Elisabeth Badinter « Le conflit, la femme et la mère » (Flammarion, 2010). Depuis 15 ans, sous l'influence idéologique du naturalisme, des chrétiens traditionalistes américains prônent un allaitement exclusif de l'enfant au moins jusqu'à six mois. C'est une régression pour le droit des femmes, au même titre que la proposition d'une taxe sur les couches culottes jetables ! Crise économique et rareté des emplois favorisent ce retour à la maison des femmes, malgré leurs itinéraires professionnels précaires et fragiles.

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

Dès 2001, est créée la Maison des femmes de Bordeaux, par le collectif « *Droit des femmes* ». Avec l'appui des collectivités territoriales (Conseil Général, Conseil Régional, financement CUCS (contrat urbain de cohésion sociale, ville de Bordeaux), ce lieu de ressources s'adresse à une population plurielle, allant des primo-arrivantes aux étudiantes, en passant par les seniors isolées et divers publics en quête de solutions pour se loger, trouver un emploi, ou s'abriter de violences conjugales (1 accueil sur 4). Proposant ateliers réguliers ou ponctuels diversifiés, salariées et bénévoles y assurent accompagnement social, conseils médico-sociaux, actions conviviales et culturelles. Véritable observatoire de la vie féminine de l'agglomération bordelaise, on y confirme, depuis la mise en circulation du tramway, une meilleure mobilité et donc une plus grande visibilité des femmes dans la cité, en provenance notamment de la Rive Droite.

- « Care » et genre : vers une gouvernance sensible de la métropole ?

En 2010, le président de la Communauté urbaine de Bordeaux émet le souhait qu'une étude qualitative soit menée sur la place des femmes dans la ville. Comment adapter les travaux techniques et les décisions politiques à cette évolution en marche de la société ?

Comment répondre aux attentes d'une population dont les rôles de genre sont de moins en moins marqués du fait d'une double évolution, d'une part, de plus en plus de femmes travaillent (66 % des femmes de 15 à 64 ans en 2009¹), et vivent seules, puisque 18 % d'enfants vivent dans des familles monoparentales. Par ailleurs, les hommes eux-aussi évoluent, s'impliquant toujours plus dans la sphère familiale, tout en étant confrontés aux changements rapides de statut du modèle masculin traditionnel.

A-t-on intégré toute la dimension de cette révolution sociale que représente l'égalité des chances entre hommes et femmes, ne serait-ce qu'en matière d'emploi ? Comment traduire dans l'aménagement urbain cette montée en puissance du rôle des femmes dans l'espace public ? Une des clés d'entrée développée en Europe dès les années 80 - et qui, depuis, a bien du mal à être appliquée, serait de coupler les politiques d'aménagement spatial avec une politique d'aménagement temporel : parviendra-t-on dans la métropole bordelaise à établir un « *espace-temps convivial* »² pour tous, homme, femme et enfant confondus ?

- Mixité, parité, genre : un réseau pour mieux orienter un développement métropolitain équitable à l'horizon 2025

L'agglomération bordelaise est désormais dotée d'un réseau de veille « *Mixité, parité, genre* » initié par un collectif d'acteurs locaux (universitaires, animateurs sociaux, bénévoles) travaillant sur le genre et co-financé par des acteurs publics.

www.reseau-mpg.com

Ci-après, les définitions³ donnent un aperçu du défi à relever politiquement pour construire un développement métropolitain équitable :

1. Couple, famille, parentalité, travail des femmes. Mars 2011. INSEE première Mars 2011

2. Voir les travaux du groupe de prospective « Temps et Territoires » de la DATAR, synthèse 2004

3. Elles sont extraites du site www.adequations.org.

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

« L'égalité est un droit fondamental de la personne humaine, quel que soit le sexe biologique ou social et quelles que soient les différences entre les personnes ».

« La démarche d'équité vise à corriger des inégalités de départ pour arriver à l'équivalence des chances (ou opportunités) entre femmes et hommes, en tenant compte de leurs besoins et intérêts spécifiques. Pour des raisons historiques, sociales ou biologiques, ces besoins et intérêts peuvent s'exprimer de façon différente ».

« La démarche de mixité intègre des personnes des deux sexes. Exemple : mixité scolaire, obligatoire en France depuis 1975. La mixité n'est pas synonyme d'égalité. Certaines réunions peuvent être de préférence non mixtes pour faciliter la parole comme les ateliers pour hommes violents, organisés dans le cadre du suivi judiciaire d'actes de violences conjugales. »

« La parité signifie que chaque sexe est représenté à égalité. C'est un instrument au service de l'égalité. Cela implique par exemple de veiller, dans une session de formation ou lors de candidatures à des élections, une bonne répartition des orateurs-trices à la tribune. »

Enfin, notons l'existence d'un « Laboratoire National pour l'Égalité des Sexes », lancé en mars 2011, afin de préparer la présidentielle de 2012, une plateforme qui rassemble chercheurs, DRH, élus, syndicats et responsables associatifs¹.

2. 1. 3. | Sociologie du genre ou géographie du sexe ?

Une mutation sociale encore peu visible

L'effacement progressif des identités formelles liées au sexe est un des signaux de changement de société qui se renforcent ces dernières années. Parallèlement à l'avancée de l'émancipation féministe, ont eu lieu d'importants mouvements de défense des minorités sexuelles, notamment depuis 2001, où élus nationaux et locaux se sont engagés dans une lutte contre l'homophobie.

En terme de représentations et de pratiques sociales, la frontière devrait avoir tendance à devenir plus floue entre les genres comme l'illustre la naissance du mouvement Queer (voir ci-après). Par ailleurs, les sexes ne sont pas seulement deux, mais plusieurs, et le mouvement LGBTQ (Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender et Questionning) est représenté désormais dans la plupart des grandes métropoles européennes. Divers travaux universitaires sont à cet égard très instructifs et devancent considérablement les analyses sur lesquelles se fondent en général les politiques publiques. Afin de répondre aux besoins sociaux dans leur diversité, la nécessité se fait sentir de créer une passerelle vers les chercheurs qui mènent diverses investigations sur les différentes figures du genre².

2. 1. 4. | Se familiariser avec la vision des chercheurs sur le genre

- De nouveaux protocoles de polarisation de l'espace entre genre et sexe

« Rien n'est plus culturel que le sexe » ne cesse de rappeler le géographe Yves Raibaud³. C'est l'élément principal de construction identitaire de l'individu dans la famille, la société, la communauté. Pourtant précise-t-il, « dans la société postmoderne, le seul schéma masculin-féminin ne rend plus bien compte des espaces sexués ».

1. Adresse du blog : laboratoiredelegalite.word-press.com

2. Citons en particulier les travaux de Daniel Werzer-Lang, professeur de sociologie à Toulouse. « Maculinités : Etat des lieux » (Eres, Toulouse, 2011, avec Chantal Zaouche)

3. "Le genre et le sexe comme objets géographiques" archives ouvertes du CNRS (HALSHS) 2007.

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

Depuis, les travaux de la philosophe américaine féministe, Judith Butler¹ (2006), s'agit-il d'adopter le point de vue de la « *queer theory* » : utopie radicale où l'espace-temps est imaginé à travers les rapports entre humains quel que soit leur sexe ? Sommes-nous au seuil d'une très profonde évolution des représentations où les genres cesseraient d'être définis par leur rapport de domination ? Quelles conséquences sur l'organisation socio-spatiale de la cité ? Des travaux de la sociologie américaine du genre, on retiendra que ce que « *l'on nomme encore les rapports hommes-femmes* » (hommes-hommes, femmes-femmes) produit des espaces sociaux chargés d'une « *hétéronormativité* » plus ou moins positive ou négative. Les espaces publics seront donc observés en fonction de deux axes, celui des sexes et des genres, c'est à dire en fonction de leur degré de masculinité/féminité (liées aux représentations imaginaires partagées par les membres de la société) et de leur plus ou moins importante hétéronormativité (liées aux pratiques sociales, proprement dites).

La géographie du genre serait plutôt une géographie sociale et la géographie du sexe, elle, une géographie culturelle. Y. Raibaud analyse combien cette dernière serait bâtie sur des représentations saturées de messages sociaux, qui sont véhiculées via les « interfaces sociétales » que sont l'art, la publicité et les médias. Ces représentations largement diffusées et partagées par tous fonctionnent de façon itérative jusqu'à créer une véritable hiérarchisation des territoires, ceux-ci devenant répulsifs ou attractifs.

- Plaisir et anxiété en terres girondines²

Appliqués à l'espace girondin, les travaux d'Yves Raibaud distinguent des zones fantasmées, positives ou négatives, chargées d'une polarisation érotique. Zones convoitées, zones neutres et espaces d'anxiété (exemple : les communes périphériques d'habitat social) orienteraient les usages. Les déplacements étant devenus un principe actif de diffusion de cette érotisation, cela expliquerait le développement exponentiel de la mobilité ces vingt dernières années vers le littoral. La polarisation du territoire girondin se focaliserait ainsi sur sa côte atlantique du fait du fort attrait symbolique de la plage, devenue à la fois un espace de liberté et de plaisir pour des populations en transition vers une postmodernité, individualiste, hédoniste et non hétéronormée.

Des investissements publics à l'épreuve de la discrimination par genre

Une des applications des politiques publiques européennes par la recherche universitaire est de procéder à une observation des investissements financiers publics, permettant d'évaluer les choix des politiques d'aménagement et d'équipement dans l'espace collectif en terme d'équité des genres, selon la logique pragmatique du « *gender-budget* » insufflée par Bruxelles³.

Un exemple permet d'illustrer le propos. L'analyse genrée de la programmation d'équipement dans le cadre de la politique de la ville, montre que l'attribution des financements CUCS introduit une réelle inéquité en matière d'inclusion sociale.

1. Philosophe, auteure de "Gender Trouble: Feminism and the Subversion of Identity"; USA (1990)

2. Lire page 141 et suivantes, dans « Géographie socioculturelles » d'Yves Raibaud, l'Harmattan, collections Logiques sociales, mars 2011.

3. « Le Gender Mainstreaming, un nouveau défi pour le gouvernement fédéral belge et ses administrations ». Sur Internet, cycle de 5 séminaires concernant la stratégie à adopter pour inclure la dimension de genre dans la politique. Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, 2007/2008

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

Les choix d'équipements sportifs dans les quartiers sensibles favorisent en priorité les jeunes garçons dont la société souhaite canaliser la violence. En terme d'impact visuel et de symbolique urbaine, n'est-ce pas un signal fort de domination masculine que de voir les espaces publics emblématiques de nos villes-centres envahis de skate-park ? Surtout quand ceux-ci succèdent à une précédente invasion des quartiers d'habitat social par des city-stades également financés pour de jeunes « mâles » ? Les travaux d'Yves Raibaud sur le sujet montrent ainsi que 85 % du budget pour les équipements publics programmés dans ce cadre prioritaire vont à la classe masculine.

Comment corriger les effets discriminatoires de certaines politiques publiques ? S'inspirera-t-on de nos voisins belges qui proposent de réaliser un « **test-gender** » avant toute décision ou projet d'acte législatif ? Il deviendra forcément nécessaire à l'avenir de mesurer l'impact des projets opérationnels sur la situation respective des hommes et des femmes dans une collectivité locale, voire une nation.

On pourrait étudier les effets d'horaires collectifs, à travers la variable genre, sur les usagers d'un équipement public. Un outil de suivi en signalerait les effets hédonistes ou anxiogènes selon une grille d'analyse spatio-temporelle. Ainsi, parcs mal éclairés, parkings souterrains associés à une mauvaise synchronicité horaire d'une administration, de commerces ou de transports, augmentent, on le sait, le degré d'insécurité.

Par ailleurs, de véritables questions éthiques se posent. Au-delà de la croyance obsolète à la « *naturalisation* » des rôles sexuels et, du fait de la mutation en marche de la société, quelle politique sociale un élu devra-t-il adopter envers ses administrés dits « *déviant*s » ? Ces derniers, écrivait Michel Foucault,¹ s'attaquent au fondement du pacte social. L'exemple du mariage homosexuel célébré à Bègles, n'a-t-il pas fait entrer son maire dans l'Histoire de la modernité ? Une ville équitable pourra-t-elle échapper à l'intégration de ces pratiques, toutefois encore sujettes à débat ?

Les hypothèses de travail initiales furent les suivantes : les nouvelles dynamiques urbaines insufflées dans la métropole bordelaise par la puissance publique depuis 15 ans (projets urbains, tramway, politiques culturelles, etc.) font-elles apparaître des comportements neufs favorisant une appropriation plus mixte de la ville ? Peut-on ainsi affirmer que les nouveaux aménagements de l'espace public s'émancipent des modèles urbains discriminants hérités du passé ?

2. 2. | Identifier les usages métropolitains d'un panel d'habitantes

Quelles évolutions note-t-on, en particulier; dans la perception de l'environnement et l'appropriation de l'espace public par les femmes ? Constate-t-on une aspiration à plus de symétrie dans les droits et devoirs citoyens entre les genres ? Concernent-elles toutes les classes sociales et les générations dans la cité ? S'accompagnent-elles d'une nouvelle conception du

1. Michel Foucault, Histoire de la Sexualité, Paris, Gallimard, 1976-1984

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

droit à la ville et à plus de citoyenneté active ? Quelles pistes de progrès reste-t-il à mettre en œuvre pour inciter un usage plus équilibré de la ville entre les genres ? Comment mobiliser non seulement les élus sur la question du genre, mais les populations elles-mêmes, qu'elles soient féminines ou masculines, dans un cadre professionnel, associatif ou familial ?

2. 2. 1. | La méthode des groupes focus : photographie à instant T des usages

« Le sexe, c'est ce que l'on voit, le genre, c'est ce que l'on ressent »

Dr Harry Benjamin¹

« Le genre, c'est ce que l'on pourrait appeler le " sexe social " »

Christine Delphy²

- Une exploration interactive d'imaginaires urbains féminins

Il est peu aisé de saisir l'orientation que prend le milieu humain où l'on est soi-même immergé. Hormis l'appréhension de quelques événements marquants de société qui, isolés, prennent un caractère souvent caricatural, le manque de recul caractérise le regard du contemporain sur les siens. D'où la nécessité de recourir à des mises en perspectives « artificielles » du sujet étudié. C'est l'objectif de toute étude qualitative qui, en science humaine, consiste à recueillir la parole d'individus livrant leurs représentations sociales, précieux témoignages qui permettent de décrypter des comportements plus généraux.

Mais dans le cadre expérimental de cette première étude de genre, il a semblé pertinent de débayer d'abord les idées reçues sur la sociabilité des femmes avant d'investir un niveau plus individuel et intimiste. C'est ainsi qu'ont été réunies des groupes de femmes afin de confronter leurs témoignages.

Créer de l'intelligence collective via une dynamique de groupe est d'ailleurs très en vogue dans le milieu du marketing politique. Cette méthode permet la confrontation plurielle spontanée de points de vue et d'imaginaires à partir d'un échantillon assez contrasté mais homogène d'habitants. En acceptant de s'engager dans une démarche interactive, les citoyennes de la métropole bordelaise rencontrées ont aussi témoigné de l'importance qu'elles accordaient à partager leurs expériences quotidiennes dans leur ville et à mettre des mots sur l'indicible. L'animation, menée par une professionnelle aguerrie à la direction de jeux de rôles, a suivi un scénario imaginé pour l'occasion, afin de susciter le maximum d'interactions et de réactions contrastées sur la thématique de l'usage de la ville par le genre.

- La constitution des groupes focus

Cette première exploration se focalise sur le public des femmes. Elles ont été sondées dans leurs pratiques urbaines corrélées à leurs vies professionnelles et familiales, leurs modes de consommations, leurs accès aux loisirs et aux équipements et leur mobilité quotidienne.

1. Harry Benjamin (1885-1996), psychologue américain connu pour ses travaux sur le transsexualisme, appelé aussi dans les années 60, le syndrome de Benjamin.

2. Christine Delphy, née en 1941, militante MLF, sociologue, chercheuse au CNRS. Co-dirige la revue NQF (nouvelles questions féminines). A publié notamment « L'ennemi principal, penser le genre » Syllepse 2001-2009.

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

On s'est efforcé de distinguer les appartenances sociales, tout en gardant une cohérence interne à l'intérieur de chaque groupe focus, ce qui a évité la juxtaposition de profils sociaux trop contrastés pouvant susciter des conflits qui auraient masqué l'expression du groupe. Le profil commun recherché fut donc des **femmes actives**, de revenus moyens, utilisant régulièrement les transports en commun et usagères de la ville-centre.

Le critère majeur de distinction entre ces trois groupes a été l'âge, l'hypothèse étant que les distinctions d'émancipation dans l'espace urbain étaient liées aux **effets de génération**. Les femmes se répartirent donc entre : cinquantenaires et jeunes seniors retraitées seules ou mariées (groupe 1), trentenaires monoparentales ou divorcées avec enfants à charge (groupe 2), jeunes adultes actives (groupe 3).

Autre critère retenu : le **facteur solitude**, second parti pris permettant non seulement de représenter la proportion élevée de femmes vivant seule dans la CUB¹, mais aussi de faire mieux ressortir la visibilité des contraintes que la ville pose aux femmes quand elles se débrouillent seules dans l'espace public et les transports, sans mari ni compagnon. Par ailleurs, le critère de l'origine résidentielle fut ventilé pour les 18 participantes (qui ne furent que 17) sur l'ensemble de la métropole en distinguant les communes desservies ou non par le tramway. Enfin, l'ancienneté résidentielle fut le dernier critère de distinction pour tenter d'obtenir des discours variés et signifiants sur leur plus ou moins grande familiarisation aux lieux de vie.

Quant à la fourchette de revenus, elle devait rester suffisamment basse pour que ces femmes portent suffisamment attention à leurs déplacements et pratiquent un usage économe de la ville.

2. 2. 2. | Guide d'animation et déroulement des séances

Chaque groupe focus, composé respectivement de 6 personnes, a participé à une animation, entre deux et demie à trois heures.

L'équipe de l'a-urba a accueilli les participantes en présentant succinctement l'agence d'urbanisme, les intervenantes et les règles de fonctionnement du groupe. En vue de ne pas biaiser et/ou influencer la parole des sujets, les objectifs de la réunion et de l'étude ont été brièvement abordés.

Pour débiter les séances, l'animatrice a soumis les participantes à un premier exercice d'expression de groupe, et leur a demandé de partager les premiers mots qui leur venaient à l'esprit à propos de l'agglomération, par exemple en se rendant à l'agence d'urbanisme située dans le quartier des Bassins à flot.

A la suite de cet exercice, la séance a été articulée comme suit (*voir le guide d'animation en annexe*).

1. D'après le recensement rénové de la population INSEE 2007, l'indice de solitude touche 60,5 % de femmes et 39,5 % d'hommes.

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

- La ville, ses caractéristiques, ses limites, ses espaces

Dans un premier temps, les participantes ont été interrogées sur leurs sensations, perceptions et imaginaires de la ville et ont partagé leur ressenti concernant la région bordelaise. Ce moment a servi à définir la ville, à repérer ses contours et comprendre quels étaient les lieux majeurs de l'agglomération dans l'esprit de chaque participante. De la même manière, les sujets ont pu exprimer leur perception de l'urbanité et les pratiques qui y étaient associées en termes de fonctionnalités et de contraintes. A cette occasion, l'animatrice a alors demandé à une femme de venir au tableau afin d'effectuer un dessin de la ville, sous les indications des autres participantes, le schéma obtenu collectivement a ensuite servi de base au débat. Lors de cette tâche, l'animatrice a veillé à ne pas tomber dans la structuration urbaine technique ou dans des distinctions administratives ou théoriques.

- Usages féminins de l'espace urbain : plaisirs et difficultés

Par la suite, la séance a été orientée plus clairement sur le positionnement des femmes au sein de la ville. Pour ce faire, et en fonction des réactions des participantes, l'animatrice a proposé de fonctionner avec un simili jeu de rôle : les femmes devaient alors se mettre à la place d'une exploratrice-martienne débarquant dans la ville et ignorant tout des usages bordelais. Son voyage avait pour finalité d'informer les femmes de sa planète, une partie d'entre elles souhaitant s'installer au sein de l'agglomération. Les femmes devaient alors imaginer où la martienne devait aller pour comprendre la vie quotidienne de terriennes bordelaises, les rencontres qu'elle allait faire, qui allait l'informer, qu'est-ce qui devrait l'étonner, la choquer, lui déplaire. Et quelles recommandations devrait-elle transmettre aux futures émigrantes.

Dans le même esprit de distanciation critique, la séance a pu continuer en leur posant une question : si vous rencontriez la personne qui a conçu la ville, que lui demanderiez-vous ? Qui serait-elle ? Qu'est-ce qu'elle a oublié, réussi, raté ? Ce qui est un moyen de tester les citoyennes sur l'impact des politiques publiques et de les mettre en situation de participer symboliquement à la construction du changement dans leur environnement.

En tenant compte des situations interpersonnelles, ces exercices ont contribué à explorer des thématiques liées aux points privilégiés ou névralgiques de l'espace urbain, à la rue, aux transports et mobilités, aux lieux de loisir et de sociabilité, et aussi aux principales revendications qui pouvaient y être liées.

- Pistes de modifications et améliorations de l'espace public et urbain

Enfin, en continuité avec l'exercice précédent, cette dernière partie de séance a contribué à formuler des demandes, des attentes et faire spécifier des besoins qui a priori n'étaient pas identifiés comme tels.

Les femmes devaient alors imaginer les consignes qu'elles souhaiteraient faire parvenir à ce fameux concepteur de la ville, pour que les femmes se sentent plus « chez elles » dans l'espace urbain, pour qu'elles interviennent davantage dans la Cité.

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

Une analyse de contenu restituée en trois temps

L'analyse de contenu de la parole recueillie et enregistrée au cours des trois groupes focus est restituée selon trois approches complémentaires.

- **En 2. 3.**, une approche chronologique des discours doublée d'un point de vue psychosociologique ;
- **en 2. 4.**, une approche réflexive et anthropologique, pointant des invariants de notre culture globale et des spécificités locales ;
- **en 2. 5.**, des cartes mentales spatialisant les pôles de plaisir et d'anxiété dans la métropole bordelaise.

Dans les deux modes de restitution verbale, les idées se recourent et se croisent, mais les interprétations ne soulignent pas forcément les mêmes points, le lecteur se verra contraint parfois de rencontrer quelques répétitions.

2. 3. | Analyse psychosociologique

Double-discours et résistance : un invariant dans les réactions des groupes

Avant d'entrer dans le vif du sujet, notons qu'aucune des femmes en présence n'a échappé au syndrome de la résistance. La ville est un sujet sensible manifeste, sur lequel se cristallise une multiplicité d'affects, et en ce sens, verbaliser à propos de la ville et son appropriation reste particulièrement problématique. Nous avons pu être les témoins de toute cette difficulté à aborder la ville et à sortir des lieux communs, tout au long des entretiens effectués.

Ainsi, les personnes interrogées nous ont présenté de prime abord un discours très formaté sur Bordeaux, la « *belle endormie qui s'est réveillée* », se félicitant de vivre au sein d'une ville « *vacancière* », à taille humaine, faisant partie du patrimoine architectural de l'UNESCO... et restant ainsi sur des compliments de surface. Le mécanisme a pu être accentué par les locaux professionnels où se déroulait l'animation : n'étaient-elles pas accueillies dans l'institution qui, selon elles, participe à la construction de la ville (fonction d'une agence d'urbanisme) ?

Mais s'ils furent en premier lieu trop unanimement positifs, les discours se sont peu à peu dégradés, laissant place à des ressentis plus profonds et aux problématiques singulières de chacune.

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

2. 3. 1. | Groupe 1 : les seniors

Identité	Adresse	Age	Commune	Situation familiale	Situation professionnelle	Revenus	Ancienneté résidence CUB	Habitat	Moyens de transport utilisés	Activités pratiquées sur Bordeaux
Ev.	Quai des Chartrons	58	Bordeaux Rive Gauche	Divorcée	Retraitée (technicienne de la fonction publique)	de 1200 à 1500€	+ de 20 ans	Locataire appartement HLM	Bus : 2-3X/sem Tram : 2-3X/sem	Bénévolat Restaurant Balade
A.	Jardin Public Bordeaux	63	Bordeaux Rive Gauche	Divorcée	Retraitée (secrétaire d'avocat)	moins de 1200€	env. 10 ans	Locataire appartement hors HLM	Bus & Tram : tous les jours	Courses Visites amis
O.	Quatre Pavillons Cenon	62	Desservie par le tram	Divorcée	Retraitée (cadre banque postale)	de 1500 à 2000€	+ de 30 ans	Propriétaire maison individuelle	Voiture Tram : 3X/ sem Bus : 1X/ sem	Shopping Loisirs Cinéma Restaurant
M-C.	Blanquefort	51	Non desservie par le tram	En couple	Secrétaire médicale / retraitée (frigoriste hôpital)	2100€	depuis toujours	Propriétaire maison individuelle	Voiture 2 roues motorisées Tram : tous les jours Bus : tous les jours	Travail Loisirs Sorties RDV
El.	Blanquefort	60	Non desservie par le tram	En couple	Retraitée (aide soignante) / retraité (policier)	2200€	env. 30 ans	Occupant à titre gratuit maison individuelle	Voiture Tram : 2-3X/ sem Bus : 1X/ mois	Courses Shopping Balades Cinéma Visites amis
M.	Gradignan	55	Non desservie par le tram	Divorcée	Gestionnaire de compte mutuelle	de 1200 à 1500€	10 ans	Propriétaire appartement hors HLM	Voiture Tram : 10X/ mois	Visites Shopping Découverte entre amis

Ville de résidence : Blanquefort, Bordeaux, Cenon, Gradignan.

Dès les premiers temps de l'atelier, certaines personnalités parmi les seniors ont eu tendance à se distinguer. Les unes restant sur la réserve, les autres au contraire affichant une familiarité avec le sujet de la citoyenneté (l'une annonçant même tout de go « *on m'a dit qu'on allait me nommer maire des Chartrons* »). S'imposer ainsi par la prise de parole avant même que ne débute l'exercice, traduit peut-être un réel besoin d'être prise en compte au cours de l'atelier, et sans doute une envie d'être entendue à l'échelle des représentants de la ville.

Bordeaux entre ville esthétique & centre névralgique

Les femmes de ce premier groupe n'ont pas dérogé à la règle décrite précédemment et ont démarré avec un portrait dithyrambique de la ville, du moins sur son aspect extérieur. Elles ont évoqué ainsi la Place de la Bourse, « *magnifique* », leur attachement à Bordeaux (« *J'adore Bordeaux... Bordeaux est ma ville d'adoption !* »), l'essor de la ville depuis le renouvellement des Quais et la réhabilitation des hangars et apprécieront plus généralement la « *belle architecture* » de l'ensemble urbain. Les premiers temps de conversation passés, les femmes se sont laissées aller à quelques critiques à l'encontre de Bordeaux, questionnant notamment la propreté de la ville. Si elles reconnaissent une relative propreté de l'hypercentre, le reste de la ville serait ignoré par les services communaux (« *le centre est relativement propre, mais faut pas aller très loin* », « *faut faire attention aux crottes !* »).

Finalement, en abordant la question de la ville, les femmes rencontrées se sont exclusivement centrées sur la commune bordelaise, et n'ont évoqué le reste de la Communauté urbaine que lorsque l'animatrice le pointait du doigt. Leurs communes

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

apparaissaient alors comme des « dortoirs », des « endroits d'où l'on peut accéder rapidement à Bordeaux ». Ces seniors ont également fait part de leur souci de se rapprocher de la ville lorsqu'elles seront « plus âgées », à la fois par commodité et par peur de leur propre fragilité.

Représentations de Bordeaux : une typologie partagée des quartiers

- Des zones fréquentables...

En tête des zones plébiscitées par ces femmes, le quartier des Chartrons s'impose comme « havre de paix », un « petit village où l'on se dit bonjour, même si l'on ne se connaît pas », où « ces satanés bordelais », « peu chaleureux et peu sympathiques », ne seraient pas représentés (« aux Chartrons, il n'y a pas de Bordelais »). La Place de la Bourse intègre également le classement de tête des zones appréciées par les femmes seniors, par sa beauté imposante (« c'est magnifique »).

- D'autres répulsives

Les zones répulsives ont été beaucoup plus nombreuses que les zones appréciées. Le quartier des Aubiers serait ainsi une zone à éviter à tout prix pour ces femmes, qui mettent parfois en place certaines stratégies de contournement pour ne pas avoir à prendre le tramway dans cet endroit (« le quartier n'est pas très réjouissant, je ne me sentirai pas à l'aise... Ou j'irai le prendre dans des zones plus sécurisées »). Les Aubiers souffrent d'une mauvaise réputation, d'une image négative – voire agressive, qui n'existe toutefois que dans leur pensée puisqu'elles ne s'y rendent pas... Le quartier des Aubiers serait aussi un quartier sexiste (« les Aubiers, c'est pour les hommes »), et les femmes pointent du doigt les spectres des « quartiers d'immigrés », où « à l'extérieur il n'y a que des hommes ».

Autre zone de dangers potentiels : les terrasses de Mériadeck, où il y aurait « souvent des agressions », « des pervers exhibitionnistes », « des gens saouls »...

Le Parc Rivière (et par extension la rue Camille Godard) serait également l'objet de craintes des femmes rencontrées, une zone un peu sombre, où les rencontres sont suspectes (« un homme regardait mon sac et ma bague... J'ai changé mon itinéraire et maintenant je passe par Bordeaux Nord, par la Place Ravezies »). La rue Camille Godard par sa morphologie longue et encaissée, peu éclairée, serait propice à l'anxiété.

Des peurs similaires sont associées au Jardin Public qui, s'il est largement apprécié au cours de la journée, devient effrayant tôt le matin (« à sept heures du mat', je ne le traverse pas »). Enfin, le cours Aristide Briand cristallise lui aussi bon nombre d'inquiétudes de la part de ces femmes seniors qui nous expliquent se faire du souci pour leurs filles, qui l'empruntent pour sortir « à la Victoire » (« elle passe par le cours Aristide Briand, je suis inquiète... Elle porte des tenues courtes, elle ne sent pas l'insécurité mais je la sens pour elle ! Surtout qu'elle s'est déjà fait enlever son sac dans le tram... »).

Hors Bordeaux, des agglomérations entre deux eaux

Certaines communes situées à la périphérie de Bordeaux sont envisagées de façon utilitaire : « *certains lieux sont stratégiques* ». La discussion s'est essentiellement centrée sur deux communes, Gradignan et Blanquefort (communes de résidence de deux des femmes présentes). Gradignan illustre parfaitement ce premier constat, son habitante expliquant « *J'ai choisi Gradignan parce que c'est une agglomération où je suis bien et où je peux me rendre plus vite à Bordeaux. C'est une situation stratégique... D'un point de vue financier aussi!* », et soulignant le statut de la commune dans son esprit... « *J'habite une agglomération proche de la ville, mais pas DANS la ville. Pour moi, la ville c'est autre chose que Gradignan !* ».

Blanquefort quant à elle se trouve au centre d'une polémique : lorsque l'une apprécie d'habiter « *une ville à la campagne* », l'autre fustige le manque d'activités, de présences (« *la ville n'est pas vivante, c'est un dortoir ! Quand on se promène, on a envie d'être chez soi très vite* »). Les femmes reprochent à la commune de n'être pas conviviale (« *à Blanquefort, on ne se dit pas bonjour !* »)... Et lorsqu'une résidente tente de faire valoir un aspect pratique de la ville (« *on a la chance d'avoir tout ce qu'il faut : lycée, collège, médecins, commerces... On n'a pas besoin de courir à Perpette-les-Oies... J'habite la ville à la campagne ! C'est une vision personnelle, mais Blanquefort, je le mets presque dans Bordeaux* »), l'autre rétorque en brandissant l'isolement de la commune (« *Oui, enfin... On n'y va pas à pied!* »)... Tout au long de l'atelier, Blanquefort a dû faire face à quelques égratignures de ce type.

Le tramway : progrès et lieu de tous les dangers

Le tramway est perçu avec beaucoup d'ambivalence, et les femmes soulignent tant les avantages et le confort apportés par ce mode de transport que les désagréments qu'il peut réserver. Le tram a changé du tout au tout les perceptions de la ville, et les seniors en ont parfaitement conscience : « *J'ai la station de tram, du coup je suis au centre-ville* » (dixit une habitante de Cenon).

Le réseau bus n'est pas épargné par les remarques des habitantes, qui notent que « *se déplacer est plus facile en tram qu'en bus* » et soulèvent des problématiques inhérentes à ce mode de déplacement (« *ils s'arrêtent trop tôt le soir* », « *la circulation des bus de nuit est aléatoire* »). La majorité des femmes « *seniors* » refusent catégoriquement d'utiliser les transports en commun (tramway compris) dès la nuit tombée. Le tramway, « *une innovation géniale, qui rapproche de la ville* », devient ainsi un lieu à éviter au crépuscule. Face à la menace, et si d'aventure les femmes sont contraintes d'utiliser le tramway de nuit, elles élaborent une stratégie : se tenir le plus proche du chauffeur.

Sociabilités et inquiétudes

Manifestement, les femmes de cet âge peuvent parfois éprouver un sentiment d'isolement irrépressible. Une habitante proche du Jardin Public note qu'elle se sentait « *plus intégrée* » dans la ville lorsqu'elle résidait sur les Quais, et qu'aujourd'hui elle se sent isolée. Le quartier du Jardin Public est fustigé : « *C'est pas le quartier le plus populaire... c'est guindé !* », « *au Jardin Public, c'est chacun chez soi !* ».

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

A l'inverse, les Chartrons deviennent le lieu de tous les possibles en terme de rencontres, un lieu où les habitants sont sociables, chaleureux, et ont une mentalité « *villageoise* ». La discussion s'est alors tournée vers les Bordelais, des « *gens fermés* », qui « *ne vont pas vers les autres* », « *individualistes* », qui « *restent chez eux* ». Il n'y aurait « *pas de sentiment d'appartenance au groupe, au clan* » à Bordeaux, on aurait « *des relations mais pas d'amis* »¹.

Les jeunes sont également en ligne de mire, coupables « *d'incivisme, même la journée, avec leurs casques sur les oreilles* », prenant d'assaut les transports les jeudis soirs « *avec des bouteilles, parfois même des cigarettes* ».

L'une d'entre elles insiste sur un épisode douloureux : à l'intérieur du tramway, un « *jeune* » lui aurait tenu des propos déplacés et injurieux pour un regard mal interprété. La femme n'a pas souhaité montrer sa peur, elle a refusé de sortir du tram... et a constaté avec effroi que les gens aux alentours n'avaient eu aucune réaction.

La discussion s'est alors centrée sur les peurs de ces femmes, des peurs qui peuvent provoquer des « *renoncements de sortie* », des critères très spécifiques autorisant ou non leurs sorties (« *Si j'ai la voiture, il ne faut pas trop que je marche, il ne faut pas que je sois garée trop loin* »). Pour certaines, rentrer à pied semble même plus sécuritaire que prendre le tramway de nuit. Leurs décisions d'itinéraires sont régies par ces craintes, ces perceptions du danger, même (surtout ?) si celles-ci sont irrationnelles. Pour lutter contre leurs sentiments d'insécurité, les femmes mettent au point des stratégies plus ou moins efficaces : « *J'ai toujours un parapluie sur moi pour me défendre* », « *Moi, c'est le trousseau de clés !* », « *En voiture, je verrouille toujours les portières* ».

Les enfants livrés à eux-mêmes dans la nuit font également partie des inquiétudes de ces seniors : elles racontent leurs angoisses quand les boîtes de nuit fermaient à quatre heures du matin, alors que les premiers tramways ne démarraient qu'à cinq. Depuis le nouveau décret autorisant une fermeture plus tardive, cela va mieux.

Ville vécue ou ville fantasmée ?

En première impression, la ville est vécue mais surtout fantasmée comme dangereuse par ces femmes mûres. Elle est une menace non seulement pour elles-mêmes mais aussi pour leurs (grands) enfants. Les discours rebondissent de stéréotypes en stéréotypes, d'une personne à l'autre, d'un thème à l'autre, jusqu'à atteindre une sorte de point d'orgue, suspendant dans le silence l'évidence d'un interdit ancestral, tacitement partagé par toutes : **une femme seule n'a pas le droit de circuler la nuit !**

1. Certaines de ces femmes ont recours sur Internet au réseau social « On va sortir à Bordeaux », proposant sorties culturelles ludiques ou sportives et facilitant la rencontre.

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

2. 3. 2. | Groupe 2 : les mères isolées de 30 à 40 ans

Identité	Adresse	Age	Commune	Situation familiale	Situation professionnelle	Revenus	Ancienneté résidence CUB	Habitat	Moyens de transport utilisés	Activités pratiquées sur Bordeaux	Activités nocturnes
S.	Mérignac	38	Desservie par le tram	Divorcée avec enfant au foyer	Formatrice pour attachés commerciaux	de 1200 à 1500€	+ de 15 ans	Propriétaire maison individuelle	Voiture / Vélo Bus : rarement Tram : 1-2X/sem	Sport Travail Shopping Visites amis	Soirées avec amis
S.	Bègles	31	Desservie par le tram	Célibataire avec enfant au foyer	Téléconseillère caisse de retraite	moins de 1200€	env. 10 ans	Locataire maison individuelle	Voiture Tram : tous les jours Bus : 10X/ mois	Travail Shopping	Restaurant entre amis
M.	Zone Gare St Jean Bordeaux	36	Bordeaux Rive Gauche	Célibataire avec enfant au foyer	Secrétaire administrative	de 1200 à 1500€	5 ans	Locataire appartement hors HLM	Vélo Tram : tous les jours Bus : 3X/ sem	Shopping Loisirs Travail	Cinéma Restaurant
F.	Zone St Genès Bordeaux	39	Bordeaux Rive Droite	Divorcée avec enfant au foyer	Assistante administrative vente de fleurs	de 1200 à 1500€	15 ans	Propriétaire maison de ville	Voiture Tram : 1X/ sem Bus : 3X/ mois	Travail Balades Sport Courses Shopping Visites enfants	Restaurant Concerts Spectacles
C.	Pessac	31	Desservie par le tram	Célibataire avec enfant au foyer	Assistante vente station service	moins de 1200€	depuis toujours	Locataire appartement HLM	Tram : 1X/ sem Bus : 2X/ sem	Shopping Balades	Cinéma

Villes de résidence : Bordeaux, Cenon, Pessac, Villenave d'Ornon.

Sur les cinq femmes rencontrées lors de cet atelier, quatre étaient en recherche d'emploi (et acceptant des « *jobs alimentaires* », faute de mieux. Ce constat peut-il mettre en évidence des freins particuliers à l'embauche des mères célibataires sur le territoire ? Est-ce une question dont doit se saisir la collectivité ?

Un portrait de ville en demi-teinte

A l'instar de leurs aînées, les jeunes mères ont débuté la rencontre en dressant un portrait flatteur de Bordeaux, une ville « *fabuleuse* », une « *ville légère* » au sein de laquelle il fait bon se promener (« *même les touristes le disent, longer les Quais c'est fabuleux !* ») et où l'on serait en vacances perpétuelles (« *on a l'impression d'être en vacances, surtout sur les Quais... Il y a eu le miroir d'eau, la place de la Bourse, le truc des vaches... Le long des Quais il se passe toujours quelque chose* »). La satisfaction de vivre à Bordeaux est générale, et met en avant des avantages indéniables : proximité, accessibilité, fluidité des transports en commun (qui permettent de ne pas avoir de voiture – seule l'une d'entre elles note que la voiture permet tout de même d'autres perspectives de mobilité).

Elles associent à la ville ses magasins, ses centres commerciaux, ses piscines, les cafés pris en terrasse, les monuments phares (Place de la Bourse, Miroir d'eau, Pey-Berland, Grosse Cloche), la vue depuis le Pont de Pierre, le Jardin Public...

Peu à peu, elles confessent les défauts venant craqueler cette image de ville idéale : bruit, pollution, accident, concentration, pigeons... Une agglomération qui centrerait ses moyens sur l'hypercentre, au détriment du reste de son territoire. (« *Il y a beaucoup de moyens sur les Quais, mais dès qu'on sort du centre, il y a beaucoup moins de moyens* » / « *on a tendance à un peu oublier le reste de la CUB* » / « *les choses se passent différemment dans la CUB* »).

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

Bordeaux apparaît également au fil des discours comme « *une ville huppée* », « *universitaire* ». Les femmes rencontrées ne sont toutefois pas dupes de certains jeux politiques et enjeux sous-jacents : « *Avant à Bordeaux, c'était l'argent qui comptait... aujourd'hui, c'est la culture qui est mise en avant !* ».

Une ville mixte, mais marquée par les « *trucs de mecs* » (foot, skate parc...). Les activités représentatives des femmes n'existent pas vraiment, quelques associations dénotent cependant, sont ainsi évoquées : le CIDFF (Centre d'information des droits des femmes et des familles), Ni Putes Ni Soumises, Boulevard des Potes.

Les participantes s'accordent aussi à dire qu'il n'y a pas de grandes figures féminines à Bordeaux (« *la ville n'est pas représentative des femmes qui réussissent* »). Finalement, nous serions dans une « *ville bourgeoise, où la femme ne travaille pas puisque l'homme a de l'argent pour l'entretenir !* ».

Peu à peu, l'esquisse de Bordeaux se tourne vers ses habitants, et l'on retrouve dès lors le sacro-saint stéréotype du Bordelais type : « *bourgeois* », « *froid* », « *hypocrite* ». « *Bordeaux est bien sans les Bordelais* » affirmera une participante, « *les Bordelais sont une minorité, mais ils ont le pouvoir* », dira une autre. Les Bordelais souhaiterait préserver une communauté fermée qui exclut les nouveaux venus (« *Parisienne, rentre chez toi* ») et ne tolérerait pas toutes les origines sociales (« *au lycée, à Bordeaux, je n'avais pas l'impression d'être intégrée* »).

Mobilités (aller en ville)

Pourquoi aller en ville ? Pour ces femmes, le centre ne semble avoir qu'une fonction utilitaire : on s'y rend pour effectuer quelque chose, pour les courses ou pour les démarches administratives. Le centre-ville, elles n'y flânent apparemment pas, cela ne leur est pas vraiment agréable, elles ne s'y déplacent pas sans raison.

Comment y vont-t-elles ?

Les mobilités de ces chefs de famille passent quasi-essentiellement par l'utilisation des transports en commun. Ainsi, elles soulignent le plaisir d'utiliser les modes de déplacement mis à leur disposition, VCUB (« *C'est top!* », « *15€/mois ça vaut le coup, et ça permet de voir la ville autrement!* »). Mais c'est le tramway qui arrive en tête des suffrages (lorsque ce dernier n'est pas bondé). Cela leur permet de plus d'apprécier le paysage urbain.

De la même manière, les sujets rencontrés saluent l'arrivée des panneaux suggérant que les itinéraires piétons, grâce auxquels elles peuvent mieux « *découvrir la ville* ». Le tramway peut faire l'objet d'une forte appropriation, voire d'un réel attachement, l'une d'elles présente la ligne C comme « *son tram C* », et partage son aversion avec d'autres pour la ligne A (« *Je la déteste, elle est blindée à n'importe quelle heure* »).

Si elles renoncent à l'utilisation de la voiture manifestement c'est pour des raisons pratiques mais aussi économiques : « *De toute façon, c'est impossible de se garer* », « *c'est toujours plein, quel que soit le moment de la journée* » !

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

Certaines mentionnent des stratégies pour obtenir une réduction des frais liés à la mobilité, et le parking du Mégarama (Rive Droite) semble être une solution de repli appréciée des habitantes qui en viennent. Elles y garent leur voiture et sautent dans le premier tram venu. Parmi les solutions évoquées, notons également le parking de Mériadeck, qui bénéficie d'une attractivité certaine avec son heure et demie de parking gratuit et le bus 34 qui mène tout droit à l'hypermarché Carrefour de Bègles.

Les trajets pour sortir de la ville (vers le Bassin d'Arcachon, le Porge, etc.) apparaissent trop longs, trop compliqués et trop coûteux pour que ces familles monoparentales puissent régulièrement les utiliser. Certaines se tournent vers l'offre intra muros en lieux de détente de plein air. La plage de Bègles, pour son côté pratique notamment (« *Le bus ne s'arrête pas loin, et en plus, il y a de l'ombre* »), mais cette solution est sujette à polémique au sein du groupe (« *C'est une grosse flaque, quoi !* »).

- Des craintes cristallisées autour des transports

La question du transport est cruciale, plus que nous ne pouvons l'imaginer. Ainsi, prendre les transports en commun contraindra les femmes à « *faire attention à leurs vêtements* », à s'habiller autrement (« *quand on est en voiture, on peut se permettre plus de choses* », « *dans le tram, on peut se faire tout le temps emmerder, quelle que soit l'heure* »).

Salués le jour, les transports en commun semblent toutefois cristalliser les angoisses féminines dès la nuit tombée : les femmes affirment éviter de les emprunter le soir, leur préférant même la marche à pied. La présence du chauffeur ne suffit pas à les rassurer ni dans le bus (« *Il ne réagit pas* »), ni dans le tram où il n'y a pas moyen de lui parler. La ligne B reste un peu préservée de l'anxiété ambiante, grâce à la présence rassurante d'étudiants... Les mêmes étudiants qui passeront du statut de « *présence rassurante* » à celui de hordes de sauvages avinés dès lors qu'il sera question du secteur de « *Paludate* ».

La voiture porte également son lot de peurs : toutes les femmes disent s'enfermer dans leur véhicule et remonter les fenêtres dès qu'elles aperçoivent quelqu'un s'approcher. L'incertitude quant à la possibilité de trouver une place de stationnement devient une inquiétude majeure (« *s'il faut je me gare mal, mais en tout cas je ne me gare pas loin* »).

Face à ces désagréments, une série de stratégies est développée :

- un habit préventif, dissuasif et « *passe-partout* »,
- une position stratégique près du chauffeur ou de personnes « *qui ont l'air sain* » ; *parce que seule, on est vulnérable* »),
- surtout pas de réponse en cas d'interpellations verbales, pour éviter que les choses ne dégénèrent.

Pour contrer ces facteurs de stress ambiants (peur des agressions verbales, physiques, viols...), les femmes souhaitent plus de présence dans les transports en commun.

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

L'augmentation de solutions en transports, la nuit, est aussi avancée comme une piste de solution, que ce soit par une fréquence accrue des bus et tramways ou par le développement de solutions alternatives – taxis spécialisés, automobiles partagées... Elles soulèvent aussi la question de l'adaptation de l'amplitude horaire des transports pour les gens qui travaillent de nuit et ceux qui pratiquent des sorties nocturnes.

- Des mères « *suffisamment* » bonnes ?

A l'inverse du précepte du psychologue Winnicott¹ de « mère suffisamment bonne », les femmes rencontrées ne semblent pouvoir s'extraire d'un discours formaté sur le modèle de la mère parfaite, n'ayant comme souci que ses enfants. Est-ce une injonction auto-attribuée ou l'un des effets d'une pression sociale ?

Leurs discours furent essentiellement liés à leurs enfants, et même lorsque l'animatrice tente de revenir vers leurs pratiques personnelles (hors enfants) de la ville, celles-ci ne semblent pas capables de les exprimer. Sans préjuger de leurs activités réelles (gardent-elles un pan de leur vie pour leur plaisir personnel ?), il semblerait plutôt que le phénomène soit d'ordre psycho-social : je suis une mère, entourée d'autres mères, je dois donc endosser mon statut de mère. Mais quelle est leur perception de femmes ? Quel est le rôle du couperet de « *la bonne mère* » dans le discours qu'elles donnent ?

Plus encore que celles du premier groupe, ces femmes semblent n'envisager la ville que sous son aspect fonctionnel (régler les questions administratives, travailler) ou en la liant aux enfants (parcs, squares, Quais). Finalement, il n'y a que très peu de discours sur le plaisir « *personnel* » de la ville, comme si elles ne pouvaient concevoir un usage de la ville en dehors de leur progéniture. Les Quais sont plébiscités pour l'installation de jeux durant l'été (avec toutefois un bémol : l'absence d'arbre pour abriter les petits), ainsi que le Jardin Public (« *les enfants aiment bien y aller le dimanche* »).

Il existe une solution de repli face à ce manque d'ombre : la Rive Droite, près du Mégarama, où les familles peuvent pique-niquer, fêter des anniversaires... Et où se forme un « *entre soi* » confortable.

De prime abord, les mères disent apprécier ce confort offert par la ville, où les enfants seraient « *préservés* », où les services et les gens seraient « *à proximité* », mais s'accordent ensuite sur quelques problèmes spécifiques : une ville non adaptée aux poussettes (« *parcours du combattant* »), trottoirs encombrés, poubelles gênantes, voitures bloquant le passage, une récurrence de place pour les poussette dans les bus et le tramway. Si une part de la gêne provient de l'aménagement en lui-même, une autre partie non négligeable est clairement issue des incivilités humaines. Quelle place accorde-t-on aux mères et aux enfants ? Voit-on seulement les enfants dans la ville ?

A la question : « *de quoi ont-elles le plus besoin ?* », les participantes pointent immédiatement les problématiques de garde d'enfants : horaires de crèches inadaptés

1. Donald Winnicott s'inspirait des idées de Mélanie Klein qui parlait elle « d'expériences suffisamment bonnes » pour l'enfant en désignant implicitement les soins maternels et la capacité de l'enfant à les recevoir.

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

aux horaires de travail (« *Je finis à 18 heures, la crèche aussi... comment je fais ?* »), absence de solutions de nuit (« *Mettre en place des crèches ou gardes nocturnes* »). Les femmes soulignent également l'idée d'une entraide entre voisins (« *mais il faut avoir confiance* ») et s'interrogent sur la possibilité d'un système d'entraide solidaire. Comment le mettre en place et l'accompagner dans le temps ? Ce système alternatif pourrait-il naître sous l'impulsion de la collectivité locale ?

Une perception divisée de l'agglomération

Le groupe se divise quant à sa perception de l'agglomération, entre pro-ville et pro-campagne, le débat fait rage (ou presque).

La commune du Bouscat est symbolique de ce clivage, les unes y trouvant leur compte en tranquillité, apaisement, familiarité (« *Il y a un côté petit bourg...* »), les autres y regrettant l'absence d'activités (« *A Bordeaux, même le dimanche il y a des activités... C'est pas comme au Bouscat !* »).

Pessac remporte l'adhésion, avec la présence de « verdure », avec son aspect et son ambiance « village » (« *au début, je ne voulais pas y aller mais maintenant je ne veux plus quitter Pessac* ») ; tout comme le secteur « Barrière de Pessac » de Bordeaux, où on est « *presque au centre, mais dans une ambiance de village où tout le monde se connaît, il y a une vie de voisins* ».

Villenave d'Ornon semble être la grande perdante de cet atelier, indéfinissable, ni ville ni campagne (« *Villenave d'Ornon, ce n'est pas une ville, ce n'est pas une campagne* »), peu desservie, où la voiture reste nécessaire (« *Je ne me suis jamais attachée à Villenave d'Ornon, parce que c'est moche. Je préférerais vivre au Bouscat, ça fait petit village, petit bourg, c'est propre* »).

Quant à la Rive Droite, elle souffre toujours de son image négative : « *Pas de vert, que des immeubles* », « *pas cher, pas beau, pas d'espaces verts et trop de cités* », « *une ambiance où les gens restent entre eux* », « *un sentiment d'insécurité, et des préjugés qui se confirment* ».

Échappée de cette image désastreuse, Cenon tire son épingle du jeu, notamment grâce à son dynamisme (« *ça bouge tout le temps, même le soir* ») et ses animations (« *il y a toujours des animations, même avant le Rocher de Palmer* »).

Somme toute, **les femmes semblent surtout s'être attachées à leur propre commune résidentielle**, et y avoir construit une identité socio-spatiale. En ce sens, même si certaines étaient a priori réticentes à s'installer dans tel ou tel endroit, elles ont ensuite dû rationaliser leur choix et s'adapter.

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

2. 3. 3. | Groupe 3 : les jeunes actives

Identité	Adresse	Age	Commune	Situation familiale	Situation professionnelle	Revenus	Ancienneté résidence CUB	Habitat	Moyens de transport utilisés	Activités pratiquées sur Bordeaux	Activités nocturnes
A.	Le Haillan	25	Non desservie par le tram	Célibataire vivant seule	Formatrice pour attachés commerciaux	de 1200 à 1500€	depuis toujours	Locataire appartement hors HLM	Voiture / Vélo Tram : 3-4X/ sem Bus : 1-2X/ sem	Sorties Shopping Cinéma	Restaurants Soirées avec amis
C.	Talence	25	Desservie par le tram	Célibataire vivant seule	Gestionnaire de compte intérim	moins de 1200€	6-7 ans	Locataire appartement hors HLM	Voiture / Vélo Tram : 1-2X/ sem Bus : 1-2X/ sem	Loisirs Travail Restaurant Cinéma Shopping	Sorties entre amis Restaurants Bars
Pr.	Bègles	22	Desservie par le tram	Célibataire vivant seule	Employée administrative dans l'automobile	moins 1200€	15-16 ans	Locataire appartement hors HLM	Tram : 4-8X/ sem Bus : 4-8X/ sem	Restaurant Sorties Shopping Balades	Sorties entre amis Restaurants
J.	Tourny Bordeaux	27	Bordeaux Rive Gauche	Célibataire vivant seule	Assistante commerciale textile	moins 1200€	2-3 ans	Locataire appartement hors HLM	Voiture Tram : 2-3X/ sem Bus : rarement	Shopping Restaurant Cinéma	Sorties entre amis Restaurants Cinéma
Pa.	Carbon Blanc	27	Non desservie par le tram	Célibataire vivant chez ses parents	Factrice	de 1200 à 1500€	depuis toujours	Vit chez ses parents propriétaires maison	Voiture Tram : 3X/ sem Bus : 1-2X/ sem	Travail Shopping Coiffeur	Sorties Boîtes de nuit Cinéma

Communes de résidence : Bordeaux, Bègles, Carbon-Blanc, le Haillan, Talence

A l'inverse de leurs aînées, les jeunes femmes n'ont pas présenté de « résistances », et ont eu moins de difficultés à parler tant des défauts que des qualités de Bordeaux... Est-ce dû à un sentiment d'allégeance à leur ville de résidence moins fort, un attachement moindre¹ ? De la même manière, la majeure partie des jeunes filles en présence a insisté sur l'importance de trouver un travail, ce qui prend le pas sur tous les autres aspects de leurs vies, choix de communes ou envies résidentielles inclus.

Une perception plus radicale de la métropole bordelaise

Les jeunes femmes perçoivent la CUB de la même manière que leurs aînées : « Des petits satellites autour de Bordeaux qui est le soleil ».

Dans leurs discours, l'atout majeur de Bordeaux tient dans les perspectives qu'elle offre : confort de la proximité (« J'aime avoir la possibilité d'acheter du coca à l'épicerie à 6h du mat' »), de la mobilité, des offres culturelles, sportives, sorties et loisirs. La ville favorise tant un confort pratique que moral, ce qui leur permet de créer du lien social (« je ne fais pas que le trajet boulot-chez moi », « la ville apporte le réseau social ») et de profiter « du mouvement de la ville » (« j'en ai besoin »), ce qui fait visiblement partie de leurs priorités actuelles (« Vivre à côté de Gambetta, ça a changé ma vie », dit une expatriée de Blanquefort, « ça me permet de remplir un quotidien qui était un peu ennuyeux à Blanquefort »). Et au-delà d'une vie plus rythmée, d'activités plus nombreuses, les jeunes femmes soulignent plus la question du choix : « Cela m'arrive de rester chez moi... Mais à Blanquefort, je n'avais pas le choix de sortir ou de rester chez moi... ici, je l'ai ». Bordeaux est également la ville « où l'on se retrouve ».

1. Cet attachement moindre pourrait être lié à la situation des jeunes femmes rencontrées : pour la plupart sans emploi, en fin d'études, ou en contrat à durée déterminée, peuvent-elles développer une identité topologique, un attachement à la ville alors qu'elles sont dans l'incapacité de se projeter dans le long terme sur la commune concernée ?

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

Malgré tout, et à l'image des commentaires des femmes d'autres classes d'âge, les jeunes femmes mentionnent la mentalité fermée des Bordelais, et la difficulté de s'intégrer lorsque l'on vient d'ailleurs (« *En arrivant d'une autre ville, il est difficile de s'intégrer... Il y a des groupes et pour y rentrer, y a intérêt à mailler!* »). Les « *Bordelo-Bordelaises* » présentes (pure souche, diront certains) reconnaissent un esprit parfois fermé inhérent à la culture locale, sans toutefois le remettre en cause : « *il y a quelques années, j'étais très fermée, c'était chez moi...* », « *on sait qu'on est comme ça* », « *Bordelais, c'est pas forcément une qualité... C'est bourgeois, désagréable* ».

L'une des jeunes filles, ayant vécu à Bordeaux dès sa naissance, n'apprécie pas la ville de la même manière, et déplore un manque de diversité : « *J'ai vécu à Paris quelques mois, et depuis que je suis revenue... Je m'ennuie. J'ai l'impression de faire toujours la même chose, de voir toujours les mêmes gens... Il n'y a pas de choix* ».

Pour les autres, une vie au sein du centre de Bordeaux est synonyme d'autonomie, de début de vie active (« *Si je trouve un job, j'irais vivre au centre-ville, peut-être la Rive Droite* »).

Rapidement, le groupe se scinde entre pro-Rive Gauche et pro-Rive Droite. Les jeunes femmes optant pour la Rive Gauche (« *Le vrai centre-ville à Bordeaux, c'est la rive gauche, mais j'y vois plus une différence de mentalité que d'accessibilité* ») y apprécient la multiplicité des possibilités d'activités (« *tout ce qui bouge, c'est Rive Gauche* », « *je suis allée à la fac Rive Droite, il n'y a rien... Il y a le cinéma, point barre* ») tandis que les artisanes de la Rive Droite insistent sur une accessibilité facilitée (« *Parfois, c'est plus accessible, moins bouché* ») et des endroits moins saturés.

- Un découpage géographique signifiant de Bordeaux

Certains lieux sont caractérisés par les jeunes femmes comme des « *Points de rendez-vous* » (Gambetta, la Victoire, le Triangle d'Or, Tourny... Plus généralement, les lieux où les transports en commun se croisent), d'autres sont les symboles « *Entrées de villes* » (Pont d'Aquitaine, Stalingrad, Rue Sainte Catherine, Quais).

Contrairement aux groupes précédents, les jeunes femmes ne font pas état d'une dichotomie de la ville, entre lieux dépréciés où l'on ne se rend pas et lieux plébiscités où il fait bon vivre, et expriment des ressentis plus nuancés : elles peuvent aller dans tous les lieux, mais pas avec les mêmes gens, ni pour y faire les mêmes choses, un « *découpage instinctif* » selon elles.

Ainsi, le secteur de la place du Parlement, de Saint-Pierre et de Camille-Jullian seront des endroits où l'on va « *entre filles* », dans des « *bars cocooning* », faire des « *soirées posées* ». Saint Pierre est décrit comme « *un quartier trentenaire, où l'on va pour se poser, discuter, être tranquilles* », « *un quartier où il n'y aurait pas les mêmes fréquentations* ». A l'inverse, la Victoire, malgré « *une mauvaise réputation* », « *ses agressions* », et son côté « *quartier craignos* », sera le lieu idéal « *pour faire la fête, pour boire* », « *pour une sortie avec des mecs, c'est plus rassurant, on est plus en sécurité avec des garçons* ».

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

Enfin, les stéréotypes sont tenaces sur les quartiers des Capucins et Saint Michel, qui sont toujours perçus comme des quartiers agités, dangereux, où l'on ne sait pas bien ce qu'il s'y passe.

- Des agglomérations satellites controversées

Une nouvelle fois, Blanquefort est épinglée, pour les mêmes raisons évoquées dans les groupes précédents : manque d'activités, peu de dynamisme, une agglomération « *dortoir* ».

Très vite, passé le sujet « *blanquefortais* », la discussion s'est centrée sur les éléments qui pouvaient différencier la ville de la campagne et sur une classification des agglomérations selon ces critères.

Une ville serait caractérisée par ses transports en commun, ses magasins, ses possibilités de sorties, sa foule, sa proximité, son mouvement, son bruit, ses embouteillages, sa concentration, ses possibilités de déplacements doux (vélos, marche à pied). Quant à elle, la campagne serait définie par son éloignement de la ville, sa concentration moindre, un nombre plus faible d'habitations/mètres carrés, et une présence plus importante de verdure.

Ceci posé, l'une des jeunes femmes a pu nous expliquer que Le Haillan était perçu comme « *mi-ville, mi-campagne* », où il y a « *de la verdure, moins de circulation* » « *des commerces, des écoles, des services* ».

Talence est un cas indéfinissable pour notre groupe : un peu campagne, mais encore un peu dans la ville (« *c'est encore à l'intérieur de la Rocade* », « *la campagne, c'est Cubzac, Carbon-Blanc... Talence non* »), les femmes présentes ne parviennent pas à trancher.

De la même manière, le cas de Carbon-Blanc fait débat : « *je vis en agglomération... Je ne suis pas en centre-ville, mais je suis encore dans la ceinture de la CUB* », « *derrière chez moi, j'entends les oiseaux chanter, je vois les arbres...* », « *je ne connais pas le reste de ma commune, c'est un lieu résidentiel* ».

Véhicule personnel et guéridans du stationnement

Autre divergence avec les autres classes d'âge rencontrées, les jeunes femmes ne notent pas la « *révolution tramway* » et n'accordent pas d'attention particulière à ce mode de transport (très probablement parce qu'au fond, lorsqu'elles ont commencé à avoir besoin de se déplacer, il était déjà présent).

Toutes (à l'exception d'une seule) possèdent un véhicule personnel, qui serait pour les unes « *pas une nécessité, mais une commodité certaine* » et pour les autres « *un moyen indispensable* ». Les jeunes filles, y compris notre non-véhiculée (qui « *se débrouille avec le tram* »), s'accordent à ériger la voiture personnelle comme un symbole d'indépendance.

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

Les automobiles sont un « *passerport vers la liberté* » qui permet de « *partir de chez les parents* », d'aller découvrir seules l'ailleurs... Elles apportent une autonomie non négligeable en cas de sorties : « *si j'ai envie de rentrer, je rentre et s'il y a des grèves, je m'en fiche* ».

Toutefois, les jeunes femmes ne nient pas un souci inhérent à l'utilisation de la voiture : le stationnement. Elles soulignent ainsi les difficultés à se garer, qui peuvent mener à l'annulation d'une sortie (« *parfois, c'est impossible de se garer... tellement qu'on peut faire demi-tour et rentrer chez soi sans avoir pu aller au restaurant* »), et expliquent une préférence pour « *les places à l'air libre* », plus rassurantes que les parkings souterrains. Certains parkings échappent à ce jugement : le parking de la Bourse, celui des Grands Hommes (à des prix attractifs, aux alentours de 3 euros par nuit). Les solutions de stationnement influencent les sorties et les choix de destination des jeunes femmes.

Ville et carcan imposé

Lorsque l'animatrice pose la question d'un usage genré de la ville (« *Est-ce qu'on vit pareil, lorsqu'on est un homme à Bordeaux ?* »), les jeunes femmes abordent des « *préférences féminines de sorties* », des problèmes spécifiques auxquels – selon elles – les garçons ne sont pas confrontés.

En premier lieu, le transport est évoqué comme un point crucial de toute sortie nocturne féminine : « *J'aime bien savoir comment je rentre, eux ils s'en foutent, ils peuvent rentrer à vélo, à pied... pas moi* », « *quand on sort, on commence à penser à comment on va rentrer. A minima, je veux savoir comment j'arrive et comment je repars* ». La voiture devient également source d'inquiétudes (« *si je rentre à ma voiture toute seule, je vais vite... Ici, ils sont "relous"* », « *ça manque de taxis à Bordeaux, ça pousse à prendre la voiture et c'est plus dangereux* »).

Du choix de modes de transport découlera par ailleurs leurs choix d'habillement, deuxième point de tension : « *si je sais que je rentre en vélo, à pied... je ne vais pas me mettre en jupe!* ».

Les choix vestimentaires dépendront également des destinations prévues : « *sur les Quais, il est hors de question que je mette en jupe ! On en voit trop se faire emmerder* »... « *C'est comme agiter un morceau de viande sous le nez d'un chien* », « *il va toujours y avoir au moins une réflexion... Si ce n'est pas un de tes amis!* », « *il ne faut pas se faire remarquer, dehors c'est prendre un risque* ». La pression sociale est intégrée, à tel point que la question vestimentaire relève quasiment de l'auto-censure (« *ça devient naturel et on n'y pense même plus... et puis des fois, je me dis : je fais ce que je veux !* »).

Malgré tout, si les jeunes femmes semblent conscientes d'une possible ségrégation à leur égard, elles n'y accordent qu'une importance relative et s'en accommodent parfois : « *les sorties entre filles, c'est pas très cher, on peut se faire offrir beaucoup de choses* », « *il vaut mieux naître fille à Bordeaux, on est mieux accueillis... Un sourire suffit!* ».

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

« *Nous, les filles, sommes assez reconnues, presque avantagées* ». Elles reconnaissent certaines inégalités (« *Comme partout, on est moins payées, on a moins accès à certaines choses* »), acceptent l'idée qu'aller boire un verre seule dans un bar ferait mauvais genre (« *ça fait open, trop disponible !*») mais semblent avoir le besoin de conclure cette rencontre par une rationalisation du discours, avec une fervente croyance que le monde n'est pas si injuste que ça. **Une jupe leur vaudra peut-être une insulte, mais un sourire leur vaudra un bon accueil !**

2. 4. | L'approche anthropologique

Précision méthodologique : la nécessité d'une dimension réflexive

A l'issue de la journée de passation des groupes, soit plus de sept heures et demi d'échanges avec trois panels de femmes, le constat fut dur à accepter pour l'équipe d'animation (composée de femmes) : la peur de l'agression que l'on pouvait ressentir derrière chaque non-dits (et qui était d'ordre sexuel) paraissait une constante dans les pratiques quotidiennes de ces citadines, et ceci, à tous les âges de la vie. En direct, nous venions d'assister à la complète déconstruction d'idées reçues sur l'émancipation féminine et sur la prétendue liberté d'aller et venir que nous imaginions acquises par les femmes d'aujourd'hui, tout au moins par les jeunes générations ! La nuit en particulier, cette anxiété semblait restreindre l'offre urbaine délimitant toute une série d'espaces illicites et d'horaires interdits.

Il est important de prendre en compte cette lourde information émotionnelle qu'a déclenché en nous l'absence de liberté perpétuée par la discrimination genrée. Comme un rappel, elle constitue le fil rouge de notre compréhension participative.

2. 4. 1. | Des discours féminins empreints de stéréotypes genrés

Tout se passe comme si l'aveu collectif de cette aliénation à la peur de l'agression s'était déroulé à notre insu, les propos des participantes étant demeurés évasifs et contrôlés sous l'effet de la censure exercée par le groupe. Le ton détaché que la plupart ont adopté indique combien s'exprimer librement sur son degré de liberté relève de l'injonction paradoxale ! Pas de drame, pas de larmes, seulement une chape de plomb encore perceptible dans le local après leur départ.

Les récits de ces figures féminines mises en perspective dans l'espace public et endossant des fonctions sociales variées (maternelles, salariales, citoyennes) nous ont semblé se figer sous la contrainte d'un comportement normatif invisible, comme dicté par l'image persistante de la femme au foyer.

Pourtant, leurs récits de ville sont connotés de façon récréative comme autant d'échappées belles hors d'un espace privé auquel, traditionnellement, elles se sentent assignées. Mais il s'y trouve, dès le début des échanges, cette limitation de leur pratique urbaine. S'agit-il d'une répétition à l'identique de comportements

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

codifiés dont elles n'osent se démarquer devant le groupe ? Est-ce l'héritage passif d'une transmission intergénérationnelle de mère à fille ? S'adaptent-elles ponctuellement à des circonstances extérieures auxquelles en réalité, individuellement, elles ne s'identifient pas vraiment ? Par ailleurs, quelle part de responsabilité imputer au mode d'aménagement de la ville dans cet usage un peu anxieux qu'elles en ont ? La matière verbale qui a émergé n'a pas entièrement permis de départager ce qui relève d'une simple adaptation à l'environnement bordelais de ce qui est structurellement engendré par un déterminisme genré.

Le début des échanges s'assimile à une conversation mondaine, on est loin des désordres émotionnels que peut susciter une situation de dominée voire de victime implicite de l'ordre social établi. Les seuls moments d'intensité partagée avec les groupes ont été la montée dramatique liée aux souvenirs d'agressions subies dans l'espace public par les unes et les autres. Réminiscences lourdes de ressentis auxquelles le groupe a le plus souvent coupé court.

Déni de leur discrimination

Pour mieux identifier les mécanismes genrés sous-jacents, il faut pouvoir lever les stéréotypes ancrés dans nos propres mentalités depuis des siècles de fonctionnement patriarcal. Or ce n'est pas chose aisée, car nous sommes littéralement aveuglés sur les pratiques historiques de domination masculine tant familiale, religieuse, culturelle, qu'économique.

Cette dimension androcentrée, parce qu'elle constitue notre fonds commun anthropologique, reste quasiment **invisible** à nos yeux. Et que l'on soit femmes ou hommes de tous bords, appartenant au monde de l'entreprise ou de la politique, on a tous tendance à se persuader de l'effectivité des principes de mixité et d'égalité des situations de genre dans la Cité.

Les groupes de femmes rencontrés nous ont ainsi donné à voir clairement une acceptation silencieuse de leur condition voire une **dénégation** qu'on pourrait qualifier de « *rétrograde* » de l'inégalité de leur situation dans l'espace public, et ceci quels que soient leurs âges. Car comment expliquer autrement leur frilosité à revendiquer une quelconque amélioration du sort que leur réserve l'espace public bordelais, après en avoir pourtant dénoncé les fréquentes contraintes d'usage ? Qu'est-ce qui les a rendues silencieuses quand elles furent invitées à imaginer un monde nouveau, moins centré sur et pour les hommes ?

- Une difficulté à imaginer un milieu moins hostile aux femmes

Est-ce par manque d'imagination qu'elles furent muettes sur le portrait d'une ville mieux adaptée à leur condition ? Le jeu de rôle proposé en dernière partie et qui devait simuler un cahier des charges pour une ville où les usages de la féminité seraient plus intégrés est de fait tombé à l'eau.

Aucun modèle urbain neuf ne pourrait donc se substituer à cette scène sociale parfois un peu « *oppressante* » parce qu'elles ne savent pas quel rôle y tenir ?

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

Ne peuvent-elles se dégager de la forte emprise des représentations collectives ? Est-ce propre à la province en général ou est-ce due à une culture locale singulière ? Ont-elles dans d'autres lieux ressenti un élargissement des potentialités d'être dans l'espace public ?

Tout semble indiquer dans les discours qu'elles ne trouvent pas les moyens de s'extraire des habitudes prises depuis des générations. Elles se placent spontanément sous le « *diktat* » social qui, via l'opinion publique, les juge sur l'état de leur moralité. La préoccupation qui les obsède, c'est « *être ou ne pas être une femme de bonnes mœurs* ». Cette peur du jugement moral les ramène en fait à la sphère de l'intime et du domestique plus qu'à la sphère publique et encore moins à celle de l'action politique. Un blocage qui laisse l'enjeu de l'équité entre les sexes dans la vacuité d'un concept non actualisé.

- Un conditionnement de genre, générateur d'angoisses

Très marquées par l'entraînement mental constant que nécessite le fait de redoubler de prudence pour parer à une éventuelle agression, verbale ou physique, elles ne se déplacent qu'à certaines heures et dans certains lieux. Elles possèdent en commun une mémoire historique, individuelle et collectives où sont gravés les récits angoissants révélant leurs statuts de « *proie* ». Tout est symboliquement en place dans leur système de croyances pour que leur condition féminine génère des conduites d'évitements systématiques au sein de lieux publics identifiés à risques et une résignation face à une appropriation non égalitaire de la ville entre les sexes. Ce sont avant tout ces conditionnements psychologiques qui rendent la ville anxiogène. Elles se partagent d'une génération à l'autre des codes implicites d'anticipation du danger de l'espace urbain quand, par exemple, elles se retrouvent dans des quartiers non commerçants, non éclairés, non aménagés, et finalement intériorisés comme « *non autorisés* ». C'est ce que résume parfaitement la géographe du genre Jacqueline Coutras¹ quand elle écrit : « *Les lieux porteurs de règles ne sont donc pas accessibles à tous, ni sexuellement neutres* ».

2. 4. 2. | La représentation de l'ordre social chez les habitantes de la CUB

- L'héritage du passé, quand convenance se conjugue avec féminité

Pourquoi se taire ? Est-ce au risque de ne plus devoir plaire ?

Cette hypothèse confirmerait un récent article du "New York Times", paru dans un numéro du "Courrier International" de novembre 2010 stipulant que les Françaises semblent plus « *soucieuses de leur féminité qu'elles ne sont féministes* ».

En effet, à l'issue de cet échange en laboratoire auquel s'assimile l'animation de groupes focus, il semble qu'il ne soit pas de bon ton de revendiquer trop haut ses aspirations à plus d'égalité, quitte à se priver de toute une promesse d'espace de liberté. Car, et c'est un invariant culturel chez ces groupes de femmes vivant dans la Communauté urbaine de Bordeaux en ce XXI^{ème} siècle débutant, la peur de l'in-

1. Auteur de « Crise urbaine et espaces sexués » Paris A.Colin 1996

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

convenance liée au souci de présentation de soi dans l'espace public dicte encore ses lois. Leurs comportements urbains par certains côtés date d'un registre culturel féminin de la génération de leurs aïeules (fin XIX^{ième} siècle).

Toutefois, un premier niveau de discours se veut manifestement positif. Leurs aspirations de citoyennes cultivées, de mères sportives et actives se mêlent adroitement à une double appropriation publique et privée de l'espace urbain. Cela donne le sentiment d'un rapport à l'espace urbain plus intense, varié et complexe que celui des hommes. Cette complexité de l'usage féminin de la ville est parfaitement analysée par le géographe et auteur bordelais Guy Di Méo dans ses récents travaux.¹

Mais très vite, à un niveau plus tacite des représentations, se rétrécit étrangement le champ des possibles : en ville, on ne fait pas n'importe quoi, n'importe où quand on est une femme. Ainsi ces « *mères épanouies, femmes actives confortablement épaulées par les politiques publiques* » comme l'évoque encore l'article américain pré-cité, ne le seraient que sur la **face diurne** de leur vie.

De jour, en effet, elles peuvent se prétendre l'égaies des hommes tant elles multiplient leurs accès aux loisirs, à la culture, au bénévolat, au militantisme. Les plus jeunes d'entre elles sont déjà toutes motorisées, ce qui leur permet de circuler selon leurs désirs. Avec un emploi, ou tout au moins une formation leur permettant d'en espérer un, elles ont voyagé pour les plus âgées et changé de lieu de résidence selon leurs propres plans. Les trentenaires élèvent leurs (deux) enfants seules et semblent bien s'en sortir, démentant le portrait préoccupant (tout au moins au plan psychologique) du ménage monoparental.

A l'image de la moyenne des Françaises, elles ont « *leur mot à dire sur la sexualité et ont dépassé les hommes en matière d'instruction...* » (comme le note encore l'article du "New York Times") mais dès que l'on évoque avec elles, leurs déplacements nocturnes, se révèle leur face cachée de citadines « *réifiées* », faite d'intériorisation de règles d'évitement, de limitations spatio-temporelles qui les classent d'emblée dans la sphère des dominées.

Pour autant, la nuit ne perd pas son pouvoir d'attraction et ce sont toutes les nuances entre le louche, le danger et l'excitant qu'il convient de rajouter à ces récits pour retrouver la part magique de ces « *corps de désir* » circulant dans la ville et qui font dire au géographe Pierre Gentelle² : « *Si l'on retire le corps humain de la géographie, il ne reste plus à la société qu'un support vide, une nébuleuse de représentations ayant cessé de s'incarner* ».

1. Guy Di Méo : Les Quais réaménagés de Bordeaux, travaux sur la reconquête d'un espace urbain par les femmes. Université de Bordeaux, UMR 5185 ADES-CNRS. Lire aussi en annexe, le compte rendu d'une de ses récentes interventions « Femme, genre et géographie sociale ».

2. Animateur du café des géographes, rédacteur du « Courrier de Cassandre » (voir n°51)

2. 4. 3. | Rituels d'évitement et stratégies compensatoires dans l'espace public

Les extraits des paroles enregistrées pendant la passation des groupes focus, permettent ci-dessous d'illustrer les propos précédents. On y voit combien la dimension du temps, [diurne/nocturne] donne lieu à une invisible frontière qui sépare la ville licite de la ville interdite. On y pressent aussi un véritable **déficit d'apprentissage** à l'espace public chez les plus âgées, lesquelles ont été privées du processus d'autonomisation permettant à n'importe quel individu de s'en sortir en situation collective

- Des femmes noctambules à plusieurs, jamais seules la nuit

Dans le tableau des pratiques rapportées par les femmes âgées de 50-65 ans, les plus radicales s'infligent un couvre-feu afin de se mettre définitivement hors d'atteinte de l'agresseur. La nuit venue, elles ferment les volets et ne sortent plus.

Certaines sortent mais sous condition : « *Je ne prends pas le tram le soir et je ne vais pas à Bordeaux avec une voiture qui ne ferme pas à clé* » (une habitante de la périphérie). D'autres femmes seniors disent en revanche s'arranger pour sortir, en groupe. L'une d'entre elles évoque la possibilité de se créer des liens sur un réseau social numérique pour préparer ses sorties, ce qui lui permet de toujours sortir accompagnée et ainsi d'avoir accès à l'offre culturelle nocturne de la ville-centre.

La plupart des femmes présentes disent ne pas vouloir renoncer à une pratique culturelle urbaine qui consiste surtout à fréquenter cinéma, théâtres et restaurants la nuit. Elles s'organisent très sérieusement pour rejoindre des amis, en voiture, en tramway, ou en bus, quitte à se faire raccompagner au retour. Car ce qu'elles craignent toutes, c'est, plus tard dans la nuit, de devoir affronter les fêtards errant dans un état avancé d'ébriété. Les agressions dans le tramway sont légions mais restent souvent un harcèlement verbal et gestuel. Dans la conversation, cette même personne mentionne un peu plus tard combien en tant que « *sexe faible* », elle se sent limitée par son infériorité physique dans l'espace de la ville.

- Des actes de violence non condamnés par les passants

Une jeune femme noire, trentenaire avec enfant, raconte une agression dans le tramway aux heures d'affluence. Un incident qui a dégénéré puisque l'agresseur après s'être assis sur la poussette de son enfant, a fini par lui envoyer des insultes racistes à la face, pour ensuite frapper une lycéenne voulant prendre sa défense. Elle dit ne plus avoir osé prendre le tramway pendant des mois.

Dans ces propos, on ressent que ce qui dénote dans Bordeaux-centre par rapport à son quartier d'appartenance sur la Rive Droite, c'est une certaine indifférence, **un manque de courage civil dans l'espace public**. Cette femme et bien d'autres, ne comptent absolument pas sur les passants pour intervenir en leur faveur, ce qui est peut-être différent dans son propre quartier : « *Dans ma banlieue (Rive Droite), les gens savent de qui vous êtes la sœur et cela peut les arrêter.* »

1. Réseau social numérique « *On va sortir à Bordeaux* ».

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

- Un état d'alerte constant pour les citadines

C'est en fait à n'importe quelle heure de la journée, disent les seniors, qu'il faut faire attention : « *Dans la rue Sainte Cath ou dans le tramway, il faut mettre par exemple son sac devant soi, c'est un geste automatique* ». Les coins peu éclairés, les rez-de-chaussées pas habités et les parcs sont soigneusement évités dès la tombée de la nuit. D'où le **caractère ambivalent** des espaces de détente comme le Jardin Public, le parc Rivière ou l'esplanade de Mériadeck, qui le jour sont très appréciés mais qui, dès la tombée de la nuit, deviennent des zones redoutées. Plus entraînées que leurs aînés aux sorties de nuit, la question systématique que se posent les plus jeunes (20-30 ans) avant de sortir reste « *Comment on va y aller, comment on va en revenir ?* ».

Si elles doivent effectuer un parcours à pied, une large majorité des plus jeunes et des moins jeunes se munit d'un parapluie, d'un trousseau de clés, d'un déodorant ou de tout produit en bombe à vaporiser dans les yeux de l'éventuel agresseur.

2.4.4. | Une culture urbaine locale renforçant le marquage sexuel

Lors de leurs sorties nocturnes, les jeunes femmes sont parfois contraintes d'user de leur charme dans des circonstances où elles se retrouvent en position d'infériorité par rapport aux hommes. Ainsi pour obtenir la faveur d'utiliser gracieusement les toilettes d'un établissement qui les réserve à ses clients, l'une d'entre elles raconte comment elle n'hésite pas à gratifier le patron ou le serveur d'un sourire des plus charmants, quitte à donner lieu à une interprétation équivoque. Chacune sait que le soir, il n'y a plus de lieu d'aisance accessible aux femmes dans Bordeaux, or nulle ne semble s'en indigner. Cette carence en lieux réservés aux femmes pour leur intimité renforce la discrimination genrée qu'exerce l'organisation même de la cité. Les hommes pour lesquels, uriner la nuit n'a jamais constitué un obstacle majeur¹, y trouvent une légitimité territoriale renforcée ! Preuve en est, les odeurs ammoniaquées qui imprègnent le quartier de Paludate, la nuit !

- Avancer masquée...et bien chaussée pour cause d'insécurité

Les variations vestimentaires adoptées selon les différents territoires de la ville nous renseignent sur les conditions restrictives du port de la jupe, la nuit.

On comprend comment la « *jupe sur le pantalon* » ait pu devenir à la mode, il y a quelques années dans les banlieues sensibles. Cette tenue permettant, nous rapporte un témoin ayant entendu s'exprimer des jeunes filles de la Rive Droite de Bordeaux², de pouvoir circuler plus sereinement entre tours et barres des quartiers sociaux à n'importe quelle heure de la journée.

Il n'y a évidemment pas que dans les banlieues que les jeunes filles se sont données le mot d'ordre, les jeunes femmes du groupe focus en témoignent :

« *Sortir seule d'une boîte de nuit à Bordeaux quand on est en jupe, c'est s'attirer les pires ennuis* ».

1. Lire dans Sud-Ouest, 16 février 2011: « Un besoin mal partagé », conférence sur le « droit de pisser » à l'occasion d'un atelier d'architecture pour le grand public lancée par Caroline Mazel.

2. Interview d'une animatrice de la Maison des Femmes à Bordeaux.

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

Toute femme, arrivée ou repartant seule, s'abstient de s'habiller de façon trop féminine, ou de mettre du rouge à lèvres voyant, soit **une stratégie d'invisibilité** partagée pour ne pas s'attirer brimades orales, insultes ou gestes déplacés.

Le choix de chaussures plates joue aussi un rôle déterminant dans le sentiment de sécurité qu'elles procurent : pouvoir courir sans entrave est une règle désormais intégrée dans les pratiques vestimentaires, quitte à emporter une paire de talons dans un sac à part. Certaines femmes plus mûres affrontent les rues de façon plus confortable, c'est le cas de cette trentenaire qui se définit comme une « *trekkeuse urbaine* » aimant flâner, et qui a pris l'habitude d'arpenter le bitume avec des chaussures de sport, on note chez elle une plus grande aisance dans la ville la nuit.

- Un corps qui aime se dénuder mais que l'on rhabille avec l'expérience

Face à tant de récits de retenue vestimentaire, une question a été posée : qui était ces jeunes filles que l'on voyait circuler par groupes dans le tramway depuis quelques années ? Ces dernières se différenciaient de la foule par leurs tenues très dénudées, leurs hauts talons et jupes courtes, leurs maquillages et coiffures très apprêtées. La réponse fut prompte à venir : il s'agirait de la génération des **quatorze-quinze ans**, venant le plus souvent de la banlieue. Ces jeunes filles n'auraient pas peur de se montrer « sexy » dans l'espace urbain « *parce qu'elles ne connaissent encore rien* », la sentence est tombée d'une seule voix dans le groupe des jeunes trentenaires.

A ce propos, il est intéressant d'entendre les femmes de plus de cinquante ans critiquer ouvertement la génération de leurs filles qui se dénude trop et par là se met en danger : « *Ma fille a 27 ans, il y a son string qui dépasse, on n'a pas besoin de profiter du paysage ! C'est pas très convenable... et elle va au boulot comme ça !* »

Une autre s'inquiète du regard portée sur sa fille de 19 ans qui portait des tenues courtes : « *Voir les yeux des hommes posés sur ma fille, c'est comme si ça me touchait.* »

En général, les seniors estiment que les jeunes générations sortent plus et qu'elles et se dénudent beaucoup plus. Elles y opposent le comportement renfermé des jeunes femmes de culture musulmane « *qui ne sortent qu'avec leur foulard et leur mari* ». Ces disparités fortes dans les comportements féminins seraient un signe de mutation sociale de la ville moderne : « *Il y a quelques années, on ne voyait pas tous ces extrêmes dans la rue* » conclut l'une d'entre elles.

- Femme bourgeoise et bonne conduite, ville huppée, ville-Juppé

La grande surprise à l'issue des groupes focus fut de comprendre combien la question de **la retenue** était finalement présente, à un moindre degré, chez toutes les classes d'âge (excepté, donc, chez les très jeunes adolescentes). Cette injonction genrée de faire preuve de pudeur dans l'espace public se réfère à une norme du savoir-vivre historiquement transmise par les manuels de savoir-vivre de la fin du XIX^{ième} siècle. Comme l'a étudié la géographe Jacqueline Coutras¹, la sphère publique s'ouvrait alors aux femmes, autrefois confinées dans leur sphère domestique.

1. « Hommes et femmes dans l'espace public français depuis siècle ». Jacqueline Coutras Cahier de géographie du Québec, vol .31, n° 83, 1987, p.143-155

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

D'abord ce furent les premiers grands magasins, les villes balnéaires, les transports en commun, et surtout la diversification sociale accélérée des quartiers urbains. D'où les recommandations redoublées de la part de ces manuels qui faisaient référence à une « *bonne société* » à laquelle on se devait d'appartenir, grâce à un savoir-vivre enseignant les comportements qu'un homme et une femme bien éduqués devraient respectivement adopter « *en des circonstances et des lieux où ils se donnent en spectacle à tous les autres* ». Ne pas donner lieu à des malentendus par un comportement ambigu, maîtriser l'image qu'on donne de soi demeurent ainsi encore de rigueur dans les imaginaires de ce panel de femmes contemporaines, tout âge confondu.

Parmi les plus âgées, cet imaginaire est alimenté par le modèle de la femme bourgeoise bordelaise riche et protégée à qui est associé un code implicite de bonnes manières dues à son rang de femme du monde.

Comme le souligne une jeune participante : « *Elle ne travaille pas, elle n'est pas obligée d'emprunter les transports collectifs aux heures de pointes* », elle est distante, son attitude semble encore empreinte de codes à l'ancienne tels que :

- être accompagnée
- avoir un but dans ses déplacements
- montrer de l'indifférence
- élégante mais sans éclat
- attitude distante
- discrétion permettant de passer inaperçue
- fréquenter des périmètres urbains assimilables à du « chez soi »

On peut conclure qu'aujourd'hui encore, en province, les mentalités des femmes seules dans l'espace public, à la nuit tombée, portent les stigmates de cette **liberté conditionnée**.

- Où prenez-vous un verre ? Et avec qui ?

Aucune de ces femmes, aussi jeunes soient-elles, n'ose prendre un verre de vin ou de bière, assise seule dans un café.

Les images négatives de la femme « *disponible* », « *offerte* » ou « *qui cherche* » associées à la peur du "qu'en dira-t-on ?" forment un « *précipité* » d'interdits qui les enferme dans un carcan comportemental et les empêche d'agir à leur guise. Ce contrôle social complètement intériorisé les limite en tant qu'habitantes d'une ville qu'elles disent pourtant aimer d'amour depuis qu'elle a été refaite, renouvelée et embellie par la politique d'aménagement de l'ère d'Alain Juppé. De fait, elles partagent le sentiment que Bordeaux n'est pas une ville, où les femmes peuvent socialement réussir.

Spontanément, elles lui opposent d'autres villes où l'on se sent plus libre : « *A Nantes, les femmes vont seules boire un petit blanc, ici, je ne vais pas m'attabler seule !* » (femme senior du groupe 1).

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

La notion d'espace public apparaît toutefois nuancée. Certains lieux offrent une sorte d'entre-soi dans des quartiers familiers où l'on est mieux connue et donc reconnue : « *A l'Avant-Scène (café théâtre des Chartrons), d'accord, je pouvais prendre un verre seule, il y avait tout mon quartier, ça ne me gênait pas, je pouvais discuter* » (femme senior du groupe 1).

Intermédiaire entre l'espace public, typiquement masculin, du café et l'espace public anonyme de la rue, la terrasse, est autorisée pour prendre un verre seule quand viennent les beaux jours. Mais c'est parce qu'elle offre une distraction en soi et encore une fois, on n'y consommera jamais d'alcool seule : « *En terrasse, j'ai le plaisir de regarder le spectacle de la rue, mais je ne prends pas un verre de vin ? Non ! Un demi, plus facilement, c'est une question de convenance* » (femme du groupe 2).

Pour toutes, le code est clair, l'alcool, cela se partage entre deux personnes. Seule, on peut à la rigueur boire un panaché en été. Idem pour se restaurer. On peut manger seule dans l'espace public, uniquement si c'est un sandwich, sur un banc. Sur les Quais, par beau temps, à l'heure du déjeuner, beaucoup de jeunes filles, prennent ainsi le soleil, assises en ligne, face à la Garonne, un sandwich ou une pizza à la main. Mais il paraît impossible d'aller seule au restaurant, et encore moins pour une femme mariée qui a une famille, sa réputation serait en danger. Exactement comme au XIX^{ème} siècle !

Le téléphone portable permet de se donner de la contenance ainsi que la cigarette, sinon cette oisiveté, cette vacuité, ce regard qui ne sait où se poser peuvent être mal interprétées.

De façon assez évidente dans l'imaginaire urbain bordelais, circuler seul dans l'espace public quand on est une jeune fille, est assez mal vu. Il y a même un art de la flânerie en bande qui confirme cette loi. Une jeune fille du groupe 3 résume comment s'organisent des déplacements urbains de façon plus ou moins grégaire, au cours de l'avancée en âge. Le volume de ces groupes varie selon l'âge et le sexe :

« *Les garçons se déplacent par groupe de 6 environ quand ils ont 18 ans, puis diminuent leurs effectifs à 2 ou 3 quand ils ont 20 ans, jusqu'à sortir seuls, vers 50 ou 60 ans.* » Les jeunes femmes, elles, vont avoir tendance à s'agréger plus tard pour sortir. « *Au début, elles sortent environ par 3 ou 4, puis en vieillissant elle seront, 6, 8 et pourquoi pas 14 !!* ». Il semble donc qu'avec l'âge, les femmes apprécient de plus en plus de sortir en bande dans l'espace public pour se rassurer et pouvoir jouir en toute tranquillité de l'offre récréative et culturelle nocturne.

2. 4. 5. | La perception genrée de l'agglomération bordelaise

Une sociabilité bordelaise à mi-chemin entre grande ville et ville de province

Il est à noter que dans chaque groupe, deux ou trois femmes ont vécu plus ou moins longtemps à Paris où elles ont expérimenté une toute autre sociabilité : « *J'étais plus à l'aise, dans la capitale, on se fond dans la masse* ». « *On a moins le regard des autres, c'est plus anonyme mais il y a aussi plus de solidarité, on se serre les coudes* ». Le groupe des jeu-

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

nes femmes avec enfants est encore plus catégorique, bien qu'en voie de disparition, le modèle bourgeois et conservateur domine encore : « A Bordeaux-centre, c'est difficile de s'intégrer » déclare une des jeunes du groupe 3. Pourquoi ? A cause d'une ambiance urbaine peu encline à la décontraction du fait d'un modèle social dominant encore trop conservateur et sexiste :

« Les pures souches sont comme les façades des maisons, froides, peu relationnelles ». « La femme bourgeoise ne travaille pas, cette image colle à la ville ». « Il n'y a pas de grande figure féminine à Bordeaux ».

Malgré un avis positif partagé sur les efforts d'embellissement des Quais, des places et sur la révolution des transports apportés à la ville-centre, seules, les femmes avec enfants ont l'impression d'un véritable effort direct fait en leur direction dans l'espace public et les équipements :

« Bordeaux s'est féminisée récemment, on dirait qu'Alain Juppé veut faire plaisir aux femmes » confie une maman du groupe 2.

Sont alors cités les Quais, les « *lucioles de couleurs* » dans les arbres et surtout les aires de jeux pour les enfants et les secteurs de pique-nique familiaux sur les Quais Rive Droite. Mais ces aménagements supposent un comportement social très stéréotypé et **hétéronormatif** de la part des femmes. Les usages ne s'y inscrivent que selon le code de comportement qu'on attend d'elles en tant que mères.

Prédominance de l'espace privé pour la fête, goût pour l'espace public cocon

Le groupe de jeunes femmes (20-28 ans) admet volontiers que Bordeaux est une ville qui se vit plutôt de l'intérieur : « On s'y reçoit plus dans ses appartements » et les réseaux y sont assez fermés : « Pour y entrer, tu as intérêt à mailler » souligne une originaire de Niort, tandis qu'une autre, native de Bordeaux, admet que, dans son réseau, « on n'y fait pas rentrer n'importe qui ».

Pour ces célibataires, c'est en fait la ville idéale pour avoir des enfants et mener une vie plus tranquille. Mais en attendant de devenir mère et de s'enraciner, il ne faut pas hésiter à bouger pour voir autre chose, sinon on devient « blasée de Bordeaux » car « on s'ennuie vite à faire et voir toujours les mêmes têtes et les mêmes lieux ». Comparées à Bordeaux, des villes comme Toulouse, Paris bien sûr, mais aussi celles de la Bretagne sont jugées beaucoup plus chaleureuses et festives.

En matière de quartiers, leurs préférences vont aux places. Ce sont celles de Camille Jullian, de Saint-Pierre (un « *havre de paix* »), du Parlement Sainte-Catherine qui sont jugées comme de bons endroits, très « **cocooning** » pour sortir entre filles. En revanche, la place de la Victoire n'est fréquentable que si l'on y rejoint un groupe d'amis. C'est pourtant, disent-elles, « le quartier général des 18-25 ans »; l'ambiance y est « *malsaine* » et les lieux n'ont pas bonne réputation : des agressions s'y sont déroulées (un homme s'est fait poignardé, des bandes de gars agressent les filles, etc.). Les abords de la gare Saint-Jean sont également jugés « *craignos* » par les plus jeunes, on ne s'y hasarde que pour une raison pratique.

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

Selon elles, la réelle différence entre fille et garçon en matière de sortie est l'**insouciance**, laquelle caractérise les déplacements de ces derniers qui sortent naturellement sans se soucier des tenants et aboutissants de leurs déplacements, et qui vont droit au but, où ils l'ont décidé. Cette distinction, apparemment anodine, détermine une démarcation symbolique essentielle entre les pratiques masculines et féminines de la ville¹.

S'il est nécessaire pour elles, de toujours bien organiser leurs sorties en ville et de surveiller leur tenue vestimentaire en fonction du programme de la soirée, elles soulignent combien l'ambiance devient libre une fois qu'elles se retrouvent, à l'abri, dans les établissements festifs nocturnes.

C'est ainsi qu'une fois à l'intérieur d'une discothèque, par exemple, celle de Paludate), elles se sentent chez elles, ce qui fait dire à l'une d'elles : « *Dans les boîtes, c'est nous les patrons !* ».

Les inhibitions tombent, on s'y sent en sécurité entre ami.e.s et l'on peut « *se faire offrir des verres par des hommes seuls* » et laisser libre cours à la séduction sans que cela ne soit interprété comme un acte répréhensible. La condition est que cela se déroule dans l'espace semi-privé du bar. Ainsi, contrairement aux codes extérieurs en cours dans l'espace public, les habitudes sociales aujourd'hui en vigueur admettent que, dans la « *bulle festive de la nuit* », puisse exister un type de relation vraiment symétrique entre garçons et filles, une réelle mixité des genres où l'on ne soucie plus de transgresser la morale. Cela traduit un retour à l'insouciance pour tous les sexes.

Les promesses de la grande ville, trouver « un boulot et un chéri »

Celles qui ont vécu en périphérie, et qui se sont installées dans la ville-centre ont un discours beaucoup plus positif sur la vie urbaine locale que les natives de Bordeaux. Cette jeune fille, venue de Saint-Médard-en-Jalles et établie depuis deux ans à Bordeaux, décrit sa nouvelle vie comme offrant un véritable « *confort moral* ».

« *On y mène la vie qu'on veut, on s'y fait des amis* ». Elle n'a plus ce trajet à parcourir entre travail et domicile (1h30 le matin et 1h30 le soir), auquel elle oppose les petits trajets urbains qui sont toujours « *gais* », à l'instar de « *tous les mouvements suscités par la ville* ». En cas de soucis, on peut toujours avoir « *quelqu'un de proche qui vous reconforte, qui passe chez vous* », la ville génère donc, d'après ses dires, une source de solidarité due à la proximité entre gens du même âge.

Une autre jeune fille, originaire de Talence, où elle vit maintenant dans son propre logement, est très explicite, sur les fonctions attendues de la ville-centre : « *On y cherche un boulot et un chéri.*»

C'est ce qui donne à la grande ville ce caractère particulier de renouvellement des relations, de lieu privilégié de l'échange entre sexes, avec à la clé la promesse mari-

1. L'enquête de Guy di Meo auprès d'un échantillon de 57 femmes aboutit au même constat

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

tale. Cela n'est pas sans rappeler la règle exogamique des tribus qui, devant échapper à la consanguinité de l'entre-soi, établissent des règles d'échange de femmes à l'extérieur du groupe. Bordeaux-centre serait le lieu recherché pour échapper à l'endogamie des petites communes périphériques ! Dans la même logique, les natives de Bordeaux semblent chercher une échelle de choix plus vaste afin de ne pas « se bloquer à Bordeaux » dont elles semblent avoir fait le tour.

Mais quelles que soient ces stratégies d'échappées amoureuses, elles apparaissent différées dans le temps, largement supplantées, dans les discours, par une priorité clairement affichée comme essentielle : la **stabilité professionnelle**, qui déterminera leur implantation résidentielle. Or, les chiffres l'on montré : l'agglomération bordelaise n'est pas riche en emplois féminins bien rémunérés !

Une ambiance urbaine encore trop provinciale

En définitive, le défaut majeur de la métropole bordelaise relève plus du « *qu'en dira-t-on* » que du machisme dominant. Les « *cancans* » semblent plus aliénants que la peur de l'agression que les plus jeunes, en particulier, semblent avoir intégrée dans leurs modes de déplacements, en adaptant leurs comportements et leurs tenues nocturnes.

La critique du provincialisme s'oppose à une envie de brassage et de partage non assouvie, certaines déplorent les aléas d'une agglomération où l'habitat étalé freine les opportunités de convivialité. Soumise au rythme pendulaire centre-périphérie, la ville se vide de ses habitants : « *une majorité de la population disparaît en fin de journée pour retrouver à l'extérieur, leurs maisons avec leurs chiens, leurs chats et leurs machins !* » dénonce l'une des jeunes filles. La physionomie nocturne de la ville s'en ressent, il y a soudain beaucoup moins de monde, les rues se vident d'un coup, ce qui n'encourage pas à ressortir le soir. Cette dimension rétrécie de la vie nocturne, les jeunes filles la ressentent plus fortement encore du fait d'un manque d'un apprentissage de la rue qui leur fait ressentir un manque d'assurance dans l'espace public. Cela saute aux yeux, quand, en guise de conclusion, une jeune fille évoque la différence d'ambiance qu'elle ressent dans les rues en Angleterre ou en Australie : « *Là-bas, même avec une jupe, les filles ne sont pas traitées de pute* ». Une réflexion qui se fait l'écho d'une discrimination sexiste que véhicule la société locale de la métropole bordelaise, signant son ancrage dans un registre comportemental archaïque, associé aux lourdeurs de la « *province* ».

Un imaginaire de la peur qui en dit long sur la vulnérabilité féminine

A ce point de l'étude, il faut introduire deux aspects critiques. Le premier vient de la philosophe Judith Butler, qui décrit comment l'imaginaire de la peur donne lieu à une dérive radicale² du courant « *essentialiste féministe* ». Ce dernier, regrette l'auteure américaine, prône une sorte de pureté du désir féminin, face à la pornogra-

1. Lire en ligne l'interview de Judith Butler dans le n° 22 de Vacarme. 2003

2. Lire en annexe la fiche sur les statistiques de la violence faite aux femmes. Les chiffres du CIDFF Aquitaine montre qu'en 2010, sur 1828 agressions, 50 seulement ont eu lieu sur l'espace public !

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

phie ou au harcèlement sexuel (notamment au travail), s'enfermant dans une sorte de déni généralisé de la complexité du désir. Cette analyse, certes en réaction au puritanisme américain, permet de relativiser la réalité du consensus recueilli lors des groupes focus vis à vis de la violence sexuelle attribuée aux hommes dans l'espace bordelais. En opérant cette première mise à distance de la parole recueillie, on comprend combien les ressorts de l'anxiété généralisée que suscite le fait d'être une femme seule dans l'espace public, la nuit, ne sont pas forcément liés à une réalité concrète mais à une impression fondamentale de vulnérabilité. D'où vient ce sentiment d'insécurité diffus et partagé à travers les générations ?

Des agressions dans l'espace public qui concernent surtout les hommes

Le deuxième aspect critique sur la violence sexuelle faite aux femmes vient des chiffres eux-mêmes. Il ne s'agit pas de remettre en cause la réalité difficile que vivent les femmes, que confirme l'énorme chiffre de viols déclarés annuellement en France : 75 000 ! Mais rappelons ici que, sur ces agressions déclarées a minima (car seulement 2% des femmes agressées font une déposition), 7 % ont lieu dans l'espace public, et 68% au domicile de la victime ou de l'agresseur, lequel, dans 74% des cas, est connue de la victime¹. Ces chiffres confirment combien on a ici affaire à une sorte de convention partagée par toute la société concernant l'ordre social genré et que l'on peut résumer par : la rue n'était pas, n'est pas, et ne sera jamais la place d'une femme. Certitude partagée donc, alors que les agressions des femmes dans la rue elle-même ne représentent que 3,7 % au niveau national.

Pourquoi les femmes elles-mêmes perpétuent-elles donc cette représentation d'un espace public interdit ? N'est-ce pas parce qu'elles ont construit leur identité en héritant du modèle patriarcal, pérennisé par leur famille d'abord, l'école ensuite et la société globale enfin ? N'est-il pas, dans ce cas, normal qu'elles aient le plus grand mal à s'en défaire ?

En attendant, durant ces groupes focus, le partage de ces expériences, vécues ou fantasmées de violence subie et la mise en récit des agressions (verbales ou physiques) semblaient conférer à chacune un véritable statut féminin. Une sorte de cooptation des unes et des autres dans le cercle des victimes, faisant office de consolidation identitaire et solidaire. Cela fait sens, tant les genres sont définis dans nos cultures patriarcales par la domination masculine et les rapports asymétriques dans l'espace public.

L'icône de la femme forte, un matraquage médiatique

Enfin, ne négligeons pas l'influence des médias et de la culture télévisuelle dans les réactions revendicatives des plus jeunes participantes des groupes focus. Citons par exemple, le mouvement « *Take back the night* » (« *Reprendre la Nuit* »), institué en 1977 par la féministe Anne Pride en Pennsylvanie. Un événement qui, s'il n'est pas explicitement présent dans les psychés de ces jeunes Françaises, aura influencé la sphère globale des idées reçues et des images de lutte stéréotypée présentes dans les séries télévisées où les femmes deviennent toujours plus invincibles.

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

A l'issue de cette réflexion sur la violence, comment redonner la confiance nécessaire aux femmes pour qu'elles soient convaincues que la rue est bien à tout le monde ? Et comment sensibiliser l'opinion publique en général, et les mères en particulier : que ce n'est précisément pas dehors que l'on court le plus de dangers ? N'y-aurait-il pas un fort enjeu démocratique à diffuser ce type de message ?

La question de la mobilité (rose)

Lors des groupes, une discussion sur la pénurie de taxis a permis d'évoquer l'existence d'un réseau associatif local Eva qui pour 10 Euros permet de disposer d'un taxi même de nuit (licence associative de 5 euros). Tant il est vrai que le problème majeur pour les femmes semble se focaliser sur leur droit à la mobilité nocturne. Verra-t-on enfin se développer en France des taxis roses¹ ? Il est en effet étonnant, vu le succès remporté par ce type d'initiative féminine, que les villes françaises ne se soient pas encore emparées d'un modèle de mobilité qui s'est exporté dans des capitales des quatre coins du monde.

2. 4. 6. | Une métropole bordelaise à mi-chemin entre grande ville et ville de province

Finalement, les revendications formalisées par les groupes de femmes semblent plus ponctuelles que structurelles :

- un peu plus de culture et d'expositions (mais aucune n'a cité Novart qui se déroulait à la même époque que la rencontre),
- des taxis qui soient plus nombreux et plus sympas,
- une piscine supplémentaire intra muros (mères avec enfant),
- de la présence humaine dans les transports collectifs, la nuit.

Mais en réalité, l'attente la plus importante appartient au registre du non-dit : une ville qui rende les femmes plus autonomes dans leurs usages diurnes et nocturnes, une liberté de déplacements, que doit venir en priorité renforcer une plus grande sécurité et une gestion plus fine des temporalités de la cité. En terme d'image, malgré l'indéniable progrès en termes d'offre de rencontres et de plaisirs que Bordeaux a pu développer, la sociabilité distillée par la culture bordelaise pose problème. Son ambiance oscille entre :

- Le champ positif de l'**anonymat**, associé traditionnellement à la grande ville et qui génère la liberté et la spontanéité de déambuler dans un espace public banalisé. Une **neutralité** qui s'apprécie hors de la tyrannie de l'intimité familiale² mais aussi hors de cet entre-soi codifié et contraignant des petites villes périphériques, où prévaut une mentalité villageoise. En effet, très peu de ces femmes n'évoquent à proprement parler de pratiques urbaines ou culturelles dans les communes résidentielles périphériques de la CUB. Leur repère d'appartenance est bien l'espace urbain bordelais dont la fréquentation confère une image de modernité et d'émancipation.

1. La compagnie de taxis « Pink Ladies Cabs », a été créée en Grande Bretagne en 2006, suite à plusieurs agressions de femmes montées à bord de faux taxis. Chauffeurs exclusivement féminins, clientèle de femmes, on peut les réserver et les payer en ligne. On trouve ces taxis rose en Italie, à Moscou, au Caire, New-Delhi, Bombay, Edimbourg, Tokyo, depuis 2010 à Beyrouth, en Palestine, au Mexique...

2. Telle est l'analyse fonctionnelle que fait de la ville le sociologue américain Richard Senneth dans « Les tyrannies de l'intimité », Le Seuil 1979.

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

- Le champ négatif relève de l'**indifférence** avec une dénonciation tacite du peu de courage civil rencontré dans l'espace bordelais. Un déficit de solidarité qui semble hérité d'une vision obsolète de l'usage de la ville dans laquelle l'inégalité des pratiques urbaines entre les sexes devient source d'**insécurité** pour les femmes. Identifié à l'esprit bordelais froid, distant et conservateur, ce provincialisme produit des codes sociaux hétéronormés que l'on retrouve dans le choix des équipements publics. La femme adulte est avant tout une mère, elle évolue dans les zones aménagées pour les jeunes enfants ou les jardins publics. Quant aux jeunes adolescentes, aucun espace créatif ou sportif ne lui est dédié, à l'instar des skate parcs pour les garçons. Associé à un état esprit historiquement marqué par la ruralité viti-vinicole, conservatrice et aisée, les comportements semblent être jugés encore peu urbains, la place de la femme y est peu reconnue au point qu'elle ne peut espérer y faire carrière ou s'y distinguer particulièrement.

Échelle locale		Échelle nationale
+ anonyme que les communes périurbaines	Situation de la métropole bordelaise en terme de sociabilité féminine	- libre que d'autres villes en France (Toulouse, Rennes ...)
+ indifférente que son quartier d'origine		- solidaire que Paris (pour celles qui y ont vécu)

2. 5. | Cartes mentales de l'agglomération et de la ville-centre

La corrélation entre des distinctions sociales persistantes entre « *bourgeois dits de souche* » et autres populations d'une part, et l'absence remarquée de pratiques spontanées de solidarité (vis à vis par exemple d'une femme publiquement agressée) d'autres part, font que, comparée à Paris, mais aussi à d'autres villes (Nantes, Toulouse, Rennes), Bordeaux, bien qu'en plein changement, n'a toujours pas atteint l'envergure d'une capitale régionale.

Ci-après ont été redessinés les espace de l'agglomération et de la ville, de jour et de nuit, d'après toutes les évocations réelles ou imaginaires recueillies au cours des trois groupes focus. Plus que n'importe quel texte ne pourrait le décrire, les pictogrammes (créés pour l'occasion à l'agence d'urbanisme) rendent lisibles les frontières entre territoires interdits et territoires de plaisir.

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

Ils correspondent trait pour trait à la fois aux « *verbatim* » émis par les participantes des groupes focus et aux dessins tracés spontanément par les groupes sur un panneau.

2. 5. 1. | Carte redessinée de l'agglomération en fonction de son taux d'urbanité, en distinguant ce qui est ville/non-ville (Voir les cartes 1 & 2 ci-après)

La description globale montre une agglomération patatoïde représentant l'aire d'appartenance élargie des participantes

- délimitée par la Rode, traversée par le fleuve et ses ponts ;
- entourée d'un chapelet de communes satellites symbolisé par des ronds ;
- un réseau radio-concentrique de bus et de routes autour de la ville-centre comme des rayons de soleil.

Un centre-ville dont les frontières varient en fonction du lieu de résidence :

- depuis la Rive Gauche, la place Stalingrad
- depuis Bègles : la gare
- depuis Talence, Pessac, Gradignan : la place de la Victoire
- depuis le Haillan : Mériadeck
- un cœur urbain innervé par la rue « Saint-Cath' » et dont font partie la Place des Quinconces, les Quais, Gambetta et Pey-Berland

Une ville « vacances » reliée :

- à la campagne, Rive gauche (Médoc) et Rive Droite par le pont d'Aquitaine (Saint-André de Cubzac)
- à la mer : à 40 minutes de l'océan (Porge ou Lacanau)

Des communes de la CUB aux statuts plus ou moins urbains

- les communes dites « mi-ville, mi-campagne », non reliées par le tram : Blanquefort, Villenave d'Ornon, Le Bouscat, Gradignan, Pessac (hors centre), le Haillan,
- les communes urbaines bien reliées au centre de Bordeaux : Cenon, Floirac, Bègles, Talence, Carbon Blanc et Pessac centre (quartiers limitrophes Rode).

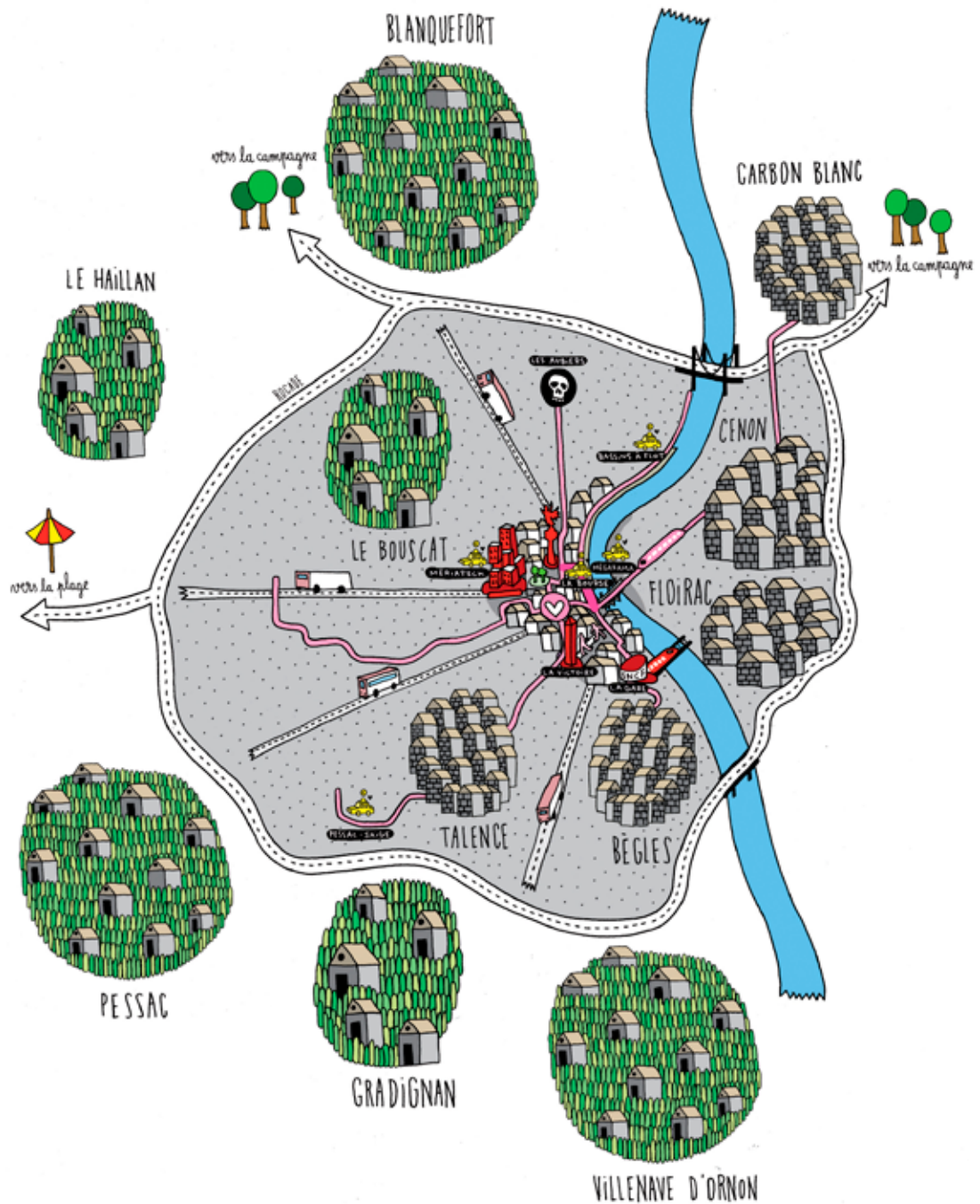
Un réseau de tramway avec des tronçons plus ou moins « désirés »

- une ligne C « adorée » sur le tronçon des Quais jusqu'aux Quinconces associée à l'image de « Bordeaux-tourisme- vacances » mais comportant un terminus repoussoir, les Aubiers ;
- une ligne A très appréciée quand on vient de la Rive Droite et fonctionnelle pour les habitants de la Rive Gauche (desserte administrative et Auchan) ;
- une ligne B moins évoquée, les habitantes des communes desservies s'arrêtent à Pey-Berland pour profiter à pied du centre-ville.

Un système de parking-débrouille (gratuit ou pas cher) :

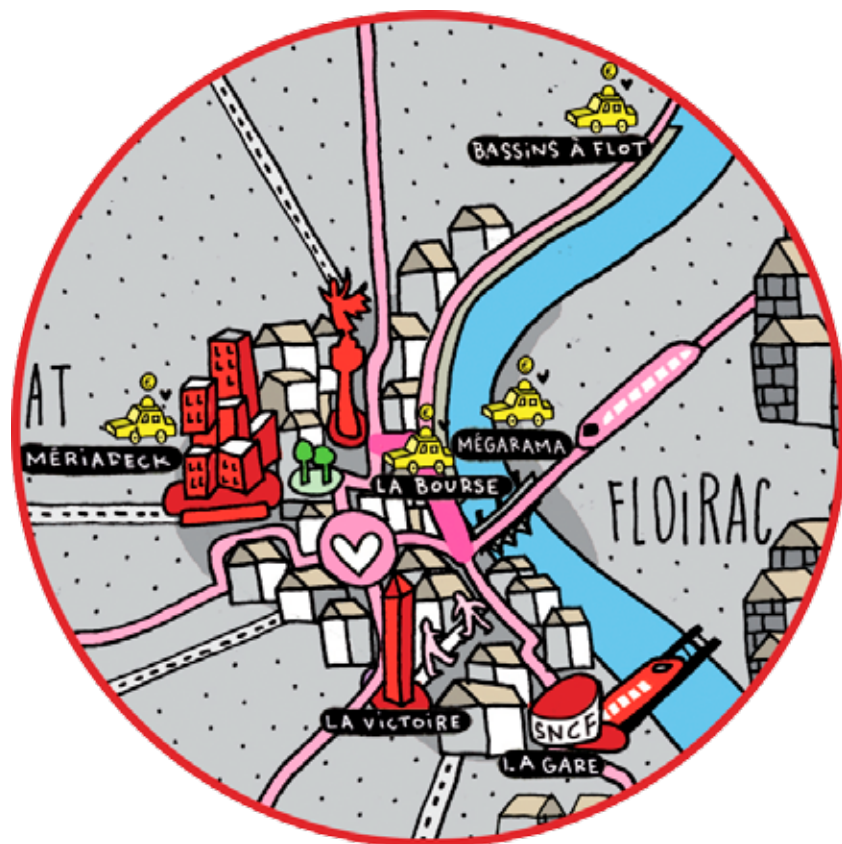
- Mégarama Bordeaux-Bastide (gratuit & réservé)
- Pessac-Saige (gratuit)
- Bassin à flot (gratuit)

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus



Une agglomération faite de villes et de non villes
Carte n°1

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus



Zoom sur le centre ville et ses circulations
Carte n°2

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

- La Bourse, la nuit (3 €)

2. 5. 2. | Un zoom sur Bordeaux, avec deux cartes sensorielles

Bordeaux diurne (voir carte 3 ci-après)

Les zones avenantes

Gambetta, la rotule

Tourny et le triangle d'or

Saint-Pierre, le salon urbain des trentenaires

La rue Saint-Cath' jusqu'à la Victoire : l'axe incontournable du lèche-vitrine

Haut de la Rue du Palais Gallien : le quartier latin

Le Jardin Public, lieu féminin par excellence, l'après-midi

Les Quais renouvelés, le miroir d'eau et le fleuve pour le bien-être des enfants, des jeunes et des aînés

Les jolis monuments (grosse cloche, la tour de Pey Berland, place de la Bourse)

Les Chartrons, un petit village où tout le monde se connaît

Une rue d'échoppes (barrière de Pessac), un petit monde à part

Mériadeck, des jardins agréables, une rupture avec la rue

Les zones repoussoirs

La Victoire, peu fréquentée par les femmes seules

Saint-Michel, la grande délaissée

Paludate, secteur festif à risque, zone glauque

Les Aubiers, à éviter à tout prix

Mériadeck, dès la fermeture des bureaux

Bordeaux nocturne (voir carte 4 ci-après)

Les zones avenantes

Paludate vu de l'intérieur (boîte de nuit)

Saint-Pierre, soirée calme, cocooning

Camille Jullian

Place de la Comédie, Bordeaux-prestige

Les Quais, si animation

Les zones repoussoirs (+ tramway et bus de nuit)

Aristide Briand, un cours insécure

La rue Camille Godard, rectiligne et sans commerce

La gare, la nuit, jamais !

Paludate, des hordes d'étudiants alcoolisés qui font peur

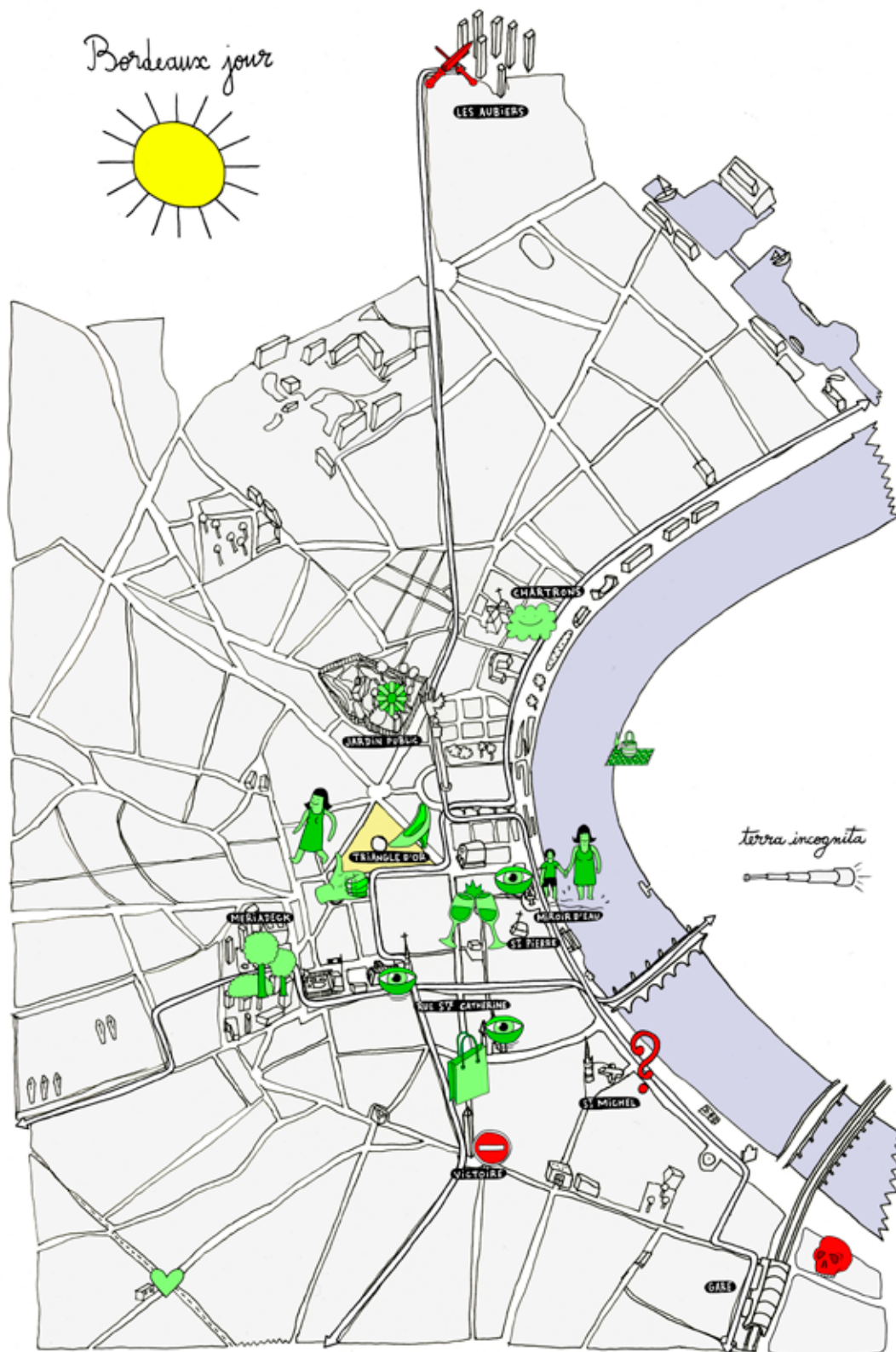
La Victoire vin, sexe et danger

Le jardin public incertain dès qu'il fait sombre

La Porte de Bourgogne (attente tramway nuit)

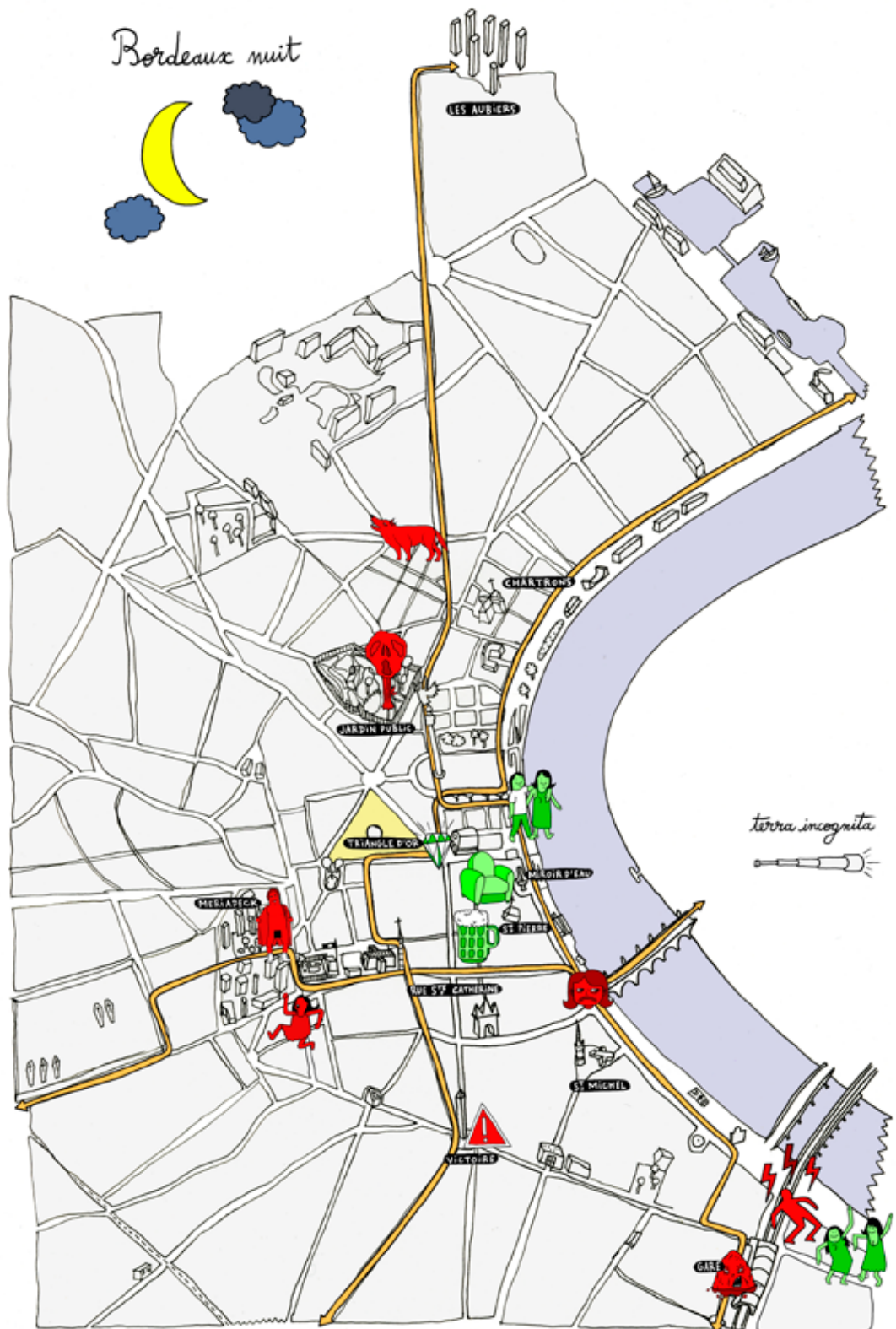
Mériadeck le soir, rôdeurs louches, agressions

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus



Bordeaux diurne, une majorité de zones avenantes
Carte n°3

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus



Bordeaux nocturne, une majorité de zones repoussoirs
Carte n°4

2. 6. | Recommandations à l'issue des groupes focus

2. 6. 1. | Une égalité spatiale genrée à l'échelle métropolitaine

Une méthode originale pour servir de levier politique

Cette étude exploratoire montre que si les différenciations d'appropriation de la ville entre hommes et femmes se pratiquent de façon inconsciente et sont quasiment imperceptibles de jour, elles ne deviennent que trop visibles, la nuit, dans l'espace et les transports publics (pour qui prend la peine de l'observer). D'où la nécessité de prendre en considération cette inégalité source d'injustice, surtout dans les déplacements à pieds ou dans les transports collectifs, afin de ne pas conforter l'hostilité des milieux urbains à l'encontre des femmes. Mais comment aider les producteurs de la ville à générer une justice entre hommes et femmes dans l'accès à l'espace collectif ? Il s'agit d'une nouvelle thématique transversale dont les professionnels de l'aménagement devraient pouvoir se saisir à l'avenir. Dans ce but, il serait judicieux de pouvoir reproduire la méthodologie de cette présente étude afin de leur fournir des données ventilées par sexes, préalable nécessaire pour rendre visible par exemple cette asymétrie d'accès à l'espace, aux équipements et au services publics. Cette étude prouve qu'il est possible de mesurer l'impact des politiques urbaines sur l'inégalité entre hommes et femmes à travers le croisement d'indicateurs spatiaux, sociaux, chiffrés et verbaux : relevés de fréquentation, cartographies sensibles, tests quantitatifs, statistiques genrées animation de groupe et enquêtes qualitatives. Sans compter bien entendu les débats qu'il serait possible d'organiser sur ce thème.

- Rationaliser les temps sociaux en priorisant la mobilité des femmes

L'organisation globale de la métropole, pensée de façon trop univoque par les hommes pèse sur les femmes qui subissent des horaires en décalage avec leurs usages. Cela reste flagrant dans les transports en commun dont les femmes sont pourtant très dépendantes. Les politiques de transport doivent intégrer que les femmes n'ont pas les mêmes rythmes et contraintes horaires que les hommes dans leurs usages de la ville. Ce grand effort à déployer pour articuler les temps de vie, professionnels et familiaux, ne pourrait-il être fait en réactivant les travaux initiés il y a 10 ans par les Bureaux du temps (Paris, Rennes) et l'observatoire de la chronomobilité (groupe Chronos) ?

Certaines préconisations ponctuelles sont simples : par exemple, l'ouverture des parkings relais toute la nuit qui permettrait aux femmes ayant des emplois de nuit (exemple : infirmières libérales, serveuses, etc.) d'y laisser leurs véhicules et de les récupérer sans crainte à n'importe quelle heure.

D'autres sont à étudier dans leur complexité, comme le recours trop systématique à l'automobile des femmes dans la CUB. Rappelons les chiffres montrant des micro trajets en boucle, leur permettant d'assumer de multiples tâches dans des délais incompressibles.

Parallèlement, elles utilisent aussi beaucoup les parkings-relais et le tramway, ce qui peut paraître contradictoire. Cela s'explique justement par une peur chronique

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

d'arriver en retard pour chercher leurs enfants, à la crèche ou à l'école. Aussi préfèrent-elles laisser leur voiture et prendre le tramway, avec lequel, elles maîtrisent très exactement leur temps de déplacement, quitte à devoir endurer un trajet plus long. Il existe ainsi une nébuleuse de peurs irrépressibles liées aux accidents de circulation mais aussi agressions en tous genres (pédophilie). C'est cette même peur qui empêchent les mères de laisser partir leurs jeunes enfants seul.e.s en vélo, ou en transport en commun au collège.

- Déjouer les peurs culturelles qui confisquent l'espace public aux jeunes filles et les prive de l'apprentissage à la rue

C'est encore l'anxiété mêlé à un souci des convenances dans l'éducation qui font disparaître les jeunes filles de l'espace public. Actuellement, un travail de recherche universitaire se déroule dans une des communes de la CUB (Floirac) sur ce thème. La doctorante, Edith Maruejols analyse comment traditionnellement, l'on détourne les jeunes adolescentes de la rue. Les filles disparaissant de l'espace public à partir de 12 ans, on verrouille peu à peu leur accès aux loisirs et aux sports collectifs pour les confiner aux pratiques jugées féminines (théâtre, danse) dans des espaces plus fermés, où elles sont comme invisibilisées.

Comment s'étonner qu'une fois adultes, les femmes véhiculent autant de craintes à être seules dans la rue, la nuit et que globalement, elles soient peu à l'aise physiquement dans l'espace public ? En s'inspirant de différents programmes de sécurité urbaine initiés en Italie (Bologne 1997) mais aussi au Canada, les collectivités locales pourraient ainsi s'engager dans une lutte contre les discriminations vis à vis des femmes.

Les élus des villes pourraient aussi faire connaître, par une campagne d'information volontariste, ce que dissimulent plus ou moins les statistiques publiques quant aux agressions faites aux femmes lesquelles semblent relayer un interdit social implicite et non fondé quant à l'illégitimité de la place des femmes dans l'espace public. Parallèlement, des programmes d'usages raisonnés de la rue et de l'espace citoyen, pourraient être dispensés dans les écoles et les associations.

- Aménager les temps urbains aussi en fonction du rôle complémentaire des hommes

On peut mesurer l'ampleur des progrès de rééquilibrage des emplois du temps à accomplir en s'inspirant de l'enquête¹ réalisée au sein du personnel de Brest Métropole Océane, par deux sociologues de l'université de Bretagne Occidentale.

La corrélation pour chaque sexe, entre le temps passé aux tâches domestiques, le mode de transport, l'accompagnement des enfants montre que 57 % des hommes estiment ne jamais être en retard contre 24 % pour les femmes. Mais faut-il aménager le temps de travail pour les mères actives seules, ce qui ne fera qu'entériner leur assignation de genre à la domesticité, ou y inclure père et mère ?

1. Brest Métropole a signé en 2009 la Charte européenne pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale, comme 67 collectivités locales en France.

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

Il est clair que l'amélioration du temps des femmes doit être pensée de façon interdépendante avec celle des hommes. En étudiant ce que vit la classe masculine en terme de résistances aux transformations rapides de la société (métamorphose des équilibres familiaux, salariat quasi généralisé des femmes, carrières de plus en plus accidentées des hommes), il s'agira de trouver des convergences utiles pour mieux articuler les contraintes des uns et des autres.

2. 6. 2. | Une prévention des risques s'appuyant sur plan de sensibilisation des élus locaux & des techniciens de la ville

- Un devoir d'exemplarité pour la métropole et ses représentants ?

La juriste Annie Junter¹ s'interroge sur le « *devoir d'exemplarité* » que s'est construit la ville de Rennes en s'appuyant sur des programmes européens soucieux de l'égalité entre les sexes. Une politique éclairée qui a favorisé l'expérience de « *bureaux du temps* » mais qui a rencontré de réelles difficultés à passer à l'opérationnel. « *Car, dit-elle, les femmes ont certes développé des compétences et une culture de l'égalité qui autorisent à parler d'une véritable **épistémologie du genre**, que la plupart des hommes, élus, fonctionnaires et représentants syndicaux ne possèdent pas.* ». Ainsi, les élus sont-ils sensiblement passés du temps des femmes à celui des villes, et en revenant à cette notion plus universelle, ont retrouvé le modèle « *androcentré* » avec tous les torts qu'il a portés aux femmes ?

Si ces démarches pragmatiques admettent une exposition aux risques plus importante pour les femmes, elles n'intègrent pas une réflexion de fond sur les causes de cet état de vulnérabilité. C'est pourquoi, une véritable politique des genres devrait interroger le cadre sociétal où sont admis ces comportements d'agression, physique ou symbolique (brimades) et tenter d'y apporter une réponse visant plus à l'inclusion des usages féminins.

Une planification attentive aux usagers vulnérables de la ville pourrait se mettre en place aux différentes étapes de la production urbaine, en impliquant personnellement les cadres administratifs et les élus porteurs de cette nouvelle impulsion. Mais comment sensibiliser durablement ces acteurs à leur part de responsabilité dans le processus de discrimination des femmes par et dans l'espace public ?

Quel principe de précaution adopter qui puisse concerner simultanément l'habitat, la mobilité, les modes de travail, de loisirs et de consommation ? La mise en chantier du nouveau PLU 3.1 sur la CUB, qui expérimente une articulation du droit des sols avec la programmation locale de l'habitat (PLH) et le plan des déplacements urbains (PDU), ne serait-elle pas l'occasion de s'emparer du genre ? En déclinant les enjeux de solidarité tant à l'échelle de la proximité qu'à celle des dynamiques métropolitaines, ne pourrait-on pas élargir le champ de la réflexion sur la liberté d'aller et venir dans tout le bassin de vie bordelais ?

1. Annie Junter, Le temps des villes à Rennes, retour sur une expérience. Economie et Humanisme, n°378, octobre 2006

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

- Lutter contre les préjugés naturalistes et autres malentendus courants

Les acteurs en charge de la planification urbaine doivent s'engager dans une chasse aux concepts erronés dans leurs discours, faits et gestes. En particulier, ce préconçu « *naturaliste* »¹ rejeté par la plupart des féministes, qui consiste à considérer les femmes « *par nature* » sujettes à des risques particuliers, dont elles seraient en grande partie responsables. La fragilisation féminine, surtout connue via les violences domestiques, entérine une confusion des sphères privée/publique, qui diffère les réponses à apporter dans l'espace public. De fait, parce que les chiffres le persuadent qu'il ne s'agit pas de son champ de compétence, le pouvoir public français focalise le problème de la violence faite aux femmes sur le terrain de l'intime (familial, conjugal voire éducatif) et reste ainsi particulièrement hésitant.

- Combattre la notion androcentrée de l'idéal républicain

En son nom, on réfute la nécessité d'établir une discrimination positive dans la population et ce, même pour corriger les inégalités de genre. Cette réaction courante dans les services des collectivités locales, a été mise en exergue par deux chercheuses en sociologie enquêtant auprès des responsables de Brest métropole². La réponse généralement obtenue lors de leurs entretiens avec professionnels et élus métropolitains fut : pourquoi opérer une distinction genrée dans les actions territoriales alors que le bien commun est, et restera l'objectif majeur du service public ?

2. 6. 3. | Un projet éthique pour la métropole bordelaise du 3^{ème} millénaire

- Repenser le genre dans la culture urbaine

C'est une entreprise novatrice et de longue haleine qui dépasse donc les enjeux strictement sécuritaires pour remettre en cause radicalement l'ordre qui préside à l'organisation de la société, voire de la pensée. Comme l'analyse la philosophe Geneviève Fraisse³ : « *différence sexuelle et genre expriment, dans le mot même, une proposition philosophique : la différence sexuelle affirme la différence ; le genre reconduit l'opposition binaire du biologique et du social* ». Aussi poursuit-elle pour éviter ce déterminisme biologique, en anglais, c'est le terme « *gender* » qui a été utilisé. Alors que le français (ou l'allemand) utilise ce mot comme un indicateur grammatical (le genre masculin, le genre féminin) et comme un terme général (le genre humain), le terme anglais se veut être un universel constitué de la représentation des deux sexes. Or, parce que la différence des sexes est au principe de la pensée humaine qui ordonne et structure le monde de façon binaire, il nous est tout simplement très difficile de penser l'universel « *genre* » comme un objet de philosophie appliqué à l'aménagement. Cependant, n'est-ce pas pour une collectivité locale une formidable stratégie à long terme que de développer les outils et dispositifs expérimentaux qui permettent l'accès de tous à cette ressource économique, sociale et culturelle majeure qu'est la ville ?

1. Marylène Lieber dans « Lien Social et Politiques » n° 47, 2002. « Femmes, violences et espace public: une réflexion sur les politiques de sécurité ».

2. La prise en compte du genre au sein d'une collectivité territoriale. Marie-Laure Deroff, MCF sociologie, ARS-EA3941, Université de Bretagne Occidentale, Nicole Roux, MCF sociologie, ARS-EA3941, Université de Bretagne Occidentale.

3. Geneviève Fraisse « A côté du genre » sexe et philosophie de l'égalité Le Bord de l'eau, Paris octobre 2010. page 49

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

- Lier gestion urbaine de la vulnérabilité féminine et éthique du Care

Le philosophe français Paul Ricoeur (1913- 2005) aurait positionné l'axe de développement des politiques de genre, entre utopie et idéologie : «*La fragilité est le lieu de la responsabilisation de chaque citoyen. Il faut qu'il sache que la grande cité est fragile, qu'elle repose sur un équilibre constitutif du vouloir vivre ensemble*». Cette vulnérabilité collective en appelle au souci que tout humain doit accorder à la vie d'autrui et à la sienne. Le retour dans le champ collectif des notions de «prévenance», «sollicitude» et de «prendre soin» qui sont toutes incluses dans le mot « care », étaient autrefois reléguées dans le champ du médico-social et de la féminité. Aujourd'hui, une nouvelle éthique contemporaine est en train de naître qu'il s'agit d'intégrer peu à peu dans les politiques nationales.

Plus encore qu'une moralité féminine basée sur l'empathie et la compassion, la notion du care est définie comme un engagement en acte, «*tout ce qui peut être fait pour maintenir, perpétuer et réparer notre monde*».¹ Mais quelle approche opérationnelle saura anticiper la dérégulation sociale qu'engendrent les actes d'agressions et de violences subis par les femmes dans les espaces tant privés que publics ? S'opposant à une politique du «*cure*» ciblée, segmentée et linéaire, qui se contente de guérir l'impact des violences ou réparer les injustices après coup, le principe de précaution du «*care*» vise à prévenir l'anomie sociale et à préserver l'autonomie des citoyens. Elle valorise l'image féminine porteuse d'une «*expérience séculaire du souci des autres*».²

En s'inspirant des approches théoriques américaines comme celles développées par Carol Gilligan³, les politiques pourraient investir les liens d'interdépendance (et non seulement les liens marchands) qui unissent l'ensemble des citoyens.

Un programme d'action fondé sur le genre & le "care" pourrait se donner comme objectif de :

- revaloriser le potentiel économique et solidaire que représentent les activités informelles des femmes vis à vis de leur entourage («*aidantes dites naturelles*»).
- traduire leur rôle de pivot entre les générations en terme monétaires pour en mesurer l'impact sur la viabilité des familles, des associations et la vie des quartiers.
- communiquer sur la plus-value sociale et économique invisible de l'action féminine afin de légitimer l'action des pouvoirs publics pour leur droit à la ville et la parité.

1. Joan Tronto Un monde vulnérable. Pour une politique du Care »; Traduction française H. Maury, La Découverte, 2009. Lire sur le net, l'analyse critique de la philosophe Fabienne Brugère.

2. Fabienne Brugère, Le sexe de la Sollicitude, Paris, Seuil, 2008

3. Carol Gilligan 1982 : In a different voice, traduction française, 1986 « Une si grande différence »

Partie 2 | Approche compréhensive par les groupes focus

- La nécessité d'un plan d'action global pour la gestion des genres

Loin d'équiper la ville de télé surveillance ou d'y faire circuler des patrouilles de police, une prévention des risques urbains pourrait se concrétiser par un plan de communication, un plan lumière plus adapté, une animation virtuelle des linéaires de rue sans pieds de portes commerciaux, le passage aléatoire d'un « gardien de nuit urbain », présence humaine pacifique mais indispensable pour dissuader les excès constatés d'ivresse sur la voie publique et dans le tramway. La diversification de l'offre en transports publics ou subventionnés (taxis roses, parkings sécurisés) fait également partie des premières actions prioritaires. Quant à la réorganisation des temps de la ville pour mieux en favoriser l'usage par les femmes, elle est au cœur de la transformation à amorcer, laquelle ne peut se passer de l'engagement politique et de prise de position claire sur la question. En définitive, riche de ses particularismes, la métropole bordelaise peut se saisir de cette nouvelle thématique sociale pour **optimiser le bien-être urbain** en repensant les bases d'un confort d'usage pour tous les sexes, incluant la reconnaissance des « nouveaux sexes ».



Partie 3 | Les travaux de micro-géographie dirigés par ADES

« *L'espace est un produit social* »

P.H Chombard de Lauwe

Préalable épistémologique à la géographie du genre

L'approche monographique des sites permet de faire le lien entre deux modes de compréhension, l'un issu de l'observation spatiale géographique, l'autre des interactions sociales ayant lieu sur les sites, produites en particulier par les relations de genre. Il s'agit pour la recherche d'explorer de nouvelles possibilités de description des espaces à des fins prospectives et dans une visée pragmatique d'aménagement durable de la ville, envisagé comme une condition de la cohésion sociale. La géographie est ici définie comme une science sociale, attachée à penser l'espace des sociétés humaines (Lévy et Lussault, 2003). L'humain y apparaît à la fois comme usager et constructeur des espaces qu'il occupe. Il n'est pas seulement assigné à des lieux fonctionnels pour résider, travailler, se distraire. Il se trouve aussi, le plus souvent, dans des situations de mobilité au sein de ces espaces où se déroulent des interactions complexes relevant en même temps de plusieurs registres des activités humaines. A la fois prévisible et imprévisible, cette occupation de l'espace par des hommes et des femmes est indissociable des émotions qu'ils-elles ressentent, émotions dont l'expérience répétée construit la spatialité des acteurs : peur de certaines rues le soir, évitement d'espaces occupés par un groupe de personnes en stationnement, claustrophobie dans un immeuble de bureau, attrait des larges espaces ouverts, recherche de lieux de rencontre identitaires ou intersexes.

Dans cette perspective où le corps et les émotions qu'il ressent (et qu'il génère) sont pris comme une « *information scientifique à part entière* »¹, le genre représente une entrée déconstructrice si l'on considère que la ville a été de façon très ancienne pensée par les hommes pour les hommes, et de façon plus récente par les hommes adultes pour toutes les autres catégories d'humains.

La mise à l'écart du corps et de l'émotion apparaît pour de nombreux auteur.e.s contemporain.e.s comme une des caractéristiques de la construction d'un savoir masculin et androcentrique. La variable genre appliquée à l'analyse des espaces est alors considérée comme une possibilité d'interroger d'une façon nouvelle ce que l'on sait des espaces, non seulement pour connaître la position et les déplacements différents des hommes et des femmes mais aussi pour comprendre comment ces « *arrangements* » qu'ils opèrent entre eux, que ce soit d'une façon volontaire ou contrainte, constituent à la fois une matrice des configurations spatiales et la possibilité d'une approche différente de l'aménagement et de l'urbanisme.

1. « De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive » Christian Ghasarian (dir) Armand Colin 2002. Dans l'anthropologie réflexive, les anthropologues prennent en compte leurs propres conditionnements culturels, les forces épistémologiques et politiques qui les animent. L'ethnopsychiatre François Laplantine, lui, revendique une anthropologie « fragile », sur le « mode mineur », capable de se remettre en cause.

Méthodologie d'enquête par micro-sites (ou monographie)

Les rapports hommes/femmes construisent des usages différents de la ville selon les sexes, mais mettent aussi en relief les temps et lieux où ces usages sont communs. Même si l'approche de terrain ne reproduit que partiellement les usages métropolitains, elle éclaire de façon assez systématique (comptages, relevés de présence et témoignages) comment se façonnent des espaces publics mixtes ou au contraire plus spécifiques. Elle donne ainsi à voir la spatialisation des statistiques genrées et des usages subjectifs de la ville décrits précédemment. Cette connaissance pragmatique permet non seulement de mieux saisir les mécanismes d'éviction ou d'agrégation dans l'espace mais aussi de repenser l'aménagement raisonné de l'espace urbain en tenant compte de la variable genre et des relations intersexes.

Le premier site étudié appartient au registre « *lieux de fêtes et riverains* ». Le site choisi est le Quai de Paludate qui est inscrit dans un projet de rénovation urbaine (OIN). Situé dans un quartier délaissé près de la gare Saint Jean, il concentre une grande quantité de discothèques, bars, cafés concerts ouverts la nuit. Il est un des lieux privilégiés de la fête étudiante.

Le deuxième site relève de la catégorie « *stations de tramway, lieux de transit et lieux de vie, corridors d'influence* ». La station de la Porte de Bourgogne a été abordée comme un espace de transit entre les deux rives, entre deux portions de Quai à forte identité, entre les Quais et le centre ville. C'est un nœud de communication important avec un environnement de commerces de proximité hétérogènes et multiculturels.

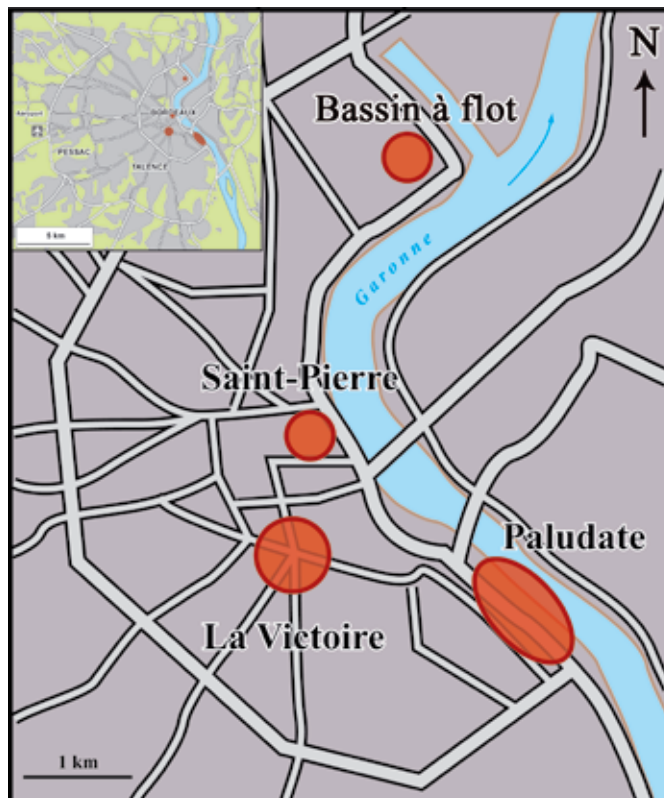
Le troisième, du registre « *jardins et espaces publics* », a été choisi dans la commune de Blanquefort. Le parc de Fongravey, volontairement aménagé en parc ouvert, en plein cœur de ville, est aussi un lieu d'accueil pour les associations et services municipaux dans des bâtiments anciens rénovés. Pourvu de quelques équipements sportifs (tennis, skate parc), il accueille chaque année un certain nombre de manifestations culturelles, en particulier le festival jeune public l'Echappée belle, de renommée nationale.

3. 1. | Lieux de fêtes étudiantes et leurs riverains, le Quai de Paludate

Les observations ont été réalisées par des étudiant.e.s de l'Université de Bordeaux 3 Michel de Montaigne, rémunéré.e.s par l'UMR ADES-CNRS dans le cadre de conventions de stage.

Observations : *Cécilia Comelli & Gaëlle Steyaert*

3. 1. 1. | Paludate, un site festif aux confins des Quais, en mutation



Carte n°5 Les principaux sites festifs bordelais

Situé dans un quartier délaissé près de la gare Saint Jean, Paludate concentre une grande quantité de discothèques, bars, cafés-concerts ouverts la nuit. Il est un des lieux privilégiés de la fête étudiante.

1. Discothèques ouvrant tard dans la nuit et ouverts jusqu'au matin. Avant le changement récent de législation, les discothèques devaient fermer à 4 heures du matin, les after ouvraient à 6 heures. Cela entraînait une présence de nombreux noctambules dans le quartier entre 4h et 6h, source de problèmes. Le nouveau décret autorise l'ouverture des discothèques jusqu'à 7 heures du matin.

Partie 3 | Les travaux de micro-géographie dirigés par ADES

C'est le pôle nocturne de la ville de Bordeaux (voir ci-dessus la carte de situation) Le secteur d'étude a été délimité par le pont de chemin de fer au nord et le rond point séparant le Quai de Paludate du Quai de Brienne, au sud et la rue Bac Minh à l'ouest (derrière la gare), le Quai de Paludate et la Garonne marquant la limite est de cette zone. Les rues adjacentes, comme la rue des Terres de Borde, la rue Cabanac et la rue du Commerce sont intégrées au périmètre étudié car on y retrouve également des établissements du monde nocturne (discothèques et afters¹ principalement). Le parti-pris est d'analyser les pratiques et représentations inhérentes à ce lieu en se focalisant sur certains aspects, à savoir le genre, la sécurité et les flux.

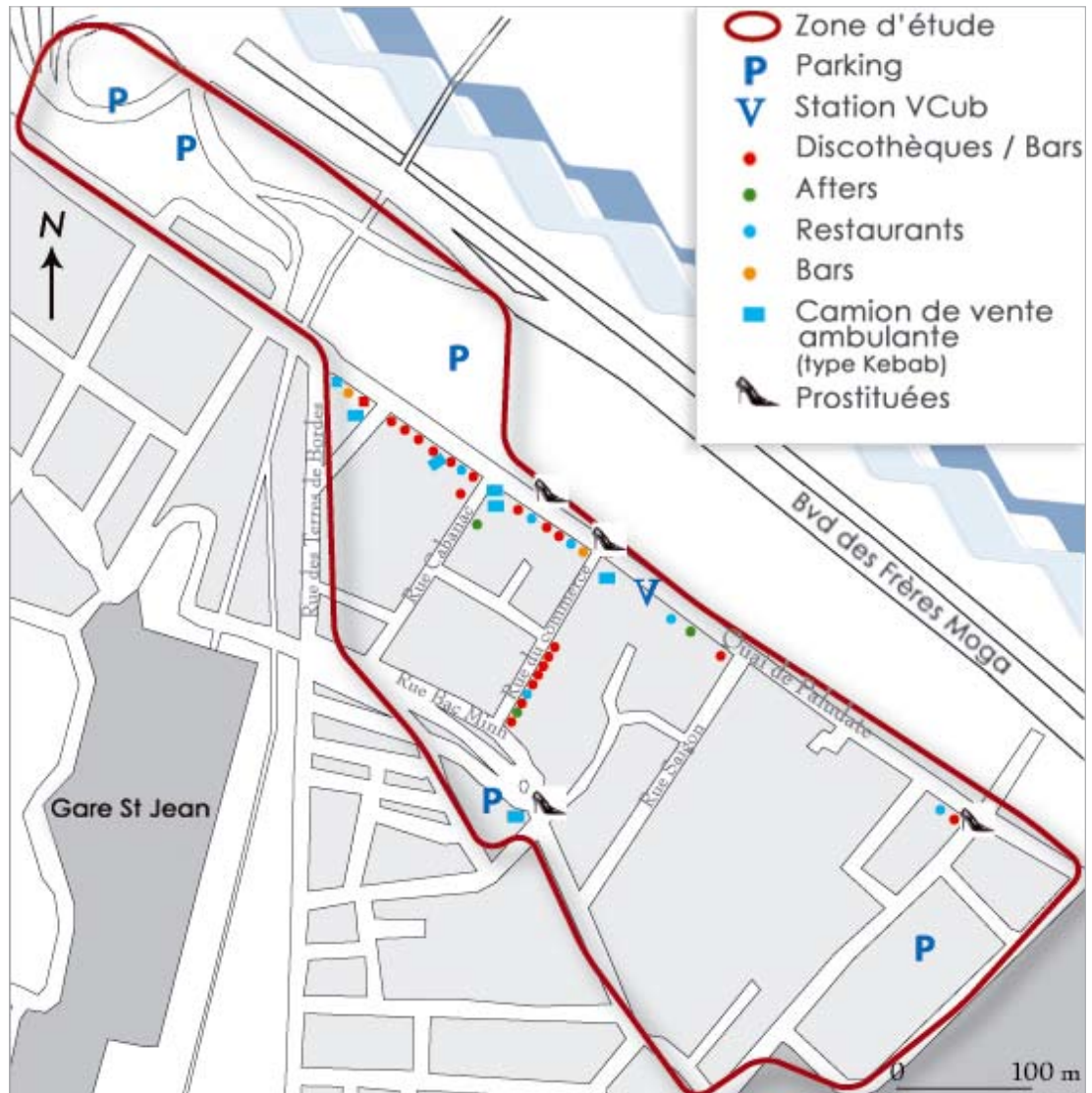
L'espace public nocturne, mission de terrain et enquêtes tous azimuts

La méthode employée pour ce travail s'est divisée en plusieurs phases : observation, enquête, cartographie. La première phase est l'observation et le recensement des activités présentes. Dans les divers types d'établissements, les enquêtes se sont déroulées les jours les plus fréquentés, du jeudi au samedi, et sur des tranches horaires variables de 22 à 5 heures. L'observation de l'espace public, rues et abords des établissements, a permis de dégager les principaux flux de circulation et de stationnement. Puis, l'investigation s'est focalisée sur l'observation des bars et des discothèques. Dans les espaces qu'ils soient privés ou publics, le regard s'est attaché à étudier la pratique des lieux en fonction du genre et de l'âge des usager.e.s. La deuxième phase a été réalisée en deux temps. Initialement, les résultats d'un questionnaire, réalisé dans le cadre d'une thèse, sur les pratiques et représentations de la nuit à Bordeaux (1500 réponses ont été reçues) ont permis d'obtenir une première vue d'ensemble de la vie nocturne bordelaise.

Cette exploration quantitative a été suivie d'une série d'entretiens qualitatifs menés avec des étudiant.e.s fréquentant régulièrement le secteur de Paludate. Ont été distinguées les pratiques individuelles et de groupe sur le quartier, ainsi que les représentations qu'ils-elles en ont. Enfin, des personnes travaillant dans le monde de la nuit ont été rencontrées (deux entretiens) pour recueillir un écho sur leur fonctions et rôles dans les établissements, ainsi que sur leurs appréciations de la nuit bordelaise et les évolutions qu'ils ont constatées. Pour la réalisation de cartes, ces observations de terrain ont permis de recenser et situer précisément les différentes activités.

3. 1. 2. | Recensement des activités festives et type de fréquentation nocturne

La carte ci-après, décrit la zone d'étude et ses implantations festives ou liées à la fête : ont été recensés 19 discothèques, 2 bars, 4 restaurants, 5 camions de vente ambulante (type kebab), une sandwicherie (fixe) et 3 afters. La fréquentation, sur les 3 soirs d'observation montre des fonctionnements similaires mais une variation du type de clientèle. Ainsi, les étudiant.e.s sont plus nombreux. Le jeudi soir. Le vendredi et le samedi soir la clientèle est composée de jeunes adultes plus âgé.e.s.



Carte n°6 Secteur Quai de Paludate & ses implantations festives

Les circulations piétonnières générées selon l'heure et le secteur

Un comptage des hommes et des femmes dans l'espace public (rues, trottoirs, parkings) a permis de constater que les hommes sont plus nombreux que les femmes quels que soient les soirs de la semaine, dans une proportion variant de 58% (jeudi soir) à 53% (samedi soir). Cependant cette proportion varie selon l'heure : les femmes sont plus nombreuses que les hommes tous les soirs avant 2 heures du matin, beaucoup d'hommes arrivant plus tard, après la fermeture des bars. Les femmes qui sont de sortie, d'une manière générale, circulent mais ne stationnent pas dans la rue, elles se dirigent vers les discothèques, bars ou vers les transports qu'elles empruntent au retour. Les fumeuses stationnent en groupes mixtes devant les établissements lorsque ceux-ci ne possèdent pas d'extracteurs de fumée. Elles se tiennent

Partie 3 | Les travaux de micro-géographie dirigés par ADES

dehors, en présence des portiers (ou physionomistes) qui surveillent les entrées et sélectionnent la clientèle. Sur les autres espaces, des femmes stationnent, ce sont des prostituées. Notons une localisation différente entre les types de femmes. Les prostituées de type africain se retrouvent, seules ou à plusieurs, au même endroit. Leur nombre et leur position géographique varient selon les soirs.

Les prostituées de type européen, sont localisées à proximité du marché de Brienne (camions).

Des hommes seuls, à deux ou en groupe stationnent ou circulent lentement sur la voie publique, assurant, en plus des personnels des discothèques, une présence permanente fixe d'hommes sur l'espace public.

Cette présence est particulièrement forte dans la rue Bac Minh et sur les parkings où nous avons observé plusieurs soirs des groupes de jeunes hommes. Des voitures de police effectuent des rondes et ralentissent pour observer ces hommes ou ces groupes d'hommes. D'une façon générale (cf. entretiens), les femmes autres que les prostituées circulent à allure égale (« *ni trop vite pour ne pas sembler avoir peur, ni trop lentement pour ne pas avoir l'air de chercher quelqu'un* »)¹ Les hommes semblent circuler et stationner de façon plus libre. On peut penser que le stationnement des hommes ou leur déambulation correspondent, au contraire des femmes, à une attitude « normale », même si certains hommes disent eux-aussi appréhender le fait de traverser certains espaces.

3. 1. 3. | L'usage des espaces privés, la nuit

La présence féminine dans les boîtes, l'indice d'un bon fonctionnement

La plupart des discothèques sont ouvertes du jeudi soir au samedi soir. Certaines sont gratuites ou appliquent un tarif préférentiel pour les femmes en début de soirée. Cette tarification indique que pour les établissements, la présence des femmes en grand nombre est une garantie de leur succès. Cette proposition peut être interprétée de plusieurs manières. Premièrement pour la clientèle d'hommes, le nombre de femmes dans une discothèque est un élément d'attractivité. Le fait qu'il existe à l'entrée une « *sélection des femmes sur le 'physique'* » (mentionnée dans un entretien) confirme l'hypothèse que les femmes font partie de l'offre commerciale des discothèques. Deuxièmement pour les femmes, la présence d'autres femmes en nombre est rassurante : les discothèques en montrant qu'elles « *aiment les femmes* » leur garantissent des soirées où elles seront bienvenues et protégées.

Troisièmement la gratuité des établissements certains soirs (jeudi soir) attire une clientèle d'étudiantes aux faibles revenus (cf. seuil de pauvreté décrit par les organisations syndicales étudiantes qui concernerait 15 à 30% des étudiant.e.s).

La clientèle est mixte quel que soit le soir, avec toujours un peu plus d'hommes, ce qui montre que les adaptations tarifaires portent leur fruit (mais pas seulement elles). Dans la plupart des établissements, le prix d'entrée varie entre 8 et 10 euros, ce qui comprend une consommation. Le vestiaire est parfois payant pour des raisons de

1. Voir dans la bibliographie, les ouvrages de Marylène Lieber (2008) et Yves Raibaud.

Partie 3 | Les travaux de micro-géographie dirigés par ADES

sécurité. Quand il n'est pas compris dans le tarif d'entrée, le vestiaire (obligatoire pour des questions de sécurité) coûte 2 euros par personne. Les étudiant.e.s sont plus nombreux le jeudi soir. Certains établissements reçoivent une population plus âgée. C'est le cas, par exemple, de la Distillerie qui abrite également un restaurant à l'étage, la clientèle du restaurant finissant ses soirées sur place. On note aussi que plus les critères d'entrée sont sélectifs (tenue, physionomie), plus la population est âgée.

D'autres établissements se distinguent par une clientèle spécifique. C'est le cas des discothèques situées rue du Commerce proposant une ambiance « afro » et du Shine, rue Cabanac qui est une discothèque gaie¹ reconnue de Bordeaux. Le Shine et la Fabrik (hétéro) communiquent à l'intérieur. Cela ajoute à leur attractivité : la mixité « homo/hétéro » semble être une garantie d'ambiance. L'entrée de ces établissements est ouverte à tous.

Des accès aux lieux festifs peu engageants et désorganisés

Plusieurs soirées de suite, l'observation s'est attardée sur les flux qui amènent les usagers au quartier de Paludate. Tous les moyens sont utilisés (à pied, vélo [faiblement utilisé], transports en commun, taxi, véhicule personnel). L'aller et le retour peuvent mobiliser des modes différents (par exemple aller en tram, retour à pied ou en taxi collectif après 1h).

Le flux des piétons est dense le long du cours de la Marne entre 23h et 2h, croisant d'autres affluences nocturnes (place des Capucins, carrefour cours de la Marne/cours de l'Yser, gare Saint-Jean). Le flux des piétons sur les Quais est moins dense, sauf sur le secteur Conservatoire[tram]/Paludate, côté ville. Les parkings sont saturés (stationnement anarchique) Quai de Paludate, pont de Pierre, pont Eiffel, Abattoirs, rue Bac Minh, rue Clément Thomas.



Quai de Paludate de nuit. (février 2011)

Photographie n°1

1. "gai.e.s" est utilisé plutôt que "gay". Cette orthographe est acceptée par tous les dictionnaires de l'homophobie [L.G THIN 2008]

Sur les parkings, on observe un usage comparable au botellon espagnol : autour de plusieurs voitures transportant de l'alcool, des groupes de jeunes « se chargent » avant d'aller dans les boîtes, dans lesquelles les boissons sont vendues à des prix élevés. Le retour pose problème. Les contrôles d'alcoolémie, peu fréquents, sont très risqués pour les jeunes conducteurs, et le thème des « capitaines de soirées » (conducteurs qui se privent d'alcool pour raccompagner les autres passagers) difficile à tenir. Il semble qu'il y ait peu de taxis disponibles.

3. 1. 4. | Des caractéristiques d'ambiance attractive/répulsive

Du côté des jeunes étudiantes, Paludate : un vrai goût de fête !

Les étudiantes interrogées qui fréquentent le Quai de Paludate sont plus souvent originaires d'autres villes et disent apprécier la vie nocturne de Bordeaux « *J'apprécie, c'est mieux qu'à Angers. Angers c'est très calme... Je sors le jeudi soir car il y a des soirées étudiantes, et le week-end aussi car je ne rentre pas souvent à Angers (Mélicha)* ». « *Bordeaux est très animée la nuit. J'ai vécu 4 ans à Rennes, j'avais plus peur à Rennes (...) dans la rue ça finissait très souvent en bagarre (Carolina)* ». Carolina, originaire du Chili, depuis 4 ans en France, apprécie Bordeaux en général et le quartier de Paludate comme quartier de fête en particulier. Solène est originaire de Langon, petite ville de l'est girondin. Elle a commencé à sortir en boîte avec sa mère le week-end, puis lorsqu'elle est venue à Bordeaux pour ses études. Elle apprécie particulièrement le Quai de Paludate où elle revient régulièrement.

Les étudiantes choisissent le Quai de Paludate pour sa diversité : un très grand nombre de boîtes, moins sélectives que dans d'autres quartiers « *Ici je suis un peu connue, ailleurs j'ai été refoulée à cause de mon physique¹* ». Elles ont leurs habitudes et reviennent généralement dans les mêmes boîtes qui correspondent à leurs goûts musicaux. Cependant les plus âgées disent quitter Paludate pour d'autres quartiers.

Paludate apparaît comme un quartier « *festif et jeune* » où il y a une bonne ambiance de fête jusque tard dans la nuit. Le quartier n'est pas intéressant avant minuit - une heure du matin et la récente autorisation d'ouverture d'un certain nombre de boîtes jusqu'à 7 heures du matin permet de prolonger les soirées.

Les jeunes filles préparent en général leur soirée à l'avance. Elles y vont le plus souvent en groupe (mixte, ou groupe de filles), ou avec leur copain. Elles mettent du soin à se préparer (robes ou jupes, maquillage, talons). Elles se retrouvent avant avec les personnes qui vont les accompagner « *On se retrouve chez quelqu'un en ville, ou chez moi à Pessac, ou dans un bar de la Victoire vers 21 heures, on boit, on mange, on sort après, vers minuit une heure en boîte* ». « *Souvent on va au resto, ou on mange chez des amis, et après on va en boîte de 2h à la fermeture* ». « *Je me prépare, je sors de chez moi, on se rejoint chez une des copines qui habitent le plus vers le centre, on décide d'aller à un bar ou à une terrasse de café, après on prend un taxi et on va en boîte jusqu'à 4 ou 5 h.* ».

1. Solène pense que c'est parce qu'elle est « un peu ronde ».

Partie 3 | Les travaux de micro-géographie dirigés par ADES

Elles disent y aller pour s’amuser en groupe, danser, écouter de la musique. Elles reconnaissent facilement boire et fumer (tabac, herbe) mais parlent peu des rencontres qu’elles font en boîte. D’une façon générale, elles disent se sentir bien dans ces lieux de fêtes et avoir envie d’y retourner.

Une échelle d’insécurité variant selon la qualité des accès et la présence humaine aux abords des établissements

La sécurité revient dans les entretiens de façon récurrente. Paludate est connu pour sa violence (confirmée périodiquement par des faits divers relatés dans la presse), mais le quartier bénéficie aussi d’une surveillance importante qui en fait un quartier rassurant. Les portiers (agents de sécurité, physionomistes) devant les boîtes, les rondes de police tout au long de la nuit, les fumeurs (en raison des lois sur l’interdiction du tabac dans les lieux publics) assurent une occupation permanente du trottoir et de la rue.

Aucune étudiante interrogée ne fait état d’incident particulièrement violent à l’intérieur des boîtes, même si elles mentionnent y avoir été parfois importunées, voire harcelées ou agressées. Dans ces cas, une simple plainte auprès des videurs suffit à les protéger.

Les quartiers qui leur apparaissent plus dangereux que Paludate dans cette partie Nord-Est de Bordeaux sont, dans l’ordre, la Victoire, le cours de la Marne, les Quais, St Michel. L’autre quartier de fête nocturne, le bassin à Flots, semble avoir à peu près les mêmes caractéristiques que Paludate : assez sûr quand on y est, mais dangereux dans ses alentours, ce qui freine l’accès. Pour aller à Paludate, deux itinéraires d’accès sont particulièrement craints : les Quais et le cours de la Marne. « *Les quartiers qui me font peur ?... les Quais, la Victoire, le cours de la Marne... Y a beaucoup de gens qui traînent, des SDF, des zonards, des dealers, j’ai une copine qui s’est faite agressée* ». « *Il y a beaucoup de gens saouls, des garçons en bande qui te parlent, parfois c’est de l’humour mais on ne sait jamais* ».

Des noctambules ayant développé l’art de déjouer le danger

Itinéraires d’évitement, horaires limités et tenues de camouflage sont de rigueur pour la population féminine qui veut faire la fête.

Même si les enquêtées ont déclaré pour la majorité sortir en groupe, et ont avoué de façon récurrente un sentiment d’insécurité, les obstacles ne sont pas suffisants pour dissuader les étudiantes de fréquenter Paludate. Elles utilisent un certain nombre de solutions stratégiques pour se déplacer. La voiture comporte toujours le risque que personne ne soit en état de la reprendre au retour (ébrété). La solution consiste à utiliser les transports en commun, mais Paludate n’est pas très bien desservi, il n’y a pas de bus et de tram au milieu de la nuit. Le taxi collectif semble être un moyen privilégié par les étudiantes enquêtées.

Partie 3 | Les travaux de micro-géographie dirigés par ADES

Une autre stratégie est l'auto-défense, du type bombe lacrymogène. « *J'ai une bombe lacrymo et je garde mes clés à la main quand je sors pour retourner à ma voiture* », solution qui rassure un peu mais cristallise aussi le sentiment d'insécurité des femmes dans la rue. La troisième consiste à calculer ses itinéraires pour éviter les coins « *craignos* » et éviter de se montrer en « *tenue de soirée* » en se recouvrant de vêtements larges. Une étudiante nous dit faire le trajet en chaussures plates (permettant de courir) et garder ses souliers à talons dans son sac.

La vulnérabilité des femmes dans la rue semble être un fait tenu pour acquis (M. Lieber, 2008). La solution trouvée par les étudiantes consiste alors à contourner les peurs et les interdits par des stratagèmes. Paradoxalement, le Quai de Paludate apparaît rassurant par les dispositifs de sécurité qui protègent les étudiantes au sein des enceintes de fête, alors que la rue leur apparaît toujours aussi dangereuse.

Du côté des étudiants, un quartier mal famé où le risque d'agression n'est pas un vain mot

Du côté des étudiants la peur apparaît tout aussi forte. Pierre reconnaît avoir peur la nuit « *du côté des Capucins, cours de la Marne (...) il se passe plein de choses, des grosses voitures traînent, c'est pas rassurant* ». Le quartier de Paludate ne lui fait pas spécialement peur, mais il pense qu'il est « *craignos pour les filles, elles peuvent se faire embêter près des boîtes wech* ». Idem pour Ugo « *C'est craignos pour les filles : les jeunes et l'alcool, ça crée des problèmes. Paludate c'est très surfait, mais beaucoup de gens y vont* ». Il précise cependant : « *ça craint moins que ce qu'on pense* ». Ugo pense « *qu'il y a moins de taxis et plus de flics depuis l'agression (un meurtre en 2010)* ».

L'intérêt de Paludate, c'est de pouvoir continuer la fête après 2 heures « *avant on sort dans des bars, on joue au poker* ». « *C'est un défouloir pour être bourré, fumer, danser* ». Les étudiants parlent plus facilement de leur consommation que les étudiantes (alcools forts, rhum, joints), omettant probablement les pratiques les plus illicites ou dangereuses. D'après un portier (voir plus bas) « *dans tous les établissements (...) la cocaïne, le shit font partie de la vie de la nuit depuis toujours (...). Les gens sortent pour se droguer dans les voitures* ».

Ugo sort dans des boîtes gaies « *où la population n'est pas violente* ». Une de ces boîtes (la meilleure de Bordeaux, dit-il) est très fréquentée et on peut circuler entre les deux parties, la boîte hétéro et homo. Avant il n'y avait qu'une seule entrée, mais maintenant qu'il y a une entrée spécifique, il trouve que cela l'expose un peu à l'insécurité lorsqu'il y a une file d'attente dehors. Cette appréciation est confirmée par un agent de sécurité « *A la Fabrik et avant au Polux (même lieu), je travaillais aussi à la grande Polux (boîte gais à l'étage), avant il n'y avait qu'une entrée (...). Depuis il y a deux entrées séparées, une pour le Shine (boîte gaie), une pour la Fabrik, ça crée des problèmes* ».

Partie 3 | Les travaux de micro-géographie dirigés par ADES

Ugo n'a pas constaté d'agression physique envers les clients homosexuels mais il se sent souvent dévisagé par des regards hostiles « *Je n'embrasserai pas un garçon devant la boîte par exemple* ». A l'instar des étudiantes, même s'il craint les « *regards malveillants* » aux abords du Shine, l'insécurité n'est pas suffisante, dans la perception qu'il en a pour le dissuader de venir s'amuser Quai de Paludate.



Paludate, la file d'attente à l'entrée d'une boîte (février 2011).

Photographie n°2

Tranquillité urbaine et esprit festif, un attendu paradoxal

Le personnel des discothèques, en particulier les videurs, constatent qu'il ne se passe pas un week-end sans incident, de nature plus ou moins grave. L'un d'eux déplore également un manque de présence policière. Certains taxis refusent même de desservir cette zone.

Les agents de sécurité se définissent comme des « *physionomistes* » car leur principale fonction à l'entrée consiste à réserver l'accès de la boîte aux personnes « *sans histoire* ». Cependant ils ont aussi une fonction d'accompagnement de sécurité (malaises, évanouissements) et de « *videur* » dès qu'une personne trouble la fête. Tout en valorisant leur métier qui garantit la tranquillité des lieux, ils sont très concernés par les attaques dont ils sont l'objet, quant à leurs choix d'entrée (cf. testing des associations de lutte contre les discriminations).

« *Il y a parfois un amalgame entre la culture étrangère et la culture française. Exemple : vendredi, deux maghrébines de 20 – 22 ans sont arrivées en demandant 'c'est combien l'entrée ?', là je leur explique qu'on dit bonjour d'abord, elles m'expliquent que chez elle en Algérie on demande le prix avant de dire bonjour. Elles ont commencé à parler de leur problème d'intégration et à être agressives. Elles n'avaient pas du tout l'esprit festif* » (...)

Partie 3 | Les travaux de micro-géographie dirigés par ADES

Quand il refuse le droit d'entrée, les situations, selon lui, se ressemblent : « *Les Français sont en état d'ébriété, d'agressivité. Les gens de couleur émettent un lien entre le refus et leur couleur de peau, ils ne remettent pas en question leur comportement, leur tenue ou leur agressivité* ».

Des femmes jugées plus vulnérables

Si la violence et le sentiment d'insécurité concernent à la fois les femmes et les hommes, les femmes semblent les plus visées. Les agents de sécurité disent intervenir le plus souvent lors de bagarres causées par l'abus d'alcool, et le non-respect vis à vis des plus jeunes femmes. La présence de ces dernières forment une sorte de garantie à la fois de bonne ambiance et de régulation entre les groupes. En règle générale, ce sont donc les hommes qui posent problème, surtout lorsqu'ils sont en bande. C'est la principale raison, selon eux, qui conduit à favoriser l'entrée des femmes par des tarifs avantageux : « *Il y a des effets de groupes (de garçons). Pour éviter on n'accepte pas des groupes de plus de 3 hommes non accompagnés (de filles), et à partir de 3h on n'accepte plus les hommes seuls. Pour avoir un équilibre hommes/femmes* ».

Ils sont plus critiques sur le quartier de Paludate que les étudiant.e.s eux-mêmes : « *C'est un quartier dangereux, mal éclairé, il y a des problèmes de stationnement. Il y a trop de boîtes différentes et mitoyennes. Le quartier n'est pas assez assisté par la police, il y a un manque de contrôle* ».

Les solutions proposées par les uns et les autres se recourent : davantage de police, des transports gratuits, un système de navette. Un agent de sécurité précise même : « *Ce serait bien qu'il y ait plus de prévention par les milieux associatifs pour les jeunes, par rapport à l'alcool, à la drogue et même par rapport à l'agressivité. Ces 3 choses forment un cocktail explosif. Il faudrait plus de présence associative, comme il y a par exemple dans les festivals de rock ou les rave-parties* ».

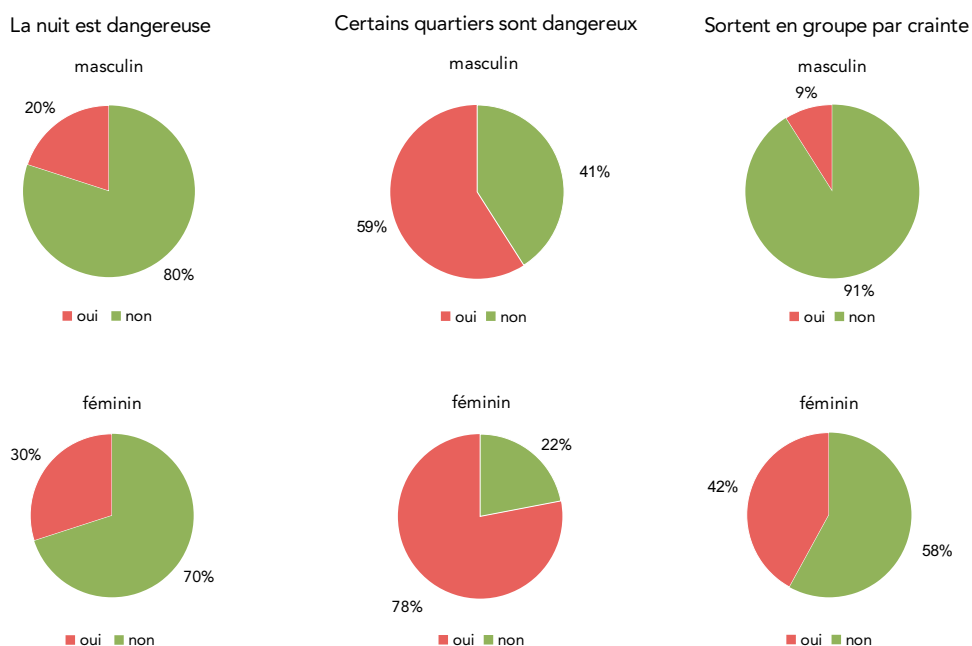
Meilleur éclairage & mixité d'usage : solution à l'insécurité

Les questionnaires révèlent que si une attention plus importante de la mairie était portée en matière d'éclairage, les usagers, comme le personnel, s'y sentiraient plus sereins. Or, cet effort d'aménagement n'a pas encore eu lieu, aux dires des usager.e.s et des professionnels interrogés, du fait que le secteur de Paludate va bientôt être transformé dans le cadre de l'OIN en un nouveau quartier d'affaires.

L'avenir de Paludate, en tant que pôle nocturne, est donc actuellement en suspens, malgré son attractivité certaine. Comme la mixité genrée des noctambules, l'homosexualité y apparaît aussi comme une donnée acquise. La clientèle gaie est accueillie dans les boîtes qui lui sont consacrées, et cela n'amène pas de commentaire particulier. De l'avis des personnes interrogées, la communication entre espaces hétéros et homos se révèle même un élément de diversité apprécié. A l'inverse, la vulnérabilité des gais à l'extérieur continue à être fortement ressentie.

Des modes d'horaires de fréquentation qui varient selon le genre

Les diagrammes ci-après sont issus d'une enquête quantitative établie à partir d'un panel de contacts sur une *mailing list* de 1500 noms¹ ; ils renseignent sur une perception genrée différente du danger en fonction des séquences de la nuit et des différents quartiers de la ville.



Graphique n°15

Heure moyenne de retour des étudiants	masculin	féminin
avant 22h	0.8	0.6
22h - minuit	9	13
minuit - 2h	36	42.5
2h - 4h	38	34
après 4h	15.8	9.9

Les horaires de retour varient en fonction du genre : elles sont plus de 42% d'étudiantes à rentrer chez elles avant deux heures du matin. Ce chiffre est à rapprocher avec la nécessité rapportée lors des entretiens qualitatifs, de maîtriser systématiquement les conditions de leur retour à domicile et sans doute aussi l'arrêt du tramway à une heure du matin.

1. Travaux en cours réalisés par Cécilia Comelli, dans le cadre de sa thèse de doctorat intitulée « Mutations Urbaines et Géographie de la Nuit à Bordeaux » (Bordeaux 3, 2011)

3. 1. 5. | Synthèse : une dangerosité qui n'altère en rien l'attractivité du quartier

Sous certains aspects, Paludate est dangereux, il est situé dans un quartier délaissé, voué à la démolition et c'est un lieu de prostitution, marqué par une criminalité au dessus de la moyenne. Pour autant, Paludate n'en reste pas moins un des quartiers de fête les plus attractifs de Bordeaux, apprécié par les noctambules des deux sexes, grâce à sa concentration de bars, restaurants et boîtes de nuit. Le fait qu'il n'apparaisse pas plus menaçant au public féminin que d'autres quartiers bordelais (La Victoire, le cours de la Marne, Saint Michel, les Quais) appelle trois remarques :

Un fort sentiment d'insécurité féminine malgré un bilan d'agression surtout masculine

L'« *allant de soi* » (*Taken for granted*, Garfinkel, 1987) voudrait que certaines parties de la ville, en particulier la nuit, soient plus dangereuses pour les femmes que pour les hommes. Le quartier de Paludate correspond à cette idée communément admise, alors qu'en réalité, une grande majorité des agressions qui y sont commises concernent les hommes, à la fois agresseurs et victimes. Ainsi, le sentiment d'insécurité chez les femmes, relèverait d'une projection erronée de leur plus grande vulnérabilité, devenue une évidence à leurs yeux comme à ceux des hommes. En termes d'agressions, celles exercées envers les femmes (et les gais) si elles sont pourtant peu nombreuses sur l'espace public, restent bien réelles. Cependant elles ne se traduisent en général que par des incivilités, qu'il convient de distinguer des agressions physiques (attouchements, coups, viols). Ainsi, ce lieu commun qui veut que les femmes soient en plus grand danger que les hommes dans la rue et que semblent partager les agents de sécurité et la police, n'est pas justifié. Croire à l'incapacité des femmes à se promener seule dans la rue procède d'une anomalie de jugement au regard de l'égalité femmes/hommes et constitue un frein à la nécessaire réflexion visant à établir une justice spatiale genrée dans les espaces publics urbains (voir les conclusions générales en fin d'étude).

Une égale volonté d'accéder aux lieux de fête entre hommes et femmes

Il est symptomatique que le désir de fréquenter les lieux de fêtes ne soit pas freiné par ces peurs et ces représentations. Cela dément d'emblée l'idée que la peur de la ville, la nuit, serait une disposition « *incorporée* » par les femmes (Bourdieu, 1998). Lorsqu'il n'y a pas de brutal rappel à l'ordre des rôles de genre et de domination masculine (par exemple par des insultes ou des violences), les femmes accèdent à égalité avec les hommes aux lieux publics de fête (Lieber, 2008). Jeanne Méjias utilise le concept connu de « *résilience* »¹ concernant l'accès des femmes aux espaces publics². Quelles que soient les pressions et les intimidations, et tant qu'elles y trouvent ce qu'elles cherchent, les étudiantes continuent à fréquenter Paludate. Les

1. La résilience définit "la capacité à se développer quand même dans des environnements qui auraient du être délabrants" (Boris Cyrulnick, cinq ouvrages portent sur ce thème de 1994 à 2008)

2. Ainsi tous les obstacles, physiques ou culturels, ne dissuadent pas les femmes de fréquenter l'espace public et de travailler, en recherchant majoritairement des emplois à temps plein, même lorsqu'elles sont mères de famille (Méjias, 2004)

Partie 3 | Les travaux de micro-géographie dirigés par ADES

femmes sont une clientèle appréciée des milieux de la nuit (que serait un lieu de fête sans elles ?). Elles s’y sentent désirées et protégées dans un cadre qui valorise la mixité femmes/hommes et accueille aussi « *d’autres genres* », dans le quartier de Paludate les gais et les lesbiennes, dans d’autres quartiers les trans, travestis, *drag-queen*. L’intérieur des boîtes apparaît aux yeux des femmes accueillant et protégé, au même titre que le trottoir, quand il est surveillé par les portiers et où coexistent les fumeurs, les piétons et les prostituées.

Des cheminements insécures, obstacles à la libre circulation des femmes

La difficulté d’accès aux lieux de fêtes dans ces quartiers péri-centraux de la ville centre (Paludate, Bacalan) représente un frein à leur fréquentation. La vulnérabilité des femmes dans la ville les amènent à recourir à des stratégies pour contourner les dangers réels ou ressentis. Elles ne disent jamais avoir eu peur d’une femme ou d’un groupe de femmes, et c’est bien pour éviter la rencontre d’hommes (et donc le risque d’agression sexuelle ?) qu’elles adoptent itinéraires détournés, dissimulation du corps, souliers plats mais aussi téléphones portables ouverts, alarmes, bombes lacrymogènes etc. C’est sous cet aspect d’inaccessibilité que Paludate se présente comme un lieu dangereux, bien que, paradoxalement, sécurisé par la présence d’autres hommes : portiers, videurs, policiers.

3. 1. 6. | Le devenir des quartiers de fête sous l’angle du genre

Maintenir un libre consentement festif entre les genres dans les quartiers

Les quartiers de fête posent d’abord la question de la légitimité que peut avoir « *la catégorie femme* » à « *faire la fête* » (c’est-à-dire sortir, danser, boire, séduire) à égalité de droit avec les hommes.

Rappelons que certains quartiers de fêtes sont organisés d’une toute autre manière : d’un côté des hommes consommateurs de fête, de l’autre des strip-teaseuses, entraîneuses, masseuses ou prostituées (quartier Saint-Denis à Paris, quartier rouge d’Amsterdam, Reeperbahn à Hambourg, etc.). Si la prostitution existe à Paludate, elle est marginale. Ce qu’on en retient est plutôt la présence librement consentie de centaines de femmes et de jeunes filles dans les discothèques et les autres établissements du quartier. Or, l’image d’une femme libre de disposer de soi est souvent présentée comme une des conditions de nos sociétés démocratiques. Il revient donc à la puissance publique le devoir d’accepter et de protéger les manifestations de cette liberté.

Veiller au devenir de Paludate dans le futur quartier d’affaires d’Euratlantique

Comment ne pas s’interroger sur la mutation commerciale et d’ambiance urbaine qui va toucher le secteur de Paludate ? A l’occasion de sa transformation en quartier d’affaires, quels scénarios seront retenus en terme de programmation urbaine festive ? Dans le cadre d’un tourisme d’affaires renforcé, répondra-t-on localement, et de façon ostentatoire, par des aménagements de sites de divertissements et de plaisirs privilégiant une demande essentiellement masculine ? Verra-t-on ce quartier de fête plutôt

Partie 3 | Les travaux de micro-géographie dirigés par ADES

populaire et mixte, peu à peu disparaître sous l'effet d'investissements à usage privatisé et exclusif ? Ne devrait-on pas se méfier des modèles déjà existants qui sont à l'œuvre dans un certain nombre de quartiers d' « affaires » reliés à des complexes, associant les plates formes de transports nationaux et internationaux, les zones d'hôtels et les immeubles de bureaux ?

Il y a un risque, si ce quartier était détruit, qu'il se relocalise ailleurs d'une façon purement marchande comme « quartier de plaisir » marqué par l'inégalité des sexes, la prostitution et la violence masculine.

Aménager l'espace pour sécuriser les loisirs des femmes, même nocturnes

La place de la femme dans la ville doit être favorisée par des équipements qui, loin de la réduire, de façon stéréotypée, à son identité de mère de famille, lui permettent de sortir la nuit et profiter de la ville récréative si elle le désire. En effet, comment convaincre à la fois les élus et services techniques de la ville que les étudiantes du Quai de Paludate - ainsi que l'ensemble des femmes qui apprécient ce quartier et tout autre quartier de fête dans la ville, sont porteuses d'autres demandes que celles liées aux fonctions reproductives et maternelles !? Par ailleurs, révisant cette certitude partagée par le tout venant qu'une femme est plus vulnérable qu'un homme dans l'espace public, il est important que le bien vivre ensemble se débarrasse des poncifs en cours sur la naturalité des rapports de sexe (Lieber, 2008). Les conduites sociales agressives, humiliantes voire brutales à l'encontre des femmes existent, on le sait, dans toutes les couches de population et tous les secteurs de la vie sociale. C'est le refus d'accepter cette vulnérabilité des femmes dans l'espace public qui devrait guider les politiques publiques d'éducation et de prévention et non le contraire, qui consiste à suggérer aux femmes d'éviter certains lieux censés être dangereux pour elles.

S'intéresser à la place des femmes dans la ville, la nuit, passe donc par une exigence : celle d'y trouver « normale » et légitime leur présence.

3. 2. | Une station de tramway, un lieu de transit et un lieu de vie : la Porte de Bourgogne

Observations : *Mari Lagan & Simon Bernard*

3. 2. 1. | Un lieu charnière marqué par ses flux

La station de tramway de la Porte de Bourgogne à Bordeaux est située sur les Quais dans le prolongement du pont de Pierre, à l'intersection des lignes A et C. Située au cœur d'un nœud de circulation particulièrement dense du point de vue des moyens de transports utilisés (tram, bus, voiture, vélo, piétons), elles révèlent de multiples articulations de territoires : Rive Droite et Rive Gauche, centre et périphérie, quartiers Ste Croix/St Michel et quartiers St Pierre/Bourse, Quais/centre ville etc. L'étude s'attache aux pratiques sociales de la station Porte de Bourgogne dans ses différentes temporalités en accordant une place centrale à la variable genre.

Partie 3 | Les travaux de micro-géographie dirigés par ADES

Il a été procédé à une approche topographique des flux de circulation humaine, en particulier aux alentours de la station de tramway. Ont été observées de façon empirique la provenance et la destination des usager.e.s, avec comme indicateur un comptage par sexe aux différentes heures du jour et de la nuit. Puis, les flux de circulation ont été relevés, ceux qui traversent, qui évitent ou contournent la station, afin d'en repérer les seuils, les limites et passages. Enfin, c'est la station elle-même qui a été prise pour objet en tant que « *lieu de vie* » associant d'une part, la population postée à la station, attendant ou non le tramway, et aux alentours, celle gravitant autour de petits commerces proches du site. Ce travail a enfin été complété par une approche qualitative au cours d'entretiens menés avec des usager.e.s régulier.e.s du tramway et de la station Porte de Bourgogne (méthode par échantillon). La trame du questionnaire portait sur leurs diverses pratiques urbaines dans ce secteur, en insistant sur leurs parcours d'accès au lieu et sur la perception du plaisir et du danger qu'ils éprouvent sur ce site aux différentes heures du jour et de la nuit. Quelques schémas illustrent les flux, frontières passages, attractions/répulsions qui caractérisent ce lieu en rapport avec le sexe des personnes.

3. 2. 2. | Observation du transit de passants et de voyageurs, approche topographique

Le Quai Richelieu, en contrebas

Un tronçon du Quai Richelieu se trouve à présent plus bas que l'échangeur routier de la Porte de Bourgogne, côté ville (depuis la construction du tunnel dans les années 1970 et non plus, comme autrefois, en vis-à-vis de la Garonne). Une partie du Quai Richelieu se trouve donc en contrebas de la station de tram, à laquelle on peut accéder par deux escaliers. Il est occupé par une zone assez dense de commerces (bars, restauration rapide, supérettes, coiffure pour hommes).

Une première observation montre que cet espace est occupé très majoritairement par des hommes (piétons, clientèle et commerçants) : un comptage à 4 périodes horaires différentes donne le chiffre moyen de 77% d'hommes dans les commerces et dans la rue (près de 100% à 22 heures). Les femmes sont plus nombreuses en allant vers la place de Bourgogne en raison de la présence d'un tabac/presse/loto important dont la clientèle est mixte. Elles sont plus rares du côté des cours Victor Hugo et Alsace Lorraine où l'offre est caractérisée par une concentration de commerces « *ethniques* ». Les transitions entre la station de tramway et le Cours Victor Hugo (accès vers le centre ville) se font soit par le haut (en suivant le Quai du tram jusqu'au rond point de la Porte de Bourgogne, arrêts de bus), soit par le bas (en descendant les escaliers vers le Quai Richelieu). Nous avons observé lors de comptages à 4 périodes horaires différentes que les escaliers étaient utilisés à 74% par les hommes, la proportion étant inverse pour l'itinéraire du haut, légèrement plus long en distance.

La station et les tramways de la Porte de Bourgogne

La station de tramway de la Porte de Bourgogne est un lieu de trafic générant de très importants flux de piétons en raison du croisement des lignes A et C. Le nombre d'usager.e.s est dense du matin au soir, avec des pics de saturation aux heures

Partie 3 | Les travaux de micro-géographie dirigés par ADES

de pointe : le changement de tramway y est alors assez malaisé, une partie des usagers passant devant le tram, l'autre derrière, pour prendre la correspondance. L'utilisation est mixte aux heures de pointe et entre les heures de pointe dans la journée. Aux heures de pointe, la promiscuité hommes/femmes ne semble pas poser de problème : si les usagères se plaignent parfois d'en être incommodée, elles ne disent pas la craindre et ne ressentent pas d'insécurité.

La proportion de femmes diminue proportionnellement à l'heure tardive et aux extrémités des deux lignes (excepté Quinconces). A ces heures, d'après nos observations (4 observations sur les deux lignes), les femmes circulent le plus souvent par deux ou accompagnées par un homme. Après avoir jeté un regard circulaire sur la rame quand elles montent, elles utilisent de préférence les sièges par deux, évitant les strapontins et les vis-à-vis. Elles s'assoient de préférence à côté d'autres femmes (comme elles font sur les sièges de la station, en attendant le tramway). Nous avons observé à plusieurs reprises, en bout de ligne, une agrégation d'hommes et femmes « à la peau noire ou foncée »¹ dans certaines rames.

Voir **ci-après le schéma** des flux en présence, à la **Porte de Bourgogne**

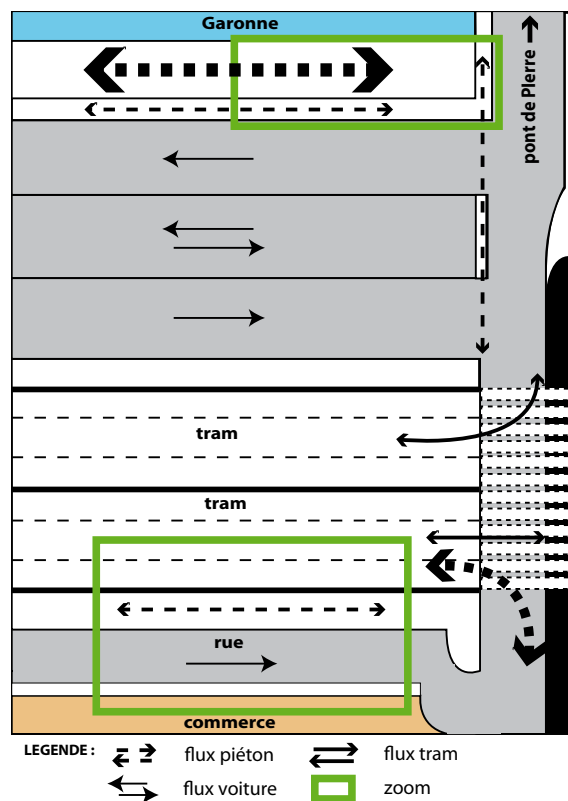


Schéma n°1

1. Sur la couleur de la peau et les réserves méthodologiques qui y sont attachées (statistiques interdites en France), voir Pap Ndiaye, La condition noire, 2008.

Quai Richelieu côté fleuve, un comptage explicite des flux piétons/vélos

Côté fleuve (entre le fleuve et les couloirs de circulation automobile), coexiste une foule dense de piétons, joggers, cyclistes et autres moyens de transports sur roues (skate, rollers, trottinette...). Longer le Quai au niveau du pont de Pierre est possible par deux passages : le premier au dessous du pont (piste cyclable et voie piétonne, espace engazonné au bord du fleuve), le second au dessus du pont (piste cyclable et voie piétonne, une montée vers le pont, une traversée des voies automobiles et de tramway, une descente vers le Quai). Le passage du haut permet le transit vers la Rive Droite via le pont de Pierre. Les circulations piétonnes et cyclistes des deux côtés sont denses, à la fois pour une utilisation quotidienne de transit entre les deux rives et pour une utilisation de type promenade ou itinéraire touristique (week-end, vacances).

Un comptage par genres et par modes de déplacement

> **Au dessus du pont**, le comptage fait apparaître à la fois la mixité/non mixité des circulations et la division des sexes dans les pratiques d'usage de l'espace urbain. Sur deux périodes différentes, ont été comptabilisés :

- **piétons** : 250 femmes & 205 hommes, dont 75 familles & groupes,
- **joggers** : 12 femmes & 26 hommes,
- **vélos** : 76 femmes & 139 hommes,
- **rollers** : 7 femmes & 1 homme,
- **skate** : 0 femme, 7 hommes.

En résumé : Les piétons sont pour 55% des femmes, la pratique du vélo est à 68 % masculine. Les pratiques purement sportives et récréatives sont majoritairement masculines (exception du roller, sur un faible échantillon de 8 personnes).

> **Au dessous du pont**, circulent moins de piétons et de joggers (majoritairement des hommes) et plus de cyclistes (hommes et femmes).

Sur deux périodes en fin d'après-midi (19h30 - 20h00 et 20h15- 20h45) au mois de février 2011, ont été comptabilisées 45 femmes pour 113 hommes, dont :

- **piétons** : 6 femmes & 5 hommes,
- **joggers** : 19 femmes & 48 hommes,
- **vélos** : 16 femmes & 56 hommes,
- **rollers** : 4 femmes & 2 hommes,
- **skate** : 2 hommes.

La partie herbeuse où les personnes stationnent est occupée majoritairement par des hommes, seuls ou en groupe, et minoritairement par des couples mixtes, quelque fois par des groupes ou des paires/couples de femmes.

Le passage sous le pont semble utilisé surtout pour des pratiques sportives ou des déplacements quotidiens le long du fleuve (vélos), la zone au dessus du pont paraît servir davantage de lieu de transit entre les différents quartiers.

Partie 3 | Les travaux de micro-géographie dirigés par ADES

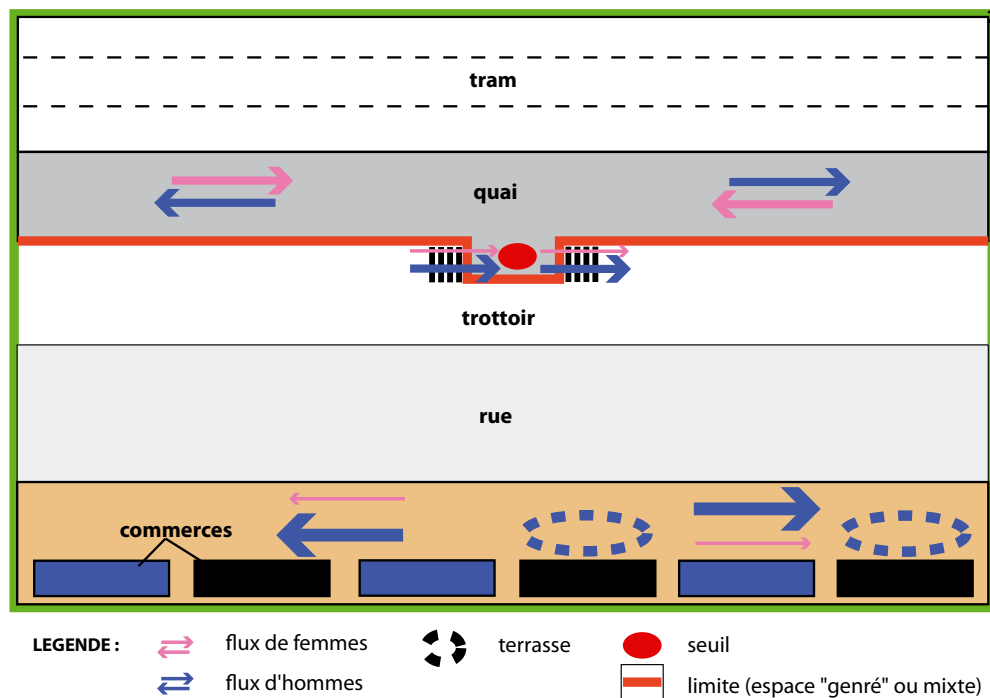


Schéma n°2

Les femmes semblent préférer (toutes pratiques et motifs de déplacement confondus) le passage par le haut. Les femmes qui font du jogging courent en groupe, les hommes sont plus souvent seuls.

Ci-dessus, le schéma récapitule les comptages et caractérise de façon genrée l'usage des espaces décrits autour de la Porte de Bourgogne, en distinguant par des flèches bleues et roses plus ou moins épaisses, les flux d'hommes ou de femmes.

3. 2. 3. | Un échangeur générateur de stress

Pour les personnes interrogées de façon plus qualitative, la Porte de Bourgogne n'apparaît pas comme un lieu de vie mais bien comme un lieu de transit et de passage.

Ceux qui fréquentent les commerces et ceux qui utilisent la station de tramway n'échangent pas, on peut même penser qu'ils s'ignorent. C'est ce que nous disent les usagers du tramway allant travailler « *J'utilise la ligne A jusqu'à La Gardette car je travaille à Ambarès... assez souvent je prends la ligne C pour sortir ou aller voir ma sœur... je ne fais que passer d'un côté du Quai à l'autre* ».

C'est aussi vrai pour ceux qui l'utilisent pour aller pratiquer leurs activités de loisirs : « *Je viens des Aubiers et je passe par la Porte de Bourgogne pour aller à ma salle de sport* ». Ces usagers, probablement les plus nombreux, ne s'arrêtent à la Porte de

Partie 3 | Les travaux de micro-géographie dirigés par ADES

Bourgogne que pour un court transit. *« Je ne fais que passer à la Porte de Bourgogne, je n'aurais pas l'idée de m'y arrêter ». « J'habite cours Victor Hugo, je ne descend vers le tram que pour aller à la fac ».*

Un lieu de transit agoraphobique

La Porte de Bourgogne est décrit comme un lieu grouillant de monde, parfois stressant aux heures de pointe lorsqu'il faut changer de ligne : *« aux heures de pointe, on a un peu la sensation d'être les uns sur les autres, à force ça vous fait vous sentir devenir un peu agoraphobe, c'est pas forcément très agréable ».* Un homme évoque lui aussi le stress, en particulier lorsque le tram est *« blindé »*. Il en est de même pour l'autre circulation, les piétons, joggers et cyclistes qui empruntent la piste cyclable, et qui ne font que passer par-dessus ou par-dessous le pont *« J'y passe à vélo, ou à pied quand je vais chez ma copine... Parfois, on fait du jogging ensemble ».* Ils partent alors du Conservatoire jusqu'au hangar 20. A deux, ils passent indifféremment au dessous ou au dessus du pont, mais la jeune femme si elle est seule précise qu'elle *« préfère passer au dessus, et elle a toujours une appréhension quand elle est seule ».*

Un quartier en contrebas au climat peu engageant

Aucun des entretiens n'évoque la Porte de Bourgogne comme un lieu agréable. La proximité de *« quartiers 'craignos' la nuit »* y est pour quelque chose. Un homme interrogé qui habite cours Victor Hugo évoque le *« climat »* particulier du quartier, et l'insécurité ressentie par les femmes : *« Ouais, y'a tout le temps les flics, des bastons souvent en bas de chez moi, j'imagine que les filles qui passent en bas elles sont pas rassurées... En rentrant chez moi je vois souvent des gens bourrés, ça me dérange pas forcément... Après je pense qu'une femme se sentirait moins bien, si elle était seule dans ce quartier-là...en fait, les hommes aussi sans doute... Enfin, il vaut mieux vivre en couple à la Porte de Bourgogne... ».*

Ainsi, l'insécurité est ressentie aussi par les hommes, mais en moins intense. La remarque *« mieux vaut y vivre en couple »* est symptomatique et atteste la nécessaire protection d'un homme (mari) pour neutraliser tout risque d'agression. Un quartier que l'on ressent, en somme, interdit aux femmes seules.

Le tramway : un usage tiraillé entre un agrément intérieur de jour et un climat de peur, de nuit

Le tramway proprement dit (l'intérieur du tramway) est décrit comme un lieu positif, sécurisant, confortable en dehors des heures de pointe. Les femmes interrogées s'y sentent bien. Coraline habite Bacalan et travaille aux Quinconces, elle passe souvent par la Porte de Bourgogne pour aller faire des courses ou voir des amis : *« Le tram c'est un lieu rassurant, on sait qu'il y a des gens, j'appréhende pas du tout le voyage en tram ».* Si elle pratique le tramway, à n'importe quelle heure de la journée, elle craint toujours un peu le soir de se retrouver seule. Il ne lui est rien arrivé, personnellement, mais une de ses collègues a subi de *« grosses agressions verbales »* entre les Quinconces et la gare. Depuis, elle a peur du tramway le soir.

Partie 3 | Les travaux de micro-géographie dirigés par ADES

Nicole prend le tramway pour sortir le soir, dans la journée elle prend plutôt le bus. Elle n'aime pas la Porte de Bourgogne car « le climat n'y est pas bon ». Les femmes interrogées préfèrent le tram en dehors des heures de pointe : « Moi je suis plus à l'aise quand il y a moins de monde, c'est-à-dire pas aux heures de pointes quand les gens vont au boulot. Vers 16-17h je trouve qu'il y a beaucoup de monde, notamment il y a beaucoup d'étudiants, de lycéens, de collégiens qui utilisent le tram (...) on est vraiment serrés c'est le gros point désagréable.

Même si on appréhende de s'y retrouver seule, le tramway rassure : « Y'a toujours quelqu'un d'autre, toujours quelqu'un qui pourra agir, enfin moi je me suis jamais retrouvée dans la situation où j'étais toute seule dans un tram avec une seule personne ». L'inquiétude se reporte alors aux stations « On a quand même une sécurité, pas dans les arrêts de tram, mais à l'intérieur ouais...Parce qu'aux arrêts on n'est pas souvent nombreux et ce n'est pas très sécuritaire ».

Le tramway est moins angoissant que le métro. Julie a vécu à Paris : « Je trouve le tram très pratique (...) moi je me sens plus à l'aise dans le tram que dans le métro : tu le prends dehors, tu n'as pas besoin de descendre, c'est plus rassurant ». Elle s'y sent plus en sécurité car « il y a des lumières partout ... à l'intérieur je n'ai jamais ressenti d'angoisse, à n'importe quelle heure que ce soit je n'ai jamais eu peur ». Elle dit cependant prendre le tram principalement aux heures de pointe, il y a beaucoup d'étudiants comme elle, il faut attendre parfois plusieurs rames pour pouvoir monter. Elle passe par la Porte de Bourgogne pour aller prendre le train à la gare et craint l'attente dans cette station.

Les hommes interrogés pensent que le tram est sûr pour les femmes. Pour Damien « ça n'engage que moi, mais je trouve que le tram, c'est assez mixte, ça brasse vraiment beaucoup de monde et je crois qu'il n'y a pas de différences entre hommes et femmes dans la pratique quotidienne du tramway ». Et en soirée ? « Bon en soirée, moi c'est vrai que je suis plutôt en voiture, mais d'après ce que je peux constater ça à l'air d'être assez régulier. Par exemple pour les restaurants en centre-ville, les tramways sont très utilisés pour ça, donc je pense pas qu'il y ait de grosses différences entre hommes et femmes ». Jérôme, lui non plus, ne voit pas où se situe le problème pour les femmes.

Le sentiment est assez différent chez les femmes qui toutes avouent appréhender le soir et la nuit, en particulier aux stations : « Moi quand même le soir, je préfère qu'on m'accompagne à l'arrêt de tram et qu'on attende le tram avec moi, ensuite dedans, il n'y a plus de soucis, parce que je trouve que, je ne sais pas si il y a des caméras ou quoi, mais je me sens super à l'aise dans le tram, bon, il y a souvent des gens un peu bizarres mais ... ».

Au contraire des hommes, les femmes ne se sentent pas égales dans ces pratiques de transport nocturnes : « Je trouve que la nuit un homme peut plus facilement prendre le tram, je sais pas, si on fait une soirée par exemple, et qu'une fille veut prendre le tram pour rentrer, enfin, moi j'aimerais qu'on m'accompagne et qu'on fasse attention à ce que je rentre bien dans le tram, qu'il y ait des personnes bizarres autour ; alors qu'un homme, il aurait moins peur que nous par rapport à ça ».

Partie 3 | Les travaux de micro-géographie dirigés par ADES

Cette appréhension n'est pas égale et augmente à la fois en fonction de l'heure tardive et des fins de ligne : « *Tout ce qui est aux extrémités, assez excentré, vers les fin de lignes tout ça, je ne serai pas rassurée parce que plus on s'éloigne et moins il y a de monde aux arrêts, et ce n'est pas le tram en lui-même mais c'est les alentours, on ne sait pas ce qui a autour, et c'est ça qui fait peur* ».

3. 2. 4. | Synthèse : un lieu patrimonial, fréquenté et redouté

• Un incontestable potentiel d'urbanité

A priori, la station de la Porte de Bourgogne se situe au cœur d'un lieu extrêmement animé du fait des très nombreux axes de circulation qui s'y croisent :

- lignes de tram, de bus,
- circulation automobile des Quais, du Pont de pierre (en provenance de et vers la Rive Droite) et entrée/sortie du cours Victor Hugo,
- pistes cyclables, promenades piétonnes des berges du fleuve,
- accès obligatoire pour se rendre à la gare St Jean.

Le quartier se trouve également au carrefour de plusieurs pôles attractifs avec des voies piétonnes menant vers les quartiers commerçants (rue Sainte Catherine), patrimoniaux (Place de la Bourse, Quartier Saint Pierre, Quartier Saint-Michel) ou de loisirs (Quais, miroir d'eau, parc des sports).

La place offre aussi un bel ensemble architectural classique, ponctuée par la Porte de Bourgogne qui fait face au Pont de pierre, et distribue de part et d'autre, l'alignement des Quais. En contrebas de la Porte de Bourgogne, le Quai Montesquieu se compose d'un alignement de façades ravalées où se succèdent les fameux mascarons ornant les portes d'entrée. Pourtant, on y passe, et on ne prend pas le temps d'admirer. La station de tramway comme le quartier ne profite donc pas de ce potentiel patrimonial. Peu de personnes disent apprécier ce quartier au point de s'y arrêter lors de leur passage¹.

• Une hétérogénéité de fréquentation surtout mal vécue par les femmes

Les circulations entre piétons, joggers, usagers du tramway et du bus, clients des commerces riverains montrent l'étanchéité des couloirs de circulation et la faiblesse des échanges. Les « *croisements* » d'individus appartenant à des mondes différents sont présentés par les personnes interrogées comme négatifs : stress dans les rames surchargées, dans les échanges entre lignes, indifférence et « *crainte de l'autre* » dans les stations, mauvaise image du « *quartier d'en bas* » que représente le Quai Montesquieu, crainte du « *trou noir* » que représente le passage sous le pont de la piste cyclable etc.

1. A cette réserve près qu'il n'y a pas eu d'entretiens réalisés avec les usagers des commerces « ethniques » : les cafés autour de la porte de Bourgogne côté Saint Michel sont un lieu de regroupement des communautés turques et kurdes de Bordeaux.

Partie 3 | Les travaux de micro-géographie dirigés par ADES

Cette impression négative est particulièrement ressentie par les femmes : l'arrêt de la Porte de Bourgogne n'est pas « agréable », elles évitent les commerces du bas de la station, disent avoir une appréhension en allant vers le cours Victor Hugo et craindre les groupes d'hommes qui stationnent près de la Porte de Bourgogne. La présence d'hommes seuls ou en groupe sur les pelouses le long des berges apparaît menaçante.

Les entretiens, portant en particulier sur l'usage du tram, montrent l'ambivalence de ce moyen de transport. Confortable, aéré, ouvert vers l'extérieur, il est apprécié aussi bien par les femmes que par les hommes. Certaines femmes disent avoir pourtant eu une appréhension à voyager dans le tram, aux heures de nuit et en bout de ligne par exemple.

Les femmes craignent aussi l'attente aux stations, particulièrement aux heures creuses et de nuit. Certaines autres stations n'ont pas bonne réputation, comme les stations « de bout de ligne ». Pour autant, aucune suggestion n'est donnée pour améliorer cette impression négative. Les usagers s'y arrêtent ou ne font qu'y passer et sont sans doute trop peu attachés à ce quartier pour penser à une quelconque amélioration.

• Des espaces de loisirs à prédominance masculine accentuant l'inégalité d'appropriation spatiale

L'espace de loisirs et de circulation aménagé au bord du fleuve est utilisé aux deux tiers par les hommes, toutes pratiques confondues. On peut certes trouver là le reflet des « pratiques sportives » qui sont, en France, des pratiques à 65% masculines (sources MJSVA 2007), mais cela pose la question de l'égalité de l'accès aux espaces publics. L'inégalité d'usage entre le bord du fleuve, et le passage sous le tunnel augmente le sentiment d'insécurité.

Idem pour les deux segments parallèles du Quai au niveau de la Porte de Bourgogne : d'un côté, un quartier masculin ethnique dont les femmes s'écartent davantage à l'approche de la nuit. De l'autre un espace de loisirs tous publics, modernes, paysager, mais peu fréquenté par les femmes également pendant la nuit. Dans ces deux cas, la différence des « sociostyles » (joggers ou clients de bar) s'efface devant la continuité du même sentiment d'insécurité ressenti par les femmes, toutes catégories confondues.

• Instaurer une mixité d'usage et une meilleure ambiance urbaine, Porte de Bourgogne

Entre ces espaces, la station de tram apparaît comme un lieu mixte. Pourtant stress et inconfort, partagés à certaines heures de la journée, s'accroissent pour les femmes aux heures creuses de la nuit. Le décalage entre les atouts du lieu et sa mauvaise image est donc flagrante et il serait intéressant d'imaginer quels aménagements pourraient retourner cette impression négative.

Une approche urbanistique s'appuyant sur le sentiment d'insécurité ressenti par le vecteur le plus sensible des usagers, peut être génératrice de nouvelles propositions

Partie 3 | Les travaux de micro-géographie dirigés par ADES

pour « adoucir » ce quartier en misant sur une mixité plus grande des publics. Transformer ce lieu de circulation intense en lieu de vie partagé par le plus grand nombre suppose, que l'on ne considère pas comme « *un fait tenu pour acquis* » la vulnérabilité des femmes sur l'espace public.

Or, les femmes interrogées soulignent combien le sentiment d'insécurité surgit souvent d'« *hommes en stationnement* », seuls ou en groupe, qui les regardent passer. Cette tendance hégémonique des hommes à s'approprier des secteurs stratégiques de l'espace public, tendent à transformer des secteurs entiers de la ville en espaces masculins. De là, les hommes dominants imposent leur loi.

La « *culture de café* » (bars, bistros) représente une tradition déjà ancienne de ce débordement des espaces masculins sur les espaces publics (trottoirs par exemple), comme on l'observe sur le côté ville du Quai Richelieu. Récemment, les nouvelles cultures sportives ou de loisirs, mises en scène de l'autre côté du Quai ne viennent absolument pas rompre cette appropriation des espaces publics par les hommes. On cherchera en vain, Porte de Bourgogne, des espaces équivalents où les femmes se sentent à l'aise, ce qui explique qu'elles ne fassent que passer dans ce quartier.

3. 3. | Jardins & espaces publics, le parc ouvert de Fongravey

Observations : *Anaïs Pierre & Linda Detcheverry*

3. 3. 1. | Usages du parc et typologie des circulations

Le parc de Fongravey, situé au centre-ville de Blanquefort, a volontairement été aménagé en parc ouvert. Il comprend, outre des jardins aménagés, des espaces sportifs (tennis, skate parc), des bâtiments utilisés par les services municipaux de la jeunesse et des associations. Chaque année des manifestations culturelles renommées s'y déroulent dont le festival « *l'Échappée Belle* ». L'étude s'attache aux pratiques sociales de ce parc dans ses différentes temporalités en accordant une place centrale à la variable genre.

Comme pour les autres sites, l'approche monographique a été privilégiée. Cependant malgré la variation des périodes d'observation (heures de la journée, jours de la semaine), les observations sont limitées par la rareté des utilisateurs du parc à cette période de l'année (novembre/février 2011), d'autant plus que la réhabilitation du parc de Majolan, situé également sur la commune de Blanquefort, en a fait un lieu attractif pour les activités de loisirs, notamment le week-end.

Nous avons cependant pu observer :

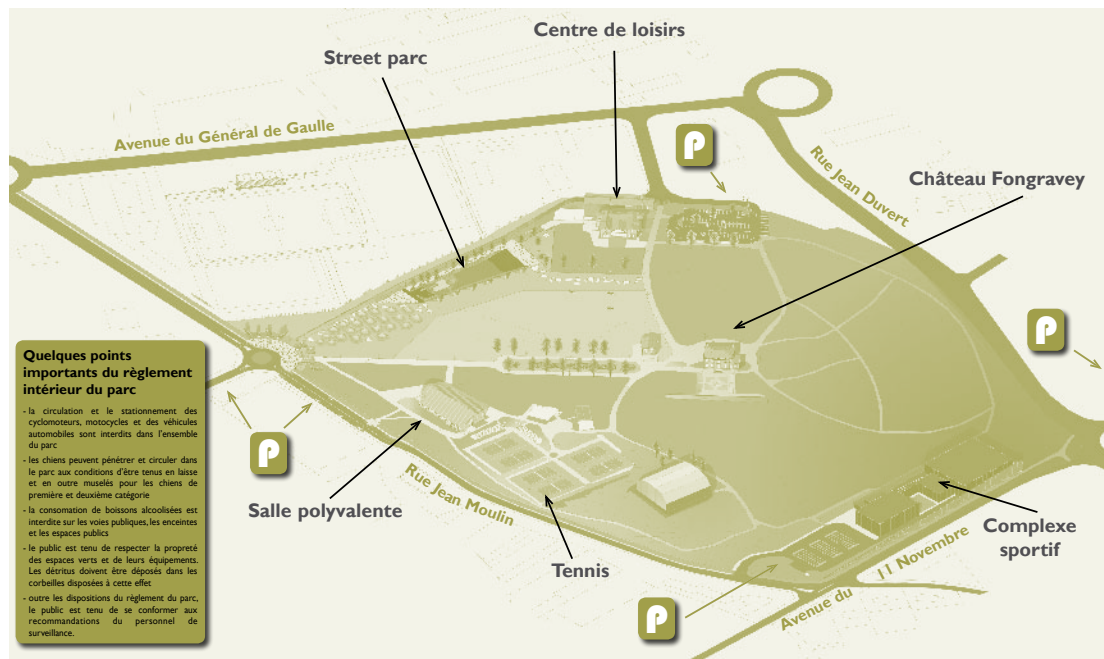
- les utilisations régulières du parc liées à ses équipements sportifs et de loisirs,
- certains usages du parc par les jeunes lycéennes et stagiaires de la formation professionnelle qui sont scolarisé.e.s sur Blanquefort,

Partie 3 | Les travaux de micro-géographie dirigés par ADES

- ainsi que les circulations des habitant.e.s usager.e.s de services municipaux (notamment le complexe sportif municipal) qui traversent ou contournent le lieu pour se rendre de leur domicile à leurs activités et l'inverse.

Une série d'entretiens sur ces usages du parc viennent compléter la première approche. Les usager.e.s ont été interrogés sur leurs pratiques du parc et de ses alentours, en insistant sur leur parcours d'accès au lieu et sur la perception du plaisir et du danger qu'ils éprouvent selon les secteurs du parc et sur ses périphéries, aux différentes heures du jour et de la nuit. Un responsable de la MJC a donné sa vision de l'usage du skate parc et le directeur de cabinet du maire a commenté l'histoire de l'aménagement du parc de Fongravey.

Une carte du parc et de ses équipements ci-après comprend les principaux lieux de circulation et de stationnement aux différentes heures de la journée et jours de la semaine. Une fiche existe qui indique les activités qu'il abrite et le mode d'organisation et de gestion du lieu.



Plan n°1 Extrait de la plaquette du parc

Sur la carte réalisée à partir des flux, sont indiquées la provenance et la destination des usagers, ainsi que les espaces de stationnement. Un relevé qui a été complété par des observations des espaces et équipements publics situés immédiatement à l'extérieur du parc de Fontgravey ainsi que des flux de circulation humaine traversant ou contournant le parc, de façon à repérer les seuils, limites et passages du lieu.

3. 3. 2. | Recensement des activités, fréquentation

Le parc de Fongravey était une propriété d'agrément, une chartreuse du XVIII^{ème} siècle où avait séjourné le poète allemand Hölderlin. Devenus dans les années 1970 propriété communale, le château et les dépendances sont aujourd'hui utilisés pour des activités associatives et municipales et les jardins un parc public. Le parc de Fongravey (au contraire d'autres parcs de la ville tels que les parcs de Majolan ou de Tanaïs) est situé en plein cœur urbain.

Des équipements sportifs et socioculturels

Des équipements sportifs sont installés dans le parc : terrains de tennis et clubhouse (clientèle mixte, tous âges), terrain de beach volley (peu utilisé), skate parc (jeunes garçons). Les dépendances du château ont été aménagées pour accueillir les activités de loisirs des enfants et des jeunes : ALSH (centre de loisirs qui accueille les enfants après la classe, le mercredi et pendant les vacances scolaires), activités associatives (guitare, percussions, théâtre, vidéo, photo, etc.). Le bâtiment qui accueille ces activités est entouré d'un terrain clôturé, mais libre d'accès hors de la présence des enfants. Le château et le chalet attenants sont utilisés par des associations d'adultes (bridge, poterie, peinture, autres associations). La salle polyvalente sert de salle de spectacles (spectacles d'école, galas de danse, concerts rock), de salle d'exposition, d'accueil pour des fêtes et des repas associatifs. Attenantes à la salle quelques pièces sont affectées à des associations (joggers, autres).

Un lieu de passage

La situation du parc en fait un lieu de passage entre le bourg (nombreux services et commerces), les lycées (lycée professionnel, lycée général, lycée agricole, CFA), la gare, un centre commercial discount (Lidl) et un peu plus loin un centre commercial, une galerie marchande et un Mac Do. Dans la journée on peut ainsi observer une circulation dense de jeunes, majoritairement des lycéens et apprentis de sexe masculin. Le CFA agricole et le lycée professionnel sont fréquentés par des élèves qui, pour la plupart ne résident pas sur la commune. Les élèves sont en majorité des garçons. Il en est de même pour le lycée agricole, un peu plus mixte cependant.

Dans l'immédiate périphérie du parc le gymnase municipal (centre multisport) et le Blockhaus (ancien bunker allemand qui sert de lieu de répétition pour une vingtaine de groupes rock) sont des lieux très fréquentés le soir tous les jours de la semaine et le week-end. Les usagers s'y rendent pour partie à pied depuis le bourg. Dans la journée, le gymnase est utilisé par le public scolaire qui vient en car ou à pied en longeant ou traversant le parc. Les utilisateurs du gymnase hors temps scolaire sont à 73% des hommes. Les utilisateurs du blockhaus sont à 97% des hommes.

Un espace de loisirs tous publics

Les familles avec de jeunes enfants (après la classe, le mercredi, le week-end) et les personnes âgées restent autour des « allées centrales » (du rond-point au château) ou au niveau des anciens terrains de rugby (entre le skate parc et les allées + terrain de

Partie 3 | Les travaux de micro-géographie dirigés par ADES

beach-volley). Les bancs, le long des allées, sont souvent utilisés par les personnes âgées, hommes et femmes, mais aussi par de petits groupes de lycéens, dans la journée. En s'éloignant des allées, il y a des espaces arborés. C'est là que se retrouvent certains petits groupes de lycéens garçons du lycée professionnel à l'heure du midi (après être passés au McDo ou au supermarché discount Lidl pour acheter à manger). C'est là aussi que des groupes de jeunes se retrouvent en groupe le soir, à la belle saison. Les personnes qui entretiennent le parc connaissent ces endroits car on y retrouve régulièrement des débris et des bouteilles de bière. Ces jeunes garçons sont les seuls utilisateurs de cette partie du parc (voir carte).

Enfin, la partie du parc située côté Maurian (voir carte) est presque exclusivement utilisée par les joggeurs et les personnes promenant leurs chiens (sentiers à travers les arbres). La nuit, des chemins éclairés traversent le parc éclairé mais ils sont peu empruntés. Les joggers de l'association Oxygène courent en soirée le long des anciennes clôtures du parc, sans passer à l'intérieur.

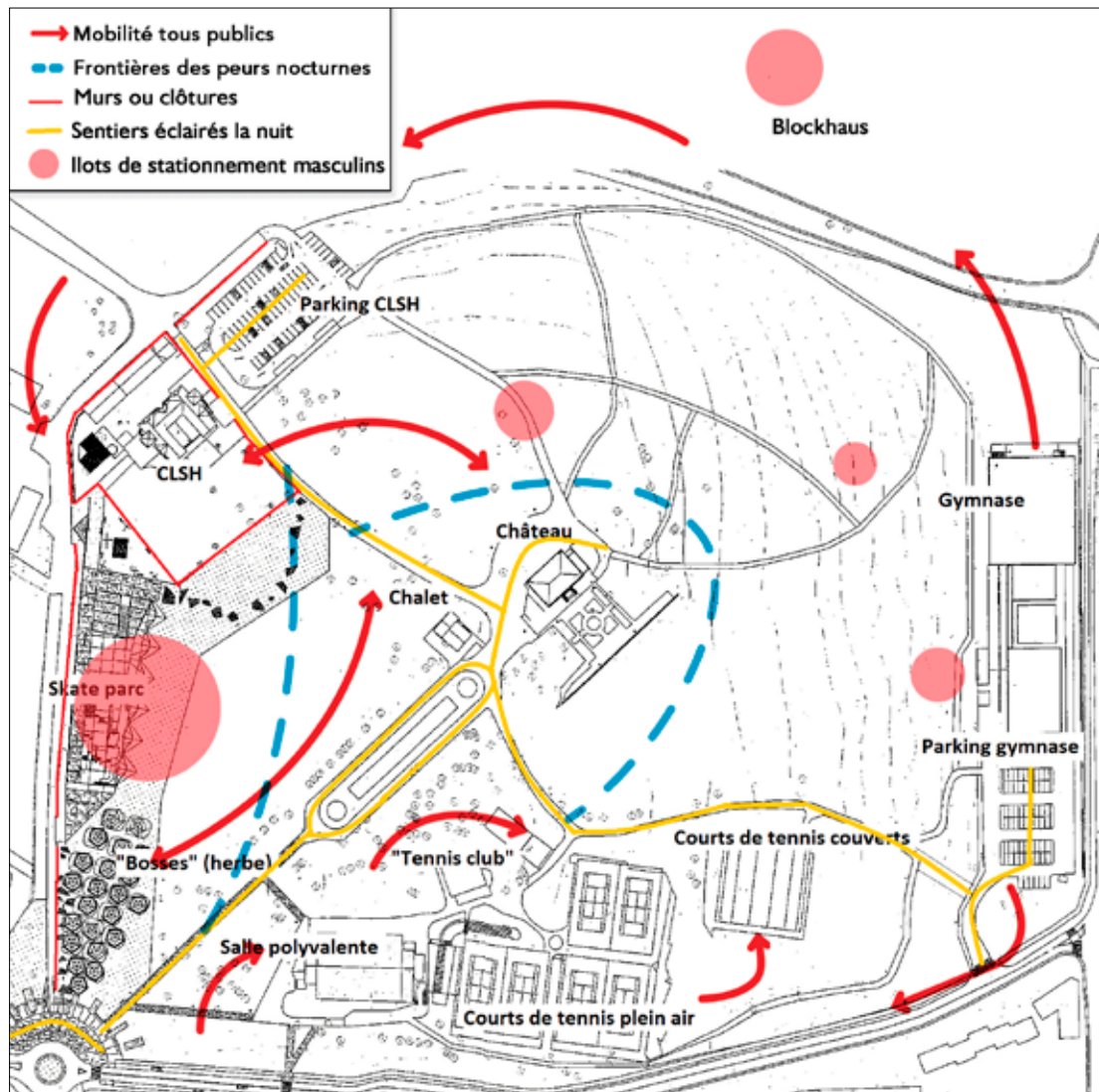
Depuis la fin des années 1980 un festival de renommée nationale, l'Echappée Belle, se déroule à l'intérieur du parc (spectacles jeune public, public mixte, familial, intergénérationnel). Trois jours durant au mois de mai le parc accueille une centaine de représentations, la plupart en plein air. Les associations locales participent à l'organisation (stand de présentation des associations, vente de repas, buvette, prestations diverses). D'autres événements se déroulent chaque année dans et autour de la salle polyvalente : festival de musiques actuelles (Culture rock, public mixte, jeune), festival de jonglerie et d'autres manifestations organisés par les écoles et les associations de Blanquefort.

3. 3. 3. | Un parc urbain ouvert, agréable avec toutefois un accès de fixation

Un parc ouvert jour et nuit, une réelle spécificité dans la métropole

Une des originalités de Fongravey est d'être un parc ouvert, non clôturé. L'autre est qu'il est très investi par les associations et les services d'animation de la mairie. Le directeur de cabinet du maire précise : « *Fongravey, c'est un parc où on vient faire des activités* ». C'est ce qui le distingue de Majolan, parc fermé, aménagé autour d'un lac sur le mode du parc bordelais, et de Tanaïs, « *parc pleine nature où l'on pratique des activités comme la course d'orientation et le tir à l'arc* ». Le directeur de cabinet définit Fongravey comme un « *parc urbain* » car il est situé au cœur de la ville et non en périphérie comme les deux autres parcs.

Le fait que le parc soit ouvert est un choix politique : « *On s'est posé la question, est-ce qu'on fermait ou est-ce qu'on laissait ouvert. On a choisi de le laisser ouvert parce qu'on n'avait pas les moyens de le contrôler (...) Et puis il y avait des raisons esthétiques, parce qu'il est au centre ville. C'est un lieu de passage, un raccourci entre la gare, le lycée et le centre ville. En le fermant on n'enlève pas le risque de délinquance...* ».



Plan n°2 Les circulations nocturnes sur le parc

Des usages entre sports et loisirs, flâneries, individuelles et collectives

Fongravey est considéré comme un lieu agréable par les personnes qui le pratiquent. Robert le traverse très souvent pour rentrer chez lui « *Je me déplace en vélo, donc je prends les pistes qui contournent le parc, mais quand je suis à pied, je traverse* ». Il dit y venir lorsqu'il y a des concerts ou des spectacles, à la salle polyvalente, ou pour d'autres événements. Lorsqu'il traverse le parc le soir, il apprécie les lampadaires « *Je prends les allées éclairées, c'est plus pratique, et puis maintenant que je sais que les voleurs l'utilisent pour s'enfuir, je me méfie ! (rires)* ». De quoi s'agit-il ? Robert fait référence à un braquage récent de la boulangerie à côté du Lidl, « *les braqueurs se sont enfuis par le parc* ». Le parc ne lui paraît pas inquiétant, mais il déplore de retrouver fréquemment des bouteilles par terre, il dit que les buissons sont pleins de débris et de morceaux de verre.

Partie 3 | Les travaux de micro-géographie dirigés par ADES

Sophie, lycéenne, fréquente elle aussi régulièrement le parc, notamment le mercredi après-midi pour courir, « *jamais seule, toujours avec une copine* ». Elles démarrent à l'espace d'étirement, puis empruntent les sentiers qui longent le gymnase à travers les arbres et remontent le long de la route. Elles reviennent ensuite vers le château et passent devant les courts de tennis couverts pour terminer leur boucle. Sophie vient aussi de temps en temps s'installer avec des amis du lycée après les cours. Ils s'installent dans l'herbe à côté du skate-parc pour discuter entre eux. Il lui arrive également de traverser le parc à pied quand elle est au lycée pour aller acheter à manger au Lidl. Quand il fait beau, ils sont nombreux du lycée à venir.

Un usage nocturne restrictif pour les filles

Est-ce qu'elle fréquente le parc la nuit ? « *Non, jamais. L'hiver on change notre parcours pour courir, on va uniquement en ville là où c'est éclairé* ». Pourquoi ? « *On a toujours un peu peur la nuit, même si c'est éclairé. D'ailleurs ma mère ne veut pas que j'y aille, elle a peur que je me fasse violer (rire). C'est vrai, on sait bien que ça peut arriver dans ce genre d'endroit* ». La nuit, elle change ses itinéraires, et elle ne traverse plus Fongravey, même éclairé. « *Je préfère le contourner par la route, ça me rassure les phares des voitures, je longe le gymnase et la piste cyclable, et puis je passe devant le Blockhaus et le Maurian* ».

Suzanne promène sa chienne labrador dans le parc. « *J'y viens deux fois par jour pour promener ma chienne. Peu importe la saison. Et en fonction de mes horaires de travail* ». Est-ce qu'elle se sent bien dans le parc ? « *Honnêtement, oui. C'est vrai qu'à partir du vendredi soir, il faut faire un peu attention car il y a des groupes qui viennent et qui boivent beaucoup de bière. Après tout ils font ce qu'ils veulent, c'est pas le problème mais ils cassent leurs bouteilles et les enfants peuvent se blesser, les chiens aussi* ». « *Heureusement il y a quelqu'un de la mairie qui vient nettoyer tous les jours, mais il en reste toujours car le parc est vaste et sauvage* ».

Suzanne n'évite aucun endroit du parc, elle se sent en sécurité avec sa chienne qui l'entraîne partout. Ce n'est pas qu'elle aurait peur sans chien mais tout simplement elle ne voit pas ce qu'elle viendrait y faire. Elle croise d'autres propriétaires de chien qu'elle connaît et aussi les gens qui vont à la poterie, à la peinture, au bridge, au tennis. Il y a presque toujours du monde qui circule. Elle évite toutefois la partie la plus sauvage, le long de la route, même si elle est éclairée par les lampadaires.

Quand les garçons seuls ont peur des bandes de garçons ...

Simon est lycéen en Terminale au lycée général de Blanquefort. Il aime aller « *se poser* » dans le parc entre midi et deux quand il fait beau et qu'il n'a pas cours. « *On va dans la plaine, à côté du skate parc ou derrière le château, en contrebas du mur. Je viens avec des amis du lycée* ». Quand il faisait du basket, il traversait le parc pour aller à la salle polyvalente, mais maintenant il vient plutôt au skate park (ou « *street park* »), car il pratique cette activité. « *Pour faire du skate, je viens seul ou avec des potes* ». Il n'y a pas de filles ? « *Dans tous ceux qui viennent au skate parc il n'y a que deux filles, pas très féminines d'ailleurs. Les filles qu'on voit, sinon, elles nous accom-*

Partie 3 | Les travaux de micro-géographie dirigés par ADES

pagnent mais elles restent autour ». Simon fréquente parfois le parc le soir mais « ça craint un peu ». « Je vais au skate parc, mais je ne reste pas s'il y a les gitans. Ils se retrouvent en bande au skate parc. Je les connais bien, je les connaissais au collège de Parempuyre (commune voisine) ».

Mais il n'y a pas que les « gitans » qui posent problème, le skate parc n'est plus comme avant « Au début, à l'ouverture du skate parc, on nous avait dit qu'il y aurait tout le temps des gens de la sécurité pour vérifier qu'il n'y ait pas de problème ; ça a duré deux jours et après on n'a plus vu personne (...) Du coup il y a souvent des jeunes bourrés (...) qui embêtent les plus jeunes à côté du skate parc ». A part ces problèmes, Simon aime bien ce parc, c'est un endroit qu'il fréquente avec ses copains, où il se sent bien et il trouve bien qu'il soit ouvert.

Les effets pervers d'un équipement de « street park » pensé pour les garçons

Suite à cet entretien, nous sommes allés rencontrer un animateur de la MJC qui nous a raconté l'histoire du skate parc (résumé) : « Dans les années 1990 des pratiques de street (pratiques de glisse sur des supports urbains) précèdent la création d'un équipement qui n'est pas utilisé par les jeunes (une cinquantaine de garçons de Blanquefort et des environs). Suite à ces pratiques, des dégradations sont observées au centre ville (devant le centre culturel). Un arrêté municipal interdit ces pratiques, mais il n'est pas respecté. La MJC, sollicitée, propose une concertation avec les jeunes pour envisager la construction d'un équipement adapté. En 2001, la municipalité change. Le projet d'aménagement de Fongravey inclut la constitution d'un espace dédié à la pratique du street. Un groupe de jeunes (garçons) part à Lyon pour observer ce qui se fait là-bas et revient avec un projet. Conflit avec l'architecte sur les formes (des arrondis pour l'architecte, des arêtes pour les jeunes). Finalement un compromis est trouvé ». L'animateur de la MJC décrit le street park comme un lieu de rencontre pour les jeunes « plutôt des garçons, les filles viennent y voir leur copain, ou être entre copines avec des garçons, mais elle ne pratiquent pas ». La MJC propose parfois des activités sur le street park, les mercredis et samedis, ouverts aux filles, mais globalement, ce sont les garçons qui occupent les lieux.

3. 3. 4. | Synthèse : un espace dédié au vivre ensemble, en partie mité par de petits ghettos masculins

• Un réel atout pour le vivre ensemble

La ville de Blanquefort s'est dotée d'un incontestable outil de lien social avec ce parc ouvert à tous. Elle bénéficie aussi d'un fort atout paysager (château, bâtiments anciens transformés en équipements socioculturels, dix hectares arborés) qui qualifie la vie publique (parvis, aire de stationnement, aire de jeux, mobiliers urbains, etc. et valorise l'image de ses équipements de loisirs.

Le choix de ne pas fermer le parc a facilité son utilisation comme espace de transition entre les équipements scolaires, commerciaux, sportifs et culturels du centre ville. Ce lieu utilisé en continu présente une fréquentation majoritairement jeune et à tendance masculine en raison de la spécialisation des lycées (professionnel et agricole) et du Centre de Formation d'Apprentis.

Partie 3 | Les travaux de micro-géographie dirigés par ADES

Cette prédominance masculine ne semble pas avoir gêné les usagères du parc qui semblent développer une grande familiarité avec le parc, à peine teintée de crainte. La plus grande peur exprimée vient finalement de la présence des bandes de garçons menaçant les plus jeunes¹. D'où une opinion partagée plutôt négative vis à vis du du street park, même s'il reste un lieu d'attraction important.

• Un équipement cristallisant la violence masculine au lieu de la canaliser

En définitive, si l'ouverture du parc et son aménagement en espace d'activités ouvert sont une réussite, le skate parc apparaît lui comme un échec de programmation. Supposé encadrer les loisirs de jeunes qui perturbaient le centre ville par leurs pratiques de glisse, il est devenu un « *petit ghetto* » masculin qui cristallise les problèmes de violence autour de son enceinte. Celle-ci s'exprime surtout entre les garçons, compétition et rivalités faisant apparaître des structurations en groupe d'âge, puis en groupes ethniques. Ces derniers, à Blanquefort où ne vivent que peu de familles africaines et maghrébines, sont confrontés à l'altérité masculine de ceux que l'on nomme ici « *les gitans* ».

• Une appropriation locale partagée

L'accueil en continu de pratiques sportives et socioculturelles attire des flux de personnes des deux sexes qui s'approprient l'ensemble de l'espace. La garantie d'une circulation quotidienne d'usagers rassure les utilisatrices individuelles.

Par ailleurs, quelques grands événements annuels, en particulier l'Echappée Belle, permettent à la population dans son ensemble de s'approprier le Parc. Durant quelques journées, la venue de festivaliers extérieurs à la commune le transforme en un vaste lieu public littéralement « *noir de monde* ». L'Echappée Belle, festival orienté vers le « *jeune public* », familiarise les enfants et leurs parents à l'usage de cet espace vécu comme festif, mixte et intergénérationnel. Ce peut être vu comme une sorte d'apprentissage spontané de l'espace public.

• Un bilan global mitigé vu sous la variable genre

Il est relié à cette menace de l'aménité des lieux par la « *masculinité hégémonique* ». Cette dernière interroge d'autant plus que la ville de Blanquefort se pose la question de l'accueil des nombreux demi-pensionnaires qui ne semblent pas vouloir rester dans les enceintes des établissements lors des pauses déjeuner. Le parc de Fongravey pourrait pour eux représenter un lieu de vie, pour peu qu'y soient aménagés et entretenus des espaces pique-nique et loisirs adaptés. Cette occupation ponctuelle du parc ne pose pas des problèmes insurmontables car elle ne se déroule pas aux mêmes heures de fréquentation de l'ensemble de la population locale.

En revanche, autour du parc, les lieux de pratiques sportives et culturelles uniquement masculines posent question. Si le complexe sportif est « *dominé* » par les pra-

1. Une observation (L. Detcheverry) sur le parking jouxtant le skate parc a été interrompue de façon agressive au moment où l'enquêtrice a voulu prendre quelques photos des quatre voitures garées, coffre ouvert avec des boissons et de la vingtaine de jeunes qui buvaient en groupe autour.

Partie 3 | Les travaux de micro-géographie dirigés par ADES

tiques masculines, il reçoit également un nombre important de sportives féminines.. Il n'en est pas de même pour le blockhaus et le skate parc, on l'a souligné, qui n'accueillent que des garçons, même si ces équipements sont destinés à tous.

Cette non-mixité de pratiques semble « naturelle » et difficile à éviter, mais on chercherait en vain des propositions équivalentes pour les jeunes filles qui ne souhaitent pas fréquenter des lieux trop marqués par les cultures viriles. Le fait que des garçons soient socialisés sur des espaces et dans des pratiques uniquement masculines produit des effets contraires aux résultats escomptés : penser qu'on peut canaliser l'incivilité et la violence des jeunes dans des activités d'expression revient le plus souvent à reproduire des « *maisons des hommes* » (D. Welzer-Lang, 2004) souvent associées au virilisme et à ses avatars, le sexisme et l'homophobie (Raibaud 2005, 2007, 2009).

Il pourrait être intéressant de travailler (particulièrement à Blanquefort) sur l'intégration de ces garçons à la vie locale en évitant de les « *hypersocialiser* » sur ces espaces. Le parc de Fongravey est justement un de ces lieux mixtes et intergénérationnels où la présence des hommes en tant que catégorie distincte ne se fait pas trop sentir : il faudrait donc imaginer des solutions pour continuer à intégrer les garçons des lycées dans la vie sociale de la commune et cesser de socialiser les garçons de la commune sur des espaces spécifiques, difficilement récupérables dans le bien commun par la suite.

3. 4. | Conclusion de la troisième partie

3. 4. 1. | Une innovation méthodologique

Un balisage quantitatif couplé avec une approche microgéographique et une démarche anthropologique fondée sur les groupes focus permet d'instaurer un dialogue entre les usagers et les concepteurs de la ville.

L'approche microgéographique décontextualise le lieu observé en le déliant des structures urbaines au sein duquel il s'inscrit. Ce qui apparaît alors, ce sont les circulations, les flux, les frontières, les évitements des individus à l'intérieur de l'espace. Porte de Bourgogne, les femmes ne prennent pas l'escalier qui descend sur le Quai Montesquieu, évitent de passer sous le pont quand elle font du jogging, appréhendent d'attendre le tram à la station. Elles apprécient le quartier de fête du Quai de Paludate mais redoutent de s'y rendre.

Elles aiment le parc de Fongravey mais l'utilisent d'une certaine manière qui n'est pas sans rapport avec le sentiment général qu'elles seraient plus vulnérables que les hommes dans les espaces publics.

L'approche microsociologique qui est liée à la microgéographie dénoue les individus interrogés des catégories qui structurent généralement les enquêtes de sociologie urbaine. Les femmes ne sont pas assimilées à une catégorie générale au sein de

Partie 3 | Les travaux de micro-géographie dirigés par ADES

laquelle la catégorie « mère de famille » pourrait être l'objet d'une plus grande sollicitude. Les femmes sont aussi (et à différentes époques de leur vie) des jeunes filles, des veuves, des célibataires ou mariées sans enfants. Dans le quartier de Paludate elles ne sont pas englobées dans la catégorie « adeptes des cultures de sortie », mais distinguées en tant que femmes dans leur spécificité. Sur le parc de Fongravey, la catégorie jeune est à son tour déconstruite et envisagée sous son aspect de jeunes « garçons » ayant des comportements spécifiques en groupe.

L'approche anthropologique permet de comprendre comment les individus composent leurs cartes mentales et habitent la ville. Les déplacements, même contraints peuvent apparaître agréables ou désagréables, les destinations désirables, voire érotiques ou bien sans intérêt, voire anxiogènes selon « l'ambiance » qui règne sur le parcours ou à l'arrivée (Raibaud, 2007). Promener son chien peut être une corvée ou un plaisir, se rendre à un lieu de fête une angoisse, prendre ou attendre le tram un bon moment ou un instant de stress.

3. 4. 2. | La variable genre, un outil de diagnostic

La peur ou l'attrait de la ville apparaissent liés, dans la presque totalité des entretiens, au sentiment d'insécurité. Cela prend un relief intéressant du point de vue d'un aménagement urbain innovant si l'on considère que ce sentiment est le fait d'une majorité de femmes et d'une minorité d'hommes, alors que ceux-ci sont, paradoxalement, les premières victimes de la violence dans les espaces publics (Lieber, 2008). La plus grande vulnérabilité des femmes apparaît comme naturelle, évidente, ce qui sous entend que l'agression des femmes par les hommes serait elle aussi naturelle et évidente. « *Lorsque vous sortez : évitez les lieux déserts, les voies mal éclairées, les endroits sombres où un éventuel agresseur peut se dissimuler. Dans la rue, si vous êtes isolée, marchez toujours d'un pas énergique et assuré. Ne donnez pas l'impression d'avoir peur* ». Tel est aujourd'hui encore le conseil donné en 2010 aux femmes par le Ministère de l'Intérieur Français¹.

Il est probablement temps de remettre en cause ces préjugés en affirmant que la présence des femmes dans la ville ne doit pas souffrir d'une quelconque différence avec celle des hommes : au contraire du conseil émis ci-dessus, il faut probablement encourager les femmes à conquérir la ville. L'exemple du Quai de Paludate est intéressant car il montre comment elles sont capables d'aller dans des endroits réputés « dangereux » pour peu qu'elles s'y sentent protégées à l'égal des hommes. **Encore faut-il qu'on accepte que leur place soit d'être là autant qu'ailleurs.**

Ce constat peut être renversé de la façon suivante : plus un lieu est fréquenté également par des hommes et des femmes, plus il apparaît sûr. Le parc de Fongravey ne fait peur à personne, bien qu'il soit ouvert (et peut-être à cause de cela). Le seul sentiment d'insécurité semble venir de la présence de groupes de jeunes hommes accaparant un espace public qui leur est implicitement consacré (le skate parc).

1. Conseil aux femmes, ministère de l'intérieur http://www.interieur.gouv.fr/sections/a_votre_service/votre_securite/votre-famille/conseils-femmes.)

Partie 3 | Les travaux de micro-géographie dirigés par ADES

L'aménagement de la Porte de Bourgogne pourrait être pensée à partir des observations de ses usagers et en mettant comme principe de favoriser les circulations et le stationnement des femmes dans cet espace, permettant une mixité plus grande et des échanges.

9 L'approche de la ville par le genre inverse les priorités et met l'accent non pas sur la dangerosité de la ville pour les femmes, mais la dangerosité d'une forme de « masculinité hégémonique » sur la ville. En ce sens toute initiative publique qui tend à prolonger les espaces dominants où les hommes font la loi par des équipements et espaces publics équivalents revient à empêcher l'appropriation de la ville par les femmes, et par extension, par tous les hommes qui ne montrent pas des signes redondants de virilité (Welzer-Lang, 2004).



| Conclusion générale de l'étude

| Conclusion générale de l'étude

1 | L'approche genrée : une nouvelle méthode à insuffler dans les études

Les travaux conjoints de l'agence d'urbanisme (a-urba) et du laboratoire universitaire (ADES) débouchent sur la mise au point d'une méthodologie originale associant plusieurs disciplines, revues et corrigées à travers la variable genre.

Démarches quantitatives : statistiques sexuées

Les exploitations statistiques des données démographiques se sont pour la première fois focalisées sur les femmes. Appliquées au recensement rénové de la population INSEE 2007, les tendances obtenues confirment un plus fort taux de solitude des femmes, de plus faibles salaires, une prédominance à être propriétaire de son logement qui va de pair avec la garde des enfants (en cas de séparation), un plafond de verre limitant les carrières, etc.

Concernant leur mobilité, l'enquête sur le déplacement des ménages passé au crible de la distinction homme/femme révèle une spécificité de la mobilité féminine. Absente des deux roues motorisées, elle est une meilleure utilisatrice des transports en commun ; adepte de micro-déplacements automobiles en boucle (dits « *multi-motifs* »), elle est aussi une plus grande marcheuse que les hommes. Une exploration qui doit se poursuivre en 2011 en incluant des profils plus nuancés de femmes (femmes jeunes, âgées, avec ou sans enfants, vivant seules, etc.), ce qui permettra de cerner à quels besoins répondre en priorité pour leur permettre de mieux vivre et circuler dans la cité.

Démarches qualitatives : analyse des rapports et des représentations de genre

Entretiens en face à face, animation de groupes focus, recueil de dires d'expert, ont permis de collecter de façon complémentaire et nuancée quelles étaient les représentations de nos contemporains sur les pratiques de la ville par les femmes d'aujourd'hui et ce que serait une égalité d'accès à la ville entre les sexes.

Avis furtifs de techniciens, discours collectifs de groupes témoins, propos très construits ou habiles non-dits, ont montré une réelle indécision dans les partis pris, voire des positions paradoxales sur cette problématique encore bien enfouie dans l'inconscient collectif métropolitain. Toutefois, la référence faite par les femmes, à une violence symbolique exercée dans l'espace public montre combien il était grand temps de se poser la question du genre, comme préalable démocratique aux politiques présidant à l'avenir de la métropole bordelaise.

| Conclusion générale de l'étude

Micro-géographie urbaine : description des lieux de différenciation & hiérarchisation entre les sexes

Elle est élaborée à partir de relevés, de comptages et de cartographies de conflits d'usages entre les genres. Cette description monographique du fonctionnement de micro-espaces apporte une double richesse pour diagnostiquer comment la rue dicte ses lois d'appropriation à ses usagers et comment, ceux qui en sont évincés, adoptent des stratégies d'évitement ou d'adaptation, selon les obstacles rencontrés (techniques ou humains). La ville qui rassemble et la ville qui divise peuvent s'appréhender en un clin d'œil : il suffit de regarder le schéma de fonctionnement de la Porte de Bourgogne pour vite comprendre où se situent les flux de piétons masculins et féminins et comment chaque sexe adopte un linéaire préférentiel sur la voirie publique. Des questions très simples se posent alors : pourquoi les femmes évitent les lieux que les hommes ne semblent pas particulièrement vouloir contourner ?

2 | Pour une justice spatiale métropolitaine : l'approche par le genre, une révolution dans l'urbanisme

Quels sont les points noirs dans la ville où, tous sexes confondus, on ressent une même impression de vulnérabilité physique ?

Les réponses sont à chercher en revanche dans l'ordre du complexe. Elles en appellent autant à une pratique réflexive de l'espace urbain qu'à une réflexion d'ordre éthique sur l'égalité citoyenne.

Un critère attendu d'équité sociale

Dix ans après sa promotion par l'ONU, le « *gender mainstreaming* », principe selon lequel l'égalité des sexes doit devenir une préoccupation de tous les responsables politiques va devoir s'intégrer systématiquement dans l'élaboration des cadres de vie. Au-delà d'une simple « *bonne pratique* » incantatoire, c'est un réel défi cognitif. En s'imposant d'introduire la variable genre comme un objectif de progrès social, les élus iront certes dans le sens d'un mieux vivre ensemble attendu par toute la population. Cependant, il s'agit pour évoluer dans les pratiques professionnelles de sortir des stéréotypes binaires qui opposent volontiers l'homme autonome, dominant et actif à la mère, jeune, dépendante et souvent en difficulté.

Le terrain a révélé que les ingrédients d'une mauvaise ambiance urbaine sont liés aux dysfonctionnements de « sexe » ou/et de « race¹ ». Si l'ethnicité est trop marquée dans un quartier et que le sexisme y est également fortement revendiqué, cela dégrade très vite son image extérieure. Ainsi, un indice de bon fonctionnement urbain sera la présence de femmes dans la rue, tandis que l'omniprésence masculine, même très socialisée, sera le signe d'un quartier répulsif.

1. Le terme race est ici entendu comme « rapports sociaux de race ». A la différence du « race » anglais, le mot « race » exprime encore, en France, le postulat d'une différence biologique et se réfère, depuis Vacher de Lapouge (1896), aux idéologies racistes qui ressurgissent périodiquement dans le débat politique. Nous choisissons donc d'écrire rapports sociaux de race ou bien « race », entre guillemets simples, en référence à ces débats.

| Conclusion générale de l'étude

Ceci amène à s'interroger sur le type de co-présence que l'on souhaiterait développer pour harmoniser les territoires de vie. Comment créer les conditions de mixité de genres et de races et avec quels outils ? Irait-on jusqu'à les intégrer purement et simplement dans les outils réglementaires (PLU nouvelle génération) ? Ou devrait-on commencer par créer une charte ou un observatoire de la mixité de genre ?

Un fait politique froid : le gender budget

C'est un outil préconisé par l'Union Européenne qui recommande d'interroger la part du budget public affecté aux femmes en terme d'équipement urbain. Le « *gender budget* » permet donc de rendre visibles les injustices financières et de mettre l'accent sur l'inégalité genrée perpétuée par la puissance publique, responsable en définitive de reproduire des espaces publics aux usages stéréotypés (dits androcentrés) et donc non attractifs pour le tout venant. Sans être forcément militant, il s'agit bien d'adopter une position politique « sensible » qui ne tolère pas que des segments entiers de la population soient ainsi privés du droit à la ville.

Pour ce faire, il faudrait systématiser la corrélation entre question de genre et de vulnérabilité avant tout projet de requalification urbaine, en répertoriant les différents usages de l'espace public par le « *grand âge* », le porteur de handicaps, la mère avec jeune enfant, etc. A contrario, il ne s'agirait pas d'affecter des fonds publics à des normes d'hygiène et de sécurité qui pourraient générer des espaces aseptisés et atones, peu enclins à la ville récréative.

Une parité dans les choix urbains : le gender management

C'est une autre stratégie du « *Gender Mainstreaming* » plébiscité par l'Union Européenne. Elle veille à une meilleure représentativité des femmes à la fois dans l'appareil de production économique et dans les instances décisionnelles de la société. L'enjeu est bien de réparer l'omission historique de la femme dans les domaines citoyens et professionnels. Aujourd'hui, parce que preuve est faite que l'injonction de parité a été très tardive en France, elle représente un vrai défi politique d'actualité¹. Appliquer ce principe de management équitable aux métiers qui font la ville, tels que l'aménagement et l'urbanisme, l'architecture et la recherche scientifique, serait un préalable pour établir une rupture avec la prédominance masculine de ces filières. Faisons le pari que l'expertise de femmes sur les politiques d'habitat et d'équipements urbains contribuerait à accroître son potentiel d'aménités urbaines, la part du féminin investie dans la métropole élargissant peu à peu sa fonction accueillante.

Une justice spatiale garantie par une cellule de veille

La division par CSP de la population a contribué à invisibiliser les catégories féminines dans les études présidant à la décision politique. Bon nombre d'obstacles inconnus sont ainsi enkystés dans les pratiques professionnelles. Au nom d'un idéal républicain de bien commun, par exemple, la tradition administrative par essence neutre, s'oppose à toute forme de discrimination positive entre sexes. Or, une justice spatiale digne de ce nom se doit de faire avancer études et recherches en s'autorisant à activer le voyant rouge de la

1. Voir en annexe, l'extrait du rapport du Conseil économique, social et environnemental sur cette question.

| Conclusion générale de l'étude

3 | Vers une ville de haute qualité d'égalité homme/femme ?

discrimination genrée. En appliquant le principe de l'évaluation en trois temps, une cellule de veille pourrait passer au crible de l'équité toutes les études urbaines, sociales et culturelles. Son objectif serait de vérifier en amont, pendant et en aval des études, si les femmes sont prises en compte ou non au même titre que les hommes. Elle permettrait ainsi d'inscrire la notion de justice spatiale dans l'agenda politique.

Reconquérir des pratiques de mixité sociale, de genre, d'âge et de fonction

Comment garantir une co-présence des sexes dans la cité ? On a vu combien la non ségrégation genrée était source d'apaisement dans l'espace public ; elle est aussi source de plaisir car que serait une ville sans la présence des femmes ?

La réponse est bien de favoriser une ville qui ne divise pas sa population ni ne spécialise ses espaces. Cela se heurte à la pratique de professionnels leurrés par la croyance en une mixité des genres déjà acquise. En un premier temps, il faudrait réaliser qu'elle ne l'est pas en se livrant à des comptages ; en un deuxième temps, reconsidérer l'ensemble des mixités - fonctionnelle, générationnelle et sociale - en y réintégrant la mixité de genre. Croiser la mixité des âges et de genres favorise un mieux vivre ensemble. La coexistence résidentielle de femmes d'âges moyens avec d'autres habitants aux âges plus avancés, augmente l'aptitude « *compassionnelle* » spontanée qui est à la source de l'éthique du « *care* ». Une politique d'habitat incitant à la co-résidentialisation des classes d'âges et des genres contribuerait donc à un mieux vieillir dans des quartiers rendus ainsi plus solidaires.

Cependant l'attention portée à l'autre et fondée sur la mixité d'âge et de genre, porte ses fruits dans bien d'autres contextes que dans celui du « *prendre soin* », c'est notamment **une composante majeure de la dimension récréative de la ville.**

Redonner ses lettres de noblesse à un espace public véritablement mixte

La ville plébiscitée par les femmes de tous âges possède une dimension festive. Ce caractère ludique distillé par l'urbain indique un nécessaire travail sur les ambiances de rue. Quels aménagements, et quels événements sont propices à l'épanouissement sans entrave d'une mixité genrée ? Quels principes de précautions adopter ?

Les pratiques de rue spontanées ayant cours à l'occasion d'événements collectifs organisés ou non (concerts, projections privées, bals, animations diverses de quartiers) montrent que l'adhésion collective à la cité se fonde sur une appropriation mixte de l'espace et une ouverture à l'altérité. La fête rassemble et brasse les contraires, l'éclectisme attire et brise les barrières.

La ville dite « **désirable** » devrait se situer entre deux extrêmes :

- une ville douce, sécurisante mais ennuyeuse et hygiéniste, et donc peu attirante ;
- une ville festive et « érotique » mais surtout pour les garçons et où les filles qui s'y aventurent prennent des risques.

| Conclusion générale de l'étude

Une ambiance urbaine réussie résulte de cette liberté d'aller et venir de chacun. Cela suppose une lutte déclarée des pouvoirs publics contre les tentatives d'annexion de l'espace public par des groupes sociaux dominants, souvent en relation avec l'hégémonie masculine (bandes, gangs). Dans ce même ordre d'esprit, il s'agit aussi de limiter la privatisation de l'espace public que provoquent les stratégies commerciales de filières professionnelles un peu trop envahissantes (terrasses de café, stands divers).

En revanche, ce qui contient les ferments d'une adhésion au collectif devrait continuer à être encouragé via l'offre équitable d'une gamme diversifiée d'animation et d'événements favorisant le libre usage de l'espace public par les genres et les âges, quels qu'en soient leurs moyens. Cette **ville récréative**, nourrie d'initiatives et de cultures alternatives, accompagnerait les usages par des aménagements et des incitations adaptés comme, par exemple, éviter la surenchère amplifiée de décibels qui irritent les riverains et font fuir les plus vulnérables

Initier un apprentissage à l'espace public pour optimiser le civisme urbain

Les oppositions entre anxiété et érotisme, attirance et répulsion, réticence et aisance, révèlent un apprentissage social inégal des habitants à l'espace public urbain.

Un fort enjeu éducatif est lié à l'égalité des sexes dans l'usage de la ville.

Faudrait-il sensibiliser les futurs citoyens, dès l'enfance et sans distinction de genre, aux codes de bonne conduite dans la cité ? Comment transmettre un usage aisé de la rue associant sécurité et convivialité ? Ne commencerait-on pas d'abord par sensibiliser des formateurs à s'y déplacer avec efficacité, prudence et économie ? Comment former les enseignants à identifier les stéréotypes de genre en cours dans les usages de la ville pour mieux les déjouer chez leurs élèves ? Comment professer le « *courage civil* » à ces futurs citoyens afin qu'ils soient solidaires face aux risques d'agression des plus vulnérables ?



La résilience des jeunes femmes confrontées régulièrement à des pratiques ostentatoires très masculines (alcool, tabagie, violences, sarcasmes) montre une mutation en cours. Sortir et participer à la fête urbaine symbolisent leur implication active à la vie publique de la cité. De telles études qualitatives couplées à des monographies de micro-sites ont le pouvoir de cerner - à travers les mots, les façons de circuler et de stationner dans la ville - les tensions existantes dans l'appropriation des espaces par les groupes. Quels sont les sentiments qui émergent quand on traverse tels ou tels lieux ? Trop denses, trop déserts ? Comment aménager l'espace pour éviter de provoquer des réactions extrêmes comme l'agoraphobie et la claustrophobie ? Quelles sont les grandes constantes sensorielles dues au genre, à l'âge, à l'appartenance culturelle en relation directe avec l'éducation publique et familiale dispensée auprès des individus ? Ces observations apporteraient des clés aux politiques aménagistes de l'ambiance urbaine. Elles pourraient donner lieu à une plus-value de l'espace habité qui, par la suite, permettrait de créer un label de métropole de **haute qualité d'égalité (HqEg)**.

| Conclusion générale de l'étude

Justice spatiale		Ambiance urbaine
Méthode	<ul style="list-style-type: none"> • Quantitatif : exploitation genrée statistique, RP Insee + enquête ménage + panel internautes • Qualitatif : groupes focus + entretiens non directifs + dires d'experts 	<ul style="list-style-type: none"> • Approche par sites urbains témoins • Micro-géographie (comptage, relevés, schémas) • Cartes mentales
Outils	<ul style="list-style-type: none"> • Cellule de veille sur les aménagements, équipements et événements urbains • Evaluation des dispositifs urbains avec la variable genre (cf. programme européen : gender budget, gender management) 	<ul style="list-style-type: none"> • Inventaire annuel de sites aménagés • Collection de monographies genrées
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Intégrer la variable genre dans les agendas politiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Cahiers de charges pour les ambiances urbaines
Enjeux	<ul style="list-style-type: none"> • Réguler les politiques publiques par la justice spatiale vis à vis du genre • Rendre visibles les vulnérabilités en partant du genre 	<ul style="list-style-type: none"> • Apprentissage partagé de l'espace public • Remise à plat des temps sociaux
Perspectives	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un Label HqEg (haute qualité d'égalité) • Sensibilisation des communes de la CUB en partenariat avec l'observatoire MPG (mixité, parité, genre) 	<ul style="list-style-type: none"> • Prestations de services sur sites pertinents : suivi- conseil à l'attention des communes (zones sensibles insécures, centres-villes désertés la nuit, etc.)

| Conclusion générale de l'étude

Faisabilité d'un partenariat autour du genre & du label HqEg	
Etude terrain & expertise urbaine	a-urba Conventionner les travaux de l'agence avec ceux de l'observatoire "Mixité, Parité, Genre".
Animation scientifique & axes de recherche	ADES Mutualiser les moyens & travaux d'expertise. Répondre à des appels d'offre sur le genre.
Financement	Multipartenarial selon les champs de compétences : CUB aménagement urbain, habitat, transport CG 33 solidarité, famille, collège, médico-social Communes animation, scolaire, vie culturelle et de proximité, ordre public Région économie / recherche, emplois, lycée, santé Université innovation, méthodes pluridisciplinaires

| Annexes

1 - Critères de recrutement du panel des femmes

Cible : Trois groupes de 6 femmes de nationalités française vivant dans la métropole bordelaise (CUB) , la majorité d'entre elles vit seule. Sur un groupe de 6 personnes : 2 de Bordeaux/ 4 d'une autre commune CUB.

Critères communs

- Fréquenter la ville-centre régulièrement pour y travailler, consommer ou autres activités (culture, bénévolat, etc.) ;
- Prendre régulièrement les transports en commun ;
- Avoir une pratique nocturne au moins occasionnelle de la ville (ville-centre de résidence ou Bordeaux-centre) ;
- Fourchette des revenus par foyer : moins de 1200 € à 2000 € (couple).

Critère de distinction

- Critères d'âge

- Groupe 1 : 20-28 ans
- Groupe 2 : 30-40 ans
- Groupe 3 : 50-65 ans

- Critères statut familial : une majorité d'isolées

- Groupe 1 : toutes célibataires = vivant seules ou chez leurs parents ;
- Groupe 2 : majorité monoparentale avec 1 ou plusieurs enfants ;
- Groupe 3 : pour partie en couple, pour partie seules (veuves, divorcées).

- Profession : une majorité d'actives

- Groupe 1 : employées + ou - précaires (tertiaire, vente, services à domicile)
- Groupe 2 : salariées et libérales (temps complet et partiels), chômeuses
- Groupe 3 : retraitées (dont bénévoles) et senior actives

Critères de variation à l'intérieur des groupes

On a veillé à panacher à l'intérieur de chaque groupe :

- l'ancienneté résidentielle dans la CUB (2 ans, 5 ans, 10 ans et plus)
- le taux de motorisation : avoir une voiture ou non
- le statut d'occupation du logement (location, sous-location, propriété)
- le type de logement : HLM, pavillonnaire, maison de ville, etc.
- le type de desserte : tram, bus (+ ou – bien reliée à Bordeaux-centre)

Origine géographique

Dans les 3 groupes, sont réparties 2 habitantes de la ville-centre et 4 de la CUB :

- 6 habitantes de Bordeaux : Rive Droite/rive gauche
- 6 habitantes d'une commune desservie tramway, au choix : Rive Droite : les communes d'habitat social : Lormont, Cenon, Floirac, ainsi que Bassens-centre ou Carbon Blanc; rive gauche : Bègles, Talence, Mérignac, Pessac (centre) voire le Bouscat et Bruges en limite communale.
- 6 habitantes d'une commune non desservies par le tramway, au choix : Rive gauche : Blanquefort, Saint-Médard-en-Jalles, Parempuyre, le Taillan Médoc, Gradignan, Villenave d'Ornon, Rive Droite : Bouliac, Ambès, Ambarès, etc.

2 - Guide d'animation des groupes focus

Animation réalisée par *Pascal Monnier*
directrice de l'agence *Ki -Un bureau sur la lune*

Durée de passation pour trois groupes de 6 femmes : 2 h 30 X 3

Laïus d'introduction – Remerciements – présentation de l'agence, de l'équipe de recherche, de l'animatrice, des participantes – explication du pourquoi de la réunion (les femmes et les usages de la ville) et des règles de fonctionnement (écoute mutuelle – recherche d'une expression relâchée – etc.).

Exercice de constitution du groupe – les premiers mots qui vous passent par la tête à propos de l'agglomération – les autres enchaînent sur le mot proposé (le plus éloigné, le plus proche, etc.).

- Chacune fait part aux autres de ce qui lui a fait plaisir aujourd'hui : ce qui l'a enchantée dans la ville ? – ce qui l'a agacée, ce qui lui a déplu ?

1/ La ville : caractéristiques, délimitations, différents espaces

La ville – sensations, imaginaire – ce que l'on associe à cette notion ? à ce mot ?
Ce que l'on ressent ? Entend ? Voit ?

Définition, contours, repérage de la ville et de ses principaux lieux (centre, quartiers, etc.)

L'urbanité - Quand dit-on qu'on est « en ville », qu'on va en ville, qu'on habite en ville ?
ce qui fait, signale, délimite la ville ? : Ce qu'on fait en ville ? Ce qu'on ne fait pas ?

Les différents espaces de la ville – quels sont-ils ? ce qui les sépare ? les réunit ? ce qu'on fait dans chacun ? pourquoi on y va ? pourquoi on y va pas ?

- L'animatrice demande à une femme de venir au tableau et de faire sous les indications des autres participantes la carte (sommaire) des différents espaces de la ville

o On veillera à reprendre les termes des femmes et à ne pas induire la structuration « urbaine » technique, les espaces distingués de manière administrative ou théorique
o La carte sera utilisée tout au long de la réunion comme référence : est-ce partout pareil ? et là ?

Qualifications individuelles - Vous, personnellement, vous diriez quoi des lieux que vous habitez ? fréquentez ? dans lesquels vous travaillez ? comment vous les désigneriez ?

2/ Usages féminins de l'espace urbain : plaisirs et difficultés

Jeux de rôle, projections imaginaires

Une exploratrice-martienne débarque dans la ville : elle ignore tout des usages terriens et bordelais, elle doit faire un voyage pour mettre au courant les femmes de sa planète, parce qu'une partie d'entre elles veulent venir s'installer. Où choisit-elle d'aller pour comprendre vraiment comment se passe la vie quotidienne des femmes dans la ville ? qui choisit-elle de rencontrer ? qui seront ses informateurs ? les meilleurs témoins ? que rapporte-t-elle ? qu'est-ce qui l'étonne le plus ? l'enthousiasme le plus ? la choque le plus ? lui déplaît le plus ? quelles recommandations donne-t-elle aux futures émigrantes de sa planète ? quels conseils ? de quoi doivent-elles le plus se méfier ? que doivent-elles changer pour s'acclimater ? que vont-elles regretter de leur planète ? que vont-elles aimer et adopter ?

On imagine que l'on rencontre la personne (c'est une fable) qui a inventé, conçu la ville (un peu à la manière de Dieu qui, dans la Genèse, a créé le monde en 7 jours) : on imagine qui ? un homme ? une femme ? de quel âge ? qui vivait à quelle époque ? qui pensait quoi des femmes ? on lui demande ce qu'il(elle) cherchait à faire ? son projet ? ses principes ? ce qu'il(elle) a oublié ? réussi ? raté ?

Principaux thèmes à explorer

Pour chacun, on tiendra compte et on envisagera les différences saisonnières et temporelles (semaines, week-ends, jour, nuit), les différences de situation familiale, d'accompagnement (seule / avec femmes / avec enfants / avec homme)

Points privilégiés / névralgiques dans l'espace urbain ? Pourquoi ?

- Là où on va volontiers ? pour quelles raisons ?
- Là où on va mais avec réticence ? pour quelles raisons ?
- Là où on ne va jamais ? pour quelles raisons ?

La rue (au sens large, les places, les bâtiments, les monuments)

Les transports en commun : comment on les vit ? ce qui est spécifique des femmes ? ce qui est fait pour elles ? « contre » elles ?

Les espaces de loisirs

Les lieux de loisir et de sociabilité (espaces ouverts /espaces fermés – espaces publics/espaces privés)

3/ Pistes de modifications et améliorations de l'espace public et urbain

Il s'agit de faire formuler des demandes et attentes plus ou moins connues et de faire spécifier les besoins plus ou moins bien identifiés.

Si on retourne voir le concepteur(trice) de la ville :

- Les consignes qu'on lui donne ? (dans quel esprit ? avec quels principes...)
- Qu'est-ce qu'on lui demande de concret ? pour vous ? pour les autres femmes ?
- Pour que les femmes se sentent plus « chez elles » dans l'espace de la ville ? ou que les femmes interviennent davantage dans la vie de la ville ?

3 - Femme, genre et géographie sociale

Présentation des travaux récents du professeur de géographie Guy di Méo (ADES-CNRS Bordeaux 3)

Restitution écrite à partir de notes lors de son exposé le 7 février 2011

I - Un essai de géographie genrée bordelaise

On observe en France un déficit chronique de travaux géographiques intégrant la question du genre, bien qu'il existe un vrai rapport dissymétrique entre les sexes quand on observe leurs pérégrinations dans l'espace. C'est avec l'exemple de travaux anglophones produits sur les visions masculinistes qu'ont été initiées les études de genres, longtemps restées ignorées de la recherche française. En effet, l'objet territorial qui est celui du chercheur en géographie, a de tout temps été abordé comme étant d'un genre indéterminé alors qu'il est produit par le biais d'une vision masculiniste.

Guy di Meo a effectué de récents travaux sur ce sujet, à partir d'un échantillon de 57 femmes vivant à Bordeaux, auprès desquelles ont été menés des entretiens qualitatifs. Son hypothèse de départ était que les femmes - qui continuent à investir la sphère intérieure domestique, tout en ayant en parallèle une présence extérieure dans la ville de plus en plus importante - ont développé une expérience urbaine plus riche que les hommes.

Trois caractéristiques définissent ce rapport féminin à la ville :

- **l'absence de sérénité dans les déplacements**
- **la présence de murs invisibles dans la ville**
- **une tendance à édulcorer leur vécu par rapport à ces limites**

La ville n'est donc pas ouverte aux femmes de la même façon qu'elle l'est pour les hommes. Or, en tant qu'espace de ressources économiques, sociales et culturelles, il existe un fort enjeu républicain de l'ouvrir à tous, de façon égale. C'est cet enjeu qui justifie le travail du chercheur sur le genre.

La démarche de Guy Di Méo part des 13 quartiers INSEE de Bordeaux pour bien répartir l'échantillon à étudier selon le critère de localisation résidentielle. Il y analyse cette sociabilité homme/femme qui a priori selon les mots d'Erwing Goffman¹ se décrit comme à mi-chemin entre « *ségrégation et mélange* ».

1. E. Goffman (1922-1982), sociologue canadien de langue anglaise, a enseigné en Californie et a été professeur à la chaire d'anthropologie sociale de Pennsylvanie. A publié entre autres : « L'arrangement des sexes », 2002, Paris. La Dispute.

De fait, une confusion voire un malentendu persiste dans les mentalités qui continue à ne pas distinguer d'espaces géographiques entre les genres. L'historienne Christine Bard¹ parle, quant à elle, de « **frontière discrète** » entre les genre supposant beaucoup de mélanges, sans « *séparations aveuglantes des pratiques* ».

La géographe Jacqueline Coutras qui, pour sa part, analyse depuis les années 80 les avancées dans l'espace public des sujets féminins, y observe une présence accrue des femmes par sa remarque en 1996² « *Les deux sexes se séparent désormais l'espace public* ».

II - Typologies des résidentes bordelaises

Dans ses entretiens avec les Bordelaises (réalisée, notons-le, par une femme), Guy Di Méo distingue deux grands thèmes :

- pratiques de l'espace
- représentations sociales et spatiales

Il les classe dans trois catégories :

- les espaces privés/publics polarisants : maison ou rue ?
- les espaces attractifs et répulsifs (murs invisibles)
- les formes spatiales des itinéraires dans la ville

2.1 Espace privé/public : une prédilection pour l'intérieur

Elles sont 8 sur 57 à manifester une restriction « mentale » face à la ville. Elles ne sont pas partisans de l'intériorité/intimité à tout prix, mais recherche une sorte de protection. Cela peut correspondre à des situations de vie où s'exerce une confusion entre le lieu de résidence et le travail (commerçante ou gardienne). Les personnes rencontrées sont soit sur le registre de la prison (mélancolie, dépression et:/ou vieillesse), soit sur le registre de la mère au foyer, dépendante de son statut et de son rôle.

2.2 Des femmes plus extraverties

Elles sont 6 cas. Dont 2 jeunes travailleuses dans du logement provisoire, leur vie est ailleurs, dans les rues, au café, à l'université, au travail. 4 femmes actives, ou au chômage, expriment un fort souci d'exercer une profession à l'extérieur, de saisir la vie à bras le corps, de partir à la découverte du monde. Ce sont des femmes moins dotées, voire sans moyens, mais qui veulent tirer parti au maximum de la ville selon **une urbanité populaire et libertaire**.

2.3 Des figures variées de pratiques urbaines

qui concernent 32 femmes sur 57.

1. Christine Bard, professeur d'histoire à l'université d'Angers est spécialisée des femmes dans la société française contemporaine. Elle est responsable du musée virtuel Musea, création de l'université d'Angers et de l'université virtuelle en pays de la Loire, dédié au genre et à l'histoire des femmes. Elle préside également des archives du féminisme, et est membre du comité de rédaction de la revue « Clio - Histoire, femme et société - ».

2. Jacqueline Coutras, de l'Institut de recherche sur les sociétés contemporaines à Paris (IRESCO/CNRS), analyse la construction sexuée de l'espace urbain depuis 20 ans, notamment dans « Crise urbaine et espaces sexués ». Masson, Armand Colin 1996

- Un entre-deux

8 cas de femmes ont des pratiques spatiales où le curseur se déplace tantôt vers la maison, tantôt vers la ville, selon des valeurs qui permettent d'interpréter leur lien à la ville.

- Un dialogue résidence-quartier

La rue pour 16 de ce femmes n'apparaît pas comme un espace de prédilection, c'est plutôt le tissu socio-spatial autour de la résidence qui est investi. Le quartier est appréhendé de deux façons.

- Un « territoire bobo » où la lecture de la ville montre une topographie d'un espace choisi où l'on connaît tout le monde, dont les commerçants de proximité.

- Une ville en réseau, où existe une série de points entre lesquels on se donne rendez-vous, on se rencontre, généralement en auto (exemple à Caudéran), selon un jeu sélectif entre des lieux ressources.

- Un équilibre domicile et ville, avec un goût pour le charme urbain

8 enfin disent vivre des moments exaltants dans les transports urbains. L'extérieur est assimilé à un événement vivant, à un vrai spectacle.

Cette diversité des pratiques urbaines féminines va un peu à l'encontre des propos de Sylvette Denèfle¹ estimant que tout distingue les pratiques féminines et masculines. Or, ces catégories montrent combien existent en fait des **figures de continuum** entre les maisons, les quartiers, les villes, les réseaux et les extensions multiples vers la ville.

III - Une approche structuraliste des formes de sensibilité urbaine

Les perceptions recueillies sur les lieux de la ville se traduisent sous formes de binômes antinomiques, exprimant une dizaine de valeurs opposées

Agité -----	Calme
Bruyant -----	Silencieux
Sale -----	Propre
Encombré -----	Fluide
Agressif -----	Paisible
Dangereux -----	Inoffensif
Caché -----	Visible
Fermé -----	Ouvert
Minéral -----	Vert
Laid -----	Beau

De cet inventaire d'antinomies, ressort une idéologie de la ville et une esthétique urbaine et spatiale d'espaces propres, dégagés, aérés, accessibles, animés et fluides à la fois, paisibles et rassurants, ouverts et dotés d'espaces verts et de fleurs. Ce qui rejoint une intuition de l'imaginaire qu'on se fait à propos d'une femme ! Mais qui n'est pas opposé, non plus, à ce que les hommes véhiculent comme vision idéale de la ville.

1. Sylvette Denèfle, professeur de sociologie à l'université de Tours, directrice de la Maison des Sciences de l'Homme. A dirigé l'ouvrage collectif « Utopies féministes et expérimentations urbaines » aux Presses universitaires de Rennes en 2008

Aux espaces attractifs, correspondent les Quais réaménagés (rive gauche), le triangle d'or, et le haut de la rue Sainte-Catherine, ainsi que les jardins (fréquentés de jour), le quartier Saint-Pierre, les Chartrons et Saint-Michel (avis partagé)

Aux espaces de détestation sont associés aussi Saint-Michel, la Gare, Mériadeck, Belcier, les Capucins, les Aubiers, Bacalan, etc.

La peur ressentie dans ces quartiers est masquée par un certain nombre d'expression, du type : « *je n'ai rien à y faire* », ou « *il n'y a rien à voir* ».

Résumé de la pratique urbaine féminine

- Les fréquentations des lieux sont régulées à l'inverse de la flânerie.
- Le temps est associé à celui du « *care* » (prendre soin des autres, de soi).
- Il y a un processus de canalisation des déplacements dans la ville.
- Les femmes pratiquent une flânerie contrôlée dans des lieux autorisés (dédiés).

4 - Les violences faites aux femmes : état des statistiques en 2010

Note réalisée à partir des travaux des chercheurs *Yves Raibaud (ADES-CNRS)* & *Johanna Dagorn (du CIDFF¹)*

Les enquêtes annuelles menées par le ministère de l'Intérieur Français font état en 2011 d'une augmentation alarmante des violences faites aux femmes sur l'espace public (+ 15%)², les dénonçant comme un fait de société majeur.

Cependant, même si, en valeur absolue, l'augmentation de la violence sur la voie publique est importante, elle doit être relativisée par le fait qu'elle ne concerne que 7% des violences faites aux femmes. En croisant les statistiques nationales (dont l'observatoire de la délinquance) avec ceux de diverses associations, le tableau devient plus nuancé. Ainsi on observe que :

• 68% des agressions déclarées par les femmes se passent au domicile de la victime ou de l'agresseur,

- seulement 2% des femmes victimes le dénoncent
- 3, 3% des agressions ont lieu dans les institutions scolaires (ou parascolaires)

• 7% seulement se déroulent dans des lieux publics tels que :

- rue (3,7%),
- transports en communs (1,5%),
- bois, bords de route (2,2%),
- parkings (0,6%).

1. CIDFF : Centre d'information des droits des femmes et des familles, instances départementales regroupées en Union régionale.

2. Ces chiffres sont fondés, comme les suivants, sur les dépôts de plaintes des victimes et leur évolution d'année en année, dévoilant un fait majeur qui était ignoré en grande partie du fait de la non-déclaration par les femmes des agressions subies.

Le sentiment d'insécurité des femmes dans l'espace public masque la réalité des faits

Les enquêtes montrent combien le sentiment d'insécurité et la peur du viol apparaissent symétriquement inversés. Le parking, les transports en communs et la rue apparaissent au sommet des lieux de l'insécurité. Et toutes générations confondues, les femmes continuent à considérer l'école et le domicile familial comme des lieux protecteurs et rassurants... Les chiffres montrent le contraire.

Cette perception biaisée, nous paraît être un fait saillant. Cela suppose une interrogation nouvelle sur le viol et les violences faites aux femmes. La déformation des chiffres n'est-elle pas utilisée au profit d'une régulation immémoriale des espaces sexués-générés ? Régulation qui assure strictement aux femmes l'usage et la gestion de l'espace privé et les détourne d'un usage de l'espace public (et notamment de la ville) réputé être dangereux. Quel sens donner à ces informations qui soulignent la violence urbaine uniquement à travers le fait que les femmes en soient les principales victimes ? Qui sont les agresseurs désignés en creux par ces chiffres ? Comment se construit cette socialisation des femmes qui les écarte de l'usage de l'espace public et donc de toute possibilité d'apprentissage à l'espace citoyen (au même titre que les jeunes hommes) ?

74 % des cas, la victime connaît ou connaissait son agresseur

Ce pourcentage comprend bien entendu les viols sur mineurs - généralement commis par l'entourage proche - mais aussi les abus sexuels commis par abus de confiance, chantage, menace, surprise, violence par des personnes que les victimes connaissent - conjoint, collègue de travail, proche de la famille, médecin ou soignant, etc.). Par voie de conséquence, l'agresseur n'est donc un inconnu que dans 26 % des cas ...

La peur dans la rue, une attitude naturelle ou une construction culturelle ?

A ce propos, la chercheuse Marylène Lieber (voir bibliographie) analyse combien on trouve naturelle cette peur des femmes dans l'espace public : « *L'étude des peurs sexuées et des tactiques d'évitement que les femmes déploient lorsqu'elles sortent dans les espaces publics le soir, permet de rendre compte d'un phénomène pourtant présenté comme naturel.* ». L'auteur constate de fait l'inadéquation des politiques publiques : « *Les politiques de sécurité portent essentiellement sur l'espace public et marginalisent les violences faites aux femmes dans l'espace privé* ». Elle s'interroge enfin sur les réelles motivations féminines : « *Les appréhensions des femmes et leurs stratégies d'évitement sont-elles dissonantes face à la faible réalité statistique de femmes ou filles violées dans les espaces publics ?* »

En bref : quelques questions dérangementes

Dissimulerait-on derrière ce non-dit la violence faite aux femmes dans l'espace privé ? L'espace public contemporain n'exercerait-il pas un « *tri généré* » tacitement accepté ? La rue ne serait-elle donc pas la place de la femme ? Cette dernière assertion, intériorisée par les femmes et pérennisée par l'ordre public, ne relèverait-elle pas des effets de la domination masculine, notamment avec l'exercice de ce que Michel Foucault nommait le « *biopouvoir* » sur les femmes dans l'espace public ?

5 - Evolution et prospective sur la situation des femmes dans la société française de 1968 à 2008

Rapport du Conseil Economique , Social et Environnemental
Extrait de la communication du février 2009

CHAPITRE IV

I - UN ACCÈS TARDIF À LA CITOYENNETÉ

La question de la citoyenneté des femmes a alimenté débats et polémiques depuis la Révolution française. Celle-ci a certes posé le principe de l'égalité de tous, mais son application est restée restrictive dans de nombreux domaines.

Ainsi, la constitution de 1793 qui instaura le suffrage universel en écarta les femmes et leur refusa également le droit de porter les armes, deux attributs qui définissaient alors la citoyenneté. Seul Condorcet s'éleva à l'époque contre cette discrimination en se demandant si le législateur « *n'avait pas violé le principe de l'égalité des droits en privant tranquillement la moitié du genre humain de celui de concourir à la formation des lois, en excluant les femmes du droit de cité* ».

Autre grande figure révolutionnaire, **Olympe de Gouges** publia en 1791 la « *Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne* » dont l'article VI reste tout à fait d'actualité : « *La loi doit être l'expression de la volonté générale ; toutes les citoyennes et citoyens doivent concourir personnellement ou par leurs représentants à sa formation; elle doit être la même pour tous : toutes les citoyennes et tous les citoyens étant égaux à ses yeux, doivent être également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leurs capacités et sans autres distinctions que celles de leurs*

vertus et de leurs talents ». Tout au long du XIX^{ème} siècle, l'idée de fonder en droit l'égalité des femmes a continué de se heurter à des résistances nombreuses, à commencer par le Code civil de 1804 dit Code Napoléon, qui affirmait l'incapacité juridique totale de la femme mariée et bien entendu son exclusion des droits politiques.

Les revendications égalitaires refirent surface à partir de la Révolution de 1848, mais le suffrage universel rétabli était toujours réservé aux hommes. De fait, à la fin du XIX^{ème} siècle, aucune femme du monde occidental n'avait encore acquis les libertés civiles. **En 1906, la Finlande fut le premier pays européen où les femmes purent voter et être élues.** La Norvège suivit en 1913, le Danemark en 1915, la Suède en 1921. En France, la Chambre des députés défendit à plusieurs reprises le suffrage des femmes en 1919, 1925, 1927, 1932 et 1935, mais ces propositions furent toutes mises en échec par le Sénat, certains politologues estimant d'ailleurs que les députés se donnaient bonne conscience tout en sachant pertinemment que celles-ci n'avaient aucune chance d'aboutir.

UNE ÉGALITÉ FORMELLE

Dès 1918, au lendemain de la Première Guerre mondiale, de nombreux pays européens, notamment la Grande-Bretagne, la Suède, l'Allemagne, l'Autriche, les Pays-Bas, ont accordé le droit de vote aux femmes, l'Espagne un peu plus tard (1931). Les fem-

mes turques seront pour leur part électrices en 1930 et éligibles en 1934. Mais l'attente sera beaucoup plus longue pour les Françaises (1944), les Italiennes et les Portugaises (1945), les Belges (1948) et surtout les Suissesses (1971).

En France, « *les femmes sont électrices et éligibles dans les mêmes conditions que les hommes* » depuis une ordonnance signée à Alger le 21 avril 1944 par le Général de Gaulle, et le préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, auquel se réfère celle du 4 octobre 1958, proclame que « *la loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme* ».

Selon Janine Mossuz-Lavau et Mariette Sineau qui ont conduit plusieurs recherches sur le vote des femmes en France mais aussi en Europe, dans la plupart des démocraties occidentales, les comportements des électrices ont évolué de manière à peu près identique.

Trois phases peuvent être mises en évidence dans l'évolution du « *gender gap* », appellation anglo-saxonne utilisée pour désigner les divergences politiques selon le genre.

Pendant la Première, de l'immédiat après guerre à la fin des années 1960, on assiste à une sorte d'apprentissage : les électrices s'abstiennent plus que les hommes de se rendre aux urnes et de voter en faveur des

candidats de gauche. Dans la seconde, correspondant aux années 1970, les femmes se mettent à participer autant que les hommes et l'écart sur le vote de gauche se réduit. Enfin, la troisième commence au milieu des années 1980 : désormais, les électrices apportent leurs suffrages aux candidats de gauche, dans les mêmes proportions que les électeurs. Leur vote présente toutefois des spécificités comme une propension à soutenir les écologistes et une forte réticence pour l'extrême droite.

Cette dernière observation se vérifie en France, mais aussi en Allemagne, Autriche, Italie, Suisse, Danemark et Norvège. Lors de son audition devant la délégation aux droits des Femmes et à l'égalité des chances entre hommes et femmes, Mme Janine Mossuz-Lavau a fait état d'une manifestation illustrative du « *gender gap* » en France : ainsi au premier tour de l'élection présidentielle de 2002, le leader du Front national n'aurait pas été qualifié pour le second si seules les électrices avaient voté, alors qu'il serait arrivé en tête si seuls les hommes s'étaient prononcés.

À Consulter : de Janine Mossuz-Lavau - Mariette Sineau, politologues, CEVIPOF, Sciences Po - CNRS. *Femmes, genre et sociétés - L'état des savoirs*. Éditions La Découverte, 2005. Et : *Quand les femmes s'en mêlent - Genre et pouvoir*. Éditions de La Martinière, 2004.

Cette évolution d'ensemble du vote des femmes depuis soixante ans s'explique par leur accès à l'éducation, leur entrée massive dans le monde du travail et leur désaffection vis-à-vis de la religion, mais l'uniformité n'est pas encore de mise, notamment quant à l'intérêt porté à la vie politique. Sur ce point, les comportements des jeunes femmes, y compris des plus diplômées, diffèrent de ceux des jeunes hommes.

Une enquête réalisée en 2002 auprès des étudiants de Sciences Po révèle que les filles se disent à la fois moins intéressées par la politique que les garçons, plus démunies en connaissances à ce sujet et un peu plus engagées à gauche.

« Peut-être faut-il voir dans ce moindre intérêt une réticence à accepter la structuration actuelle du champ politique, organisé par des hommes et soumis à des règles qui ne leur paraissent pas toujours justifiées, pas toujours adéquates pour traiter des problèmes qu'elles estiment prioritaires ». Toujours est-il que si les Françaises exercent désormais pleinement leur droit de vote, l'éligibilité demeure encore, pour une large part, hors de leur portée.

II - UNE LENTE PROGRESSION DE LA PLACE DES FEMMES DANS LA VIE POLITIQUE

Il y avait 5,6 % de députées dans l'Assemblée constituante élue le 21 octobre 1945, 6,1 % après les élections législatives de 1993,

10,9 % en 1997, en raison d'une action volontariste de Lionel Jospin qui avait imposé au parti socialiste de réserver 30 % des circonscriptions à des candidates. Depuis la promulgation de la loi sur la parité du 6 juin 2000, la part des femmes élues à l'Assemblée nationale est passée de 12,3 % en 2002 à 18,5 % en 2007, ce qui place la France au dix huitième rang parmi les États membres de l'Union européenne.

La France est pourtant le premier pays au monde à s'être doté d'une législation permettant d'accéder à la parité politique ! Lors des dernières élections législatives, la féminisation des groupes politiques est apparue plus importante à gauche qu'à droite. C'est le parti socialiste qui y contribue le plus largement avec 48 élues sur 186, soit 25,6 %. On dénombre également 4 élues PRG (sur 7), 3 élues communistes (sur 15), 1 élue verte (sur 4) et 5 élues divers gauche. Les partis de droite sont beaucoup plus restrictifs puisqu'on compte 45 députées UMP sur 313, soit 14,5 % (contre 36 sur 355 en 2002, soit 10,1 %) ainsi qu'une élue MPF.

À Consulter : *Les cultures politiques des étudiants de Sciences Po.* Enquête réalisée sous la direction d'Anne Muxel. Paris. Cahiers du CEVIPOF, 2003. Et : *Élections législatives 2007 : les petits pas de la parité.* Note de synthèse. Observatoire de la parité, 25 juin 2007.

A - UN DISPOSITIF LÉGISLATIF DE PLUS EN PLUS CONTRAIGNANT

La progression de l'idée de **parité** au cours de la décennie 1980/1990 ne s'est pas faite sans mal et s'est appuyée notamment sur les analyses et propositions de l'Observatoire de la parité institué par un décret du 18 octobre 1995. Le processus se concrétisera réellement lorsque le Parlement, réuni en congrès à Versailles le **28 juin 1999**, modifie deux articles de la Constitution. Il ajoute à l'article 3 : « *La loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives* » et à l'article 4 concernant les partis politiques : « *Ils contribuent à la mise en œuvre du principe énoncé au dernier alinéa de l'article 3 dans les conditions déterminées par la loi* »

À la suite de cette réforme constitutionnelle, de nouveaux textes seront nécessaires pour organiser une partie des élections selon le principe paritaire. La première loi en ce sens est promulguée le 6 juin 2000. Elle stipule que pour être valides, les listes doivent respecter une alternance stricte entre hommes et femmes pour les élections à un tour comme les européennes et les sénatoriales à la proportionnelle. Pour les élections municipales (dans les communes de 3 500 habitants et plus), il n'y a pas d'obligation d'alternance stricte, mais chaque liste doit présenter 50 % de candidats de chacun des deux sexes par tranches de

six candidats. Pour les élections régionales, la loi du 11 avril 2003 a instauré une alternance stricte entre hommes et femmes pour la composition des listes. En revanche, pour les élections législatives, le système n'est qu'incitatif, les partis qui ne présentent pas 50 % de candidates obtenant un moindre financement public. La loi du 6 juin 2000 ne concernait pas les élections cantonales, sénatoriales au scrutin majoritaire et municipales, dans les communes de moins de 3 500 habitants.

La loi du 31 janvier 2007 a renforcé les contraintes préexistantes et en a ajouté de nouvelles. Elle a introduit quatre dispositions supplémentaires dont deux concernent les élections municipales dans les villes de 3 500 habitants et plus : - alternance stricte femmes/hommes dans la composition des listes électorales; - obligation de parité sur les listes d'adjoints élus par le conseil municipal.

La troisième concerne les élections cantonales et impose aux candidats de se présenter avec un suppléant du sexe opposé appelé à le remplacer en cas de décès ou démission. La quatrième enfin prévoit une obligation de parité dans les exécutifs régionaux et augmente la pénalité financière encourue par les partis qui ne respectent pas la parité des investitures lors des élections législatives. La loi du 26 février 2008 a, pour sa part, rendu pleinement effective l'institution du ticket paritaire figurant dans la loi du 31

janvier 2007 en disposant que le conseiller général démissionnaire en raison de la législation relative au cumul des mandats est remplacé par son suppléant, lequel est obligatoirement de sexe opposé. Le processus paritaire engagé en 2000 a indéniablement commencé, en dépit des résistances fortes de certains partis, à transformer le paysage politique français en agissant de manière directe et indirecte sur le renouvellement des instances électives, mais le partage équilibré des responsabilités citoyennes entre les femmes et les hommes relève toujours aujourd'hui davantage du rêve que de la réalité.

Toutefois, une vraie dynamique est enclenchée. De plus, ainsi que l'a souligné Christine Bard lors de son audition, « *une des grandes vertus de la parité a été d'imposer des statistiques sexuées, pour démontrer qu'il existait des discriminations à l'égard des femmes* ».

B - PRINCIPAUX EFFETS DANS LES DIFFÉRENTES INSTANCES POLITIQUES DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EN FAVEUR DE LA PARITÉ

La loi du 6 juin 2000 a incontestablement ouvert une brèche au sein du quasi monopole des hommes dans la vie politique qui, du seul fait de l'évolution spontanée, n'était sans nul doute pas prêt de changer.

1. Une avancée significative de la parité grâce à l'application de conditions impératives

Les statistiques figurant dans cette partie proviennent du ministère de l'Intérieur et de l'Observatoire de la parité.

Grâce aux lois du 6 juin 2000 et du 11 avril 2003, les élections européennes et sénatoriales à la proportionnelle 78 respectent désormais un principe de parité stricte sur les listes de candidats. S'agissant du Parlement européen, la féminisation de la représentation est forte : en juin 2004, sur les 78 députés français du Parlement européen, 34 femmes ont été élues, soit 43,6 %, ce qui place la France au 4^{ème} rang des États de l'Union européenne derrière la Suède, le Luxembourg et les Pays-Bas. **La représentation des femmes parmi les députés européens français a quasiment doublée en 25 ans**, passant de 22,2 % en 1979 à 43,6 % en 2004, la moyenne de l'Union européenne étant de 30,3 %. Et deux Françaises ont présidé le Parlement européen. Au Sénat, la progression des femmes est clairement liée aux conditions contraignantes imposées dans certains départements. Si globalement la proportion de sénatrices a progressé de 5,3 % en 1998 à 10,6 % en 2001, la féminisation s'est accélérée à compter de l'entrée en vigueur de la loi sur la parité passant de 16,9 % en 2004 à 17,5 % en 2006 et 21,9 % à l'issue du dernier renouvellement de sep-

tembre 2008. Cette évolution positive est essentiellement observée dans les départements soumis au scrutin proportionnel avec obligation de parité. Les élections sénatoriales depuis 2001 se sont traduites par une augmentation de plus de 20 % du nombre de femmes élues dans les départements concernés par cette disposition contraignante.

Sous l'effet de la législation paritaire, la féminisation a également sensiblement progressé au sein des conseils régionaux. La proportion des **conseillères régionales** est ainsi passée de 25,5 % en 1998 à 47,6 % en 2004 et de 35,9 % à 49,4 % parmi les candidats pour ces mêmes années. Les conseils régionaux sont ainsi aujourd'hui les assemblées représentatives les plus féminisées de France. Concernant les exécutifs en revanche, l'obligation de parité introduite par la loi du 31 janvier 2007 est encore trop récente pour avoir manifesté ses effets, l'exercice des responsabilités demeure donc toujours concentré entre les mains des hommes, y compris dans les collectivités administrées par des assemblées où les femmes sont représentées de façon quasi paritaire. L'exemple des conseils régionaux est particulièrement illustratif à cet égard puisqu'ils comptent 47,6 % de femmes, mais seulement 3,8 % des présidents (de fait, une seule région est présidée par une femme) et 37,3 % des vice-présidents. S'agissant des conseils municipaux des communes de

3 500 habitants et plus, seules concernées par l'obligation de parité par groupe de six candidats, la proportion de femmes élues a considérablement augmenté passant de 25,7 % en 1995 à 47,5 % en 2001 et 48,5 % en 2008. Toutes communes confondues, les femmes restent en revanche extrêmement minoritaires aux postes de maires qui ne sont pas concernés par l'obligation de parité et la progression observée est très lente : 7,5 % en 1995, 10,9 % en 2001 et 13,8 % en 2008.

L'obligation introduite par la loi du 31 janvier 2007 imposant la parité sur les listes d'adjoints a toutefois d'ores et déjà contribué à une plus grande visibilité des femmes dans les exécutifs municipaux, puisque 36,8 % des premiers adjoints sont des femmes. Au total, la loi du 6 juin 2000 s'est donc traduite par une indéniable amélioration de la représentation des femmes au sein des assemblées élues à la représentation proportionnelle. On notera que cette loi a également stimulé le dynamisme des femmes dans certains départements ou collectivités territoriales d'Outre-mer. Ainsi, en Guadeloupe, les femmes sont particulièrement engagées dans la vie politique, ce dont témoigne leur représentation à l'Assemblée nationale (2 députées sur 4). En Polynésie française, le taux de féminisation de l'Assemblée territoriale atteint aujourd'hui 51 % et son Bureau compte 6 femmes sur 10 membres. Toutes communes confondues, le pourcentage glo-

bal de femmes conseillères municipales est passé de 21,7 % en 1995 à 33 % en 2001 et 35 % en 2008.

2. Sans contrainte, la part des femmes reste faible

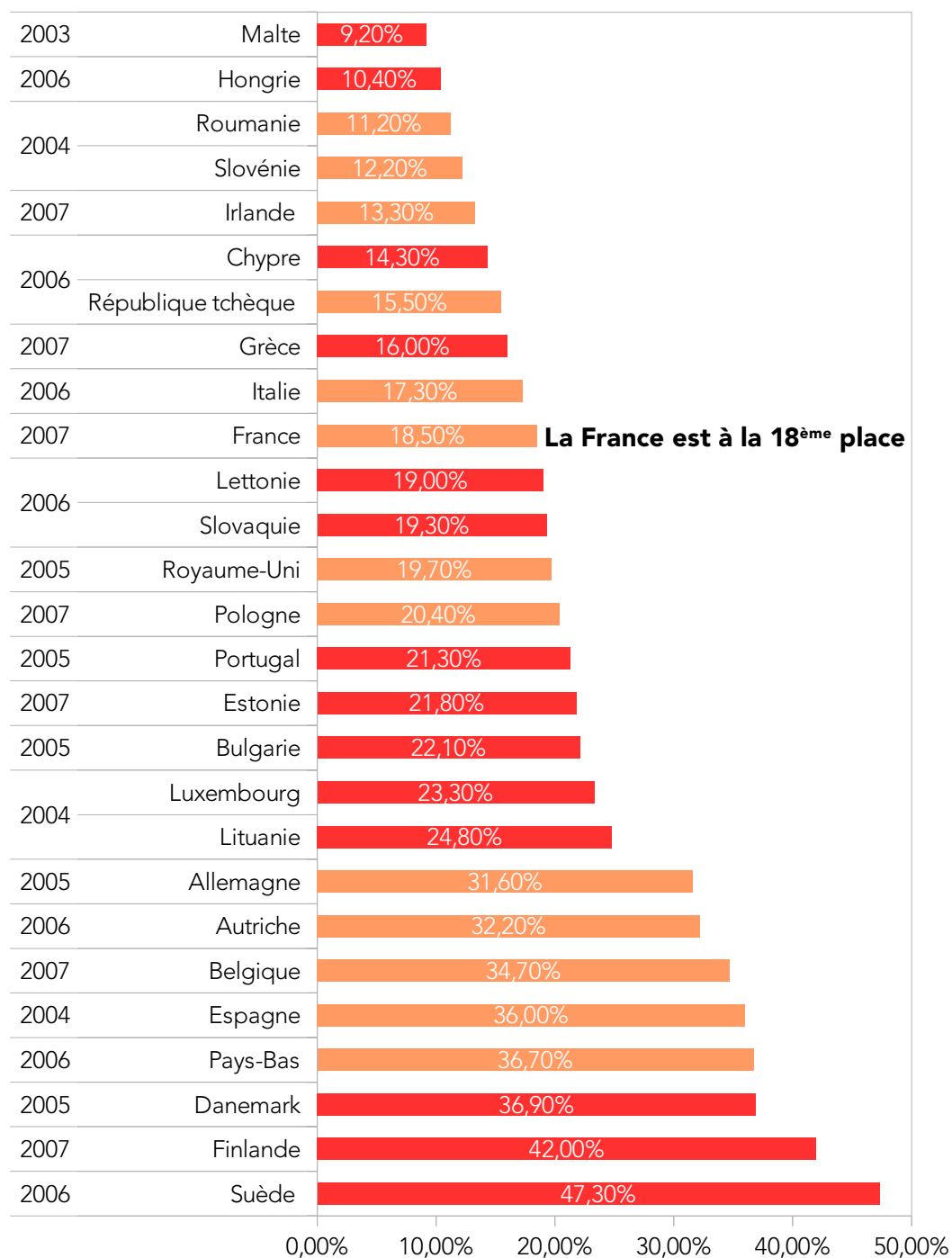
La loi du 6 juin 2000 s'est bornée à pénaliser financièrement les partis ne respectant pas la parité de candidatures pour les élections législatives (diminution des crédits accordés par l'État sur une fraction de la dotation publique). **La pénalisation a été alourdie par la loi du 31 janvier 2007.** Cette disposition n'a guère eu d'effet sur les grands partis qui ont préféré perdre de l'argent plutôt que promouvoir des femmes. Dès lors, leur proportion à l'Assemblée nationale progresse très lentement : à peine 8 % en dix ans, passant de 10,9 % en 1997 à 18,5 % en 2007 et ce, alors même qu'à la dernière campagne électorale, près de 42 % des candidats étaient des femmes. La plupart d'entre elles ont été investies dans des circonscriptions difficilement gagnables, ce qui ne permet donc qu'à 107 femmes de représenter les Français à l'Assemblée nationale sur les 577 élus.

Quant aux deux autres élections auxquelles ne s'appliquent pas l'obligation paritaire prévue par la loi du 6 juin 2000, force est de constater que l'effet d'entraînement escompté est relativement faible, voire quasi nul pour les conseils généraux.

Ainsi, la proportion de femmes élues dans les conseils municipaux des communes de moins de 3 500 habitants⁸¹ est passée de 21 % en 1995 à 30 % en 2001 et 32,2 % en 2008 (contre 48,5 % dans les communes de plus de 3 500 habitants auxquelles s'impose l'obligation de parité). Il convient a contrario de souligner que le pourcentage de femmes élues maires dans les communes de moins de 3 500 habitants, soit 14,2 %, reste plus important que celui des communes de 3 500 habitants et plus où elles ne sont que 9,6 %. Enfin, une résistance majeure à la parité continue d'être observée pour les élections cantonales exemptes de toute contrainte, tant réglementaire que financière. **Les conseils généraux sont de fait les assemblées élues les moins féminisées de France avec 13,1 % de femmes à l'issue des dernières élections de mars 2008.**

Graphique n°16 : Place des femmes dans les parlements des États membres :

Assemblée nationale ou chambre unique. Source : Union interparlementaire au 31/10/07. Chiffres clés 2007. Ministère du Travail, des relations **sociales et de la solidarité**



Bibliographie générale

Ayral S. et Raibaud Y. (2010), *Le genre, variable centrale de la violence sociale ?* In Actes du colloque de l'Association Française de sociologie, Desclée de Brouwers.

Badinter E (2010) *Le Conflit, la Femme et la Mère*, Paris, Flammarion.

Bereni L. Chauvin S., Jaunait A., Revillard A. (2008) Introduction aux Gender Studies, Manuel d'étude sur le genre. Bruxelles. De Bœck

Bourdieu P (1998), *La Domination Masculine*. Paris, Seuil.

Brown, M.P. (2000) *Closet Space. Geographies of metaphor from the body to the globe*. Londres, Routledge.

Brugère F. (2008), *Le Sexe de la Sollicitude*, Paris, Paris, Seuil.

Butler J. (1990), *Gender Trouble : feminism and subversion*, Paris, La Découverte.

Coutras J. (1996), *Crise urbaine et espaces sexués*, Paris, Armand Colin.

Delphy C. (2009), *L'Ennemi Principal, Penser le Genre*, Paris, Syllepse.

Denèfle. S (2008), *Utopies féministes et Expérimentations Urbaines* . Rennes PUF.

Di Méo G. (2011), *Les Murs Invisibles. Femmes, Genre et Géographie Sociale*. Armand Colin Recherches.

Foucault M.(1975), *Surveiller et Punir*, Paris, Gallimard.

Foucault M. (1976-1984), *Histoire de la Sexualité*, Paris, Gallimard.

Fraisse G. (2010), *A Côté du Genre. Sexe et philosophie de l'égalité*, Paris, Le Bord de l'Eau.

Ghassarian C (2002), *De l'Ethnographie à l'Anthropologie Réflexive*, Paris Armand Colin.

Gilligan C. (1982), *In a Different Voice* . Traduction (2008) Une voix différente Paris Champs Essai

Goffman E. (2002 [1977]), *L'Arrangement des Sexes*, Paris, La Dispute.

Héritier F. (1996), *Masculin Féminin 1, La Pensée de la Différence*. Paris Odile Jacob.

Lévi-Strauss C. (1949) *Les Structures Élémentaires de la Parenté*, Paris, PUF.

| Bibliographies

Lévy, J., Lussault, M. (2003), *dir. Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin.

Lieber M. (2008), *Genre, Violences & Espaces publics. La vulnérabilité des femmes en question*, Presses de Sciences Po.

Philippe R. (2002). *Le Sentiment d'Insécurité*, in Laurent Mucchielli, Philippe Robert (dirs.), *Crime et sécurité. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte.

Raibaud Y., (2005), *Des lieux construits par le genre*, in revue *Géographie et Culture* n°54.

Raibaud Y. (2011), *Géographie Socioculturelle*, Paris, L'Harmattan.

Roché S (1993), *Le sentiment d'insécurité*, Paris, Presses Universitaires de France.

Senneth R. (1979) *Les Tyrannies de l'Intimité*, Paris, Le Seuil.

Tronto J. (2009), *Un Monde Vulnérable, pour une Politique du Care*, (H. Maury trad.) Paris. La Découverte.

Welzer-Lang D.(2008) *Les Hommes et le Masculin*, manuel de cours. Paris, Payot.

Travaux divers

a'urba, BVA/CUB (déc.2009), *Enquête ménages déplacements dans l'agglomération bordelaise*.

Coutras J. (1987), *Hommes et Femmes dans l'Espace Public Français depuis un siècle* ».Cahiers de géographie du Québec volume 31.

Deroff M-L, Roux N, (2009) *La Prise en compte du Genre au sein d'une Collectivité territoriale*. Université de Bretagne occidentale.

Jaillet M.C (2004) « *Masculin/Féminin dans la ville* » www.cafe-geo.net.

Junter A (2006), *Le Temps des Villes à Rennes, retour sur une expérience*. Economie et Humanisme n° 378.

Revues

« *Justice Spatiale* » (2011) voir le n°3, Université de Paris Ouest Nanterre.

« *Clio, Histoire femme et société* ». (Bard. C)

« *Courrier de Cassandra* » (voir n°51, Gentelle P. rédacteur)

Note interne a'urba - Goïty E (oct.2009), *Penser le temps comme condition du développement durable*.

| Bibliographies

Bibliographie, psychologie sociale

Chatard, A., Guimond, S., Lorenzi-Cioldi, F., & Désert, M. *Domination masculine et identité de genre.* Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale. 2005. 67-68p, 113-123p.

Lorenzi-Cioldi, F. & Buschini, F. *Vaut-il mieux être une femme qualifiée ou être qualifiée de femme? Effets paradoxaux de la catégorisation dans la discrimination positive.* In M. Sanchez. 2005.

Lorenzi-Cioldi, F. & Dafflon, A.-C. *Norme individuelle et norme collective, I. Représentations du genre dans une société individualiste.* Swiss Journal of Psychology. 1998. 57p, 124-137p.

Lorenzi-Cioldi, F.

Professions au masculin et au féminin: Un moyen terme entre le masculin et le féminin ? Revue Internationale de Psychologie Sociale. 1997. 10p, 135-152p.

Lorenzi-Cioldi, F. : ouvrages collectifs

- Préface. In Matlin, M. W. (Ed.). *Psychologie des femmes.* Bruxelles: De Boeck. 2007. 7-9p.

- « Avec nous, mais pas parmi nous » : Un paradoxe de la discrimination positive. In *Les hommes et l'égalité : Actes de la conférence « Les hommes et le changement: le rôle des hommes dans l'égalité entre hommes et femmes ».* Bruxelles: Institut pour l'égalité des femmes et des hommes. 9-10 septembre 2005. 41-48p.

- *Les jeunes dans la publicité: Représentations indifférenciées ou sexuées ?* In A. Dafflon Nouvelle (Ed.), *Filles-garçons. Socialisation différenciée ?* Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble. 2006. 325-342p.

- Sexe et genre, androgynie : Quels concepts pour penser l'éducation? In N. Mosconi (Ed.), *Égalité des sexes en éducation et formation.* Paris, Presses Universitaires de France. 1998. 99-107p.

- Androgynies au masculin et au féminin. In M. Berthod-Wurmser et al. (Eds.), *La place des femmes. Les enjeux de l'identité et de l'égalité au regard des sciences sociales.* Paris : La Découverte. 1995. 143-151p.

Mazas & L. Licata (Eds.), *L'autre. Regards psychosociaux.* Presses Universitaires de Grenoble. Grenoble. 279-308p.

Moliner, P., Lorenzi-Cioldi, F., & Vinet, E. (in press). *Utilité sociale des représentations intergroupes de sexe. Domination masculine, contexte professionnel et discrimination positive.* Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale.

Vidéos

Eve Ensler : http://www.ted.com/talks/lang/eng/eve_ensler_embrace_your_inner_girl.html

Tout « women » : <http://www.ted.com/search?q=women>

| Table des illustrations

- 1 - Graphique 1** - Répartition des femmes et des hommes par classe d'âge (Sources : INSEE RP 2007) | 21
- 2 - Graphique 2** - Répartition des femmes et des hommes vivant seuls par classe d'âge (Sources : INSEE RP 2007) | 21
- 3 - Graphique 3** - Type de ménage (Sources : INSEE RP 2007) | 22
- 4 - Graphique 4** - Répartition des hommes et des femmes par statut d'occupation de leur logement (Sources : INSEE RP 2007) | 23
- 5 - Graphique 5** - Répartition des personnes vivant seules par statut d'occupation (Sources : INSEE RP 2007) | 23
- 6 - Graphique 6** - Répartition des hommes et des femmes par CSP (Sources : INSEE RP 2007) | 24
- 7 - Graphique 7** - Répartition des femmes par CSP (Sources : INSEE RP 2007) | 25
- 8 - Graphique 8** - Répartition des hommes par CSP (Sources : INSEE RP 2007) | 25
- 9 - Graphique 9** - Répartition des femmes par CSP vivant seules (Sources : INSEE RP 2007) | 26
- 10 - Graphique 10** - Répartition des femmes par CSP et par âge (Sources : INSEE RP 2007) | 27
- 11 - Graphique 11** - Répartition des individus par genre et activité (Sources : INSEE RP 2007) | 28
- 12 - Graphique 12** - Répartition des individus par genre et activité et indice de solitude (Sources : INSEE RP 2007) | 28
- 13 - Graphique 13** - Comparaison des salaires nets horaire moyens des hommes et des femmes (Source : DADS, 2007) | 29
- 14 - Graphique 14** - Répartition des femmes et des hommes par niveau de diplôme (Sources : INSEE RP 2007) | 30
- 15 - Carte 1** - Une agglomération faite de villes et de non villes | 86
- 16 - Carte 2** - Zoom sur le centre ville et ses circulations | 87
- 17 - Carte 3** - Bordeaux diurne, une majorité de zones avenantes | 89
- 18 - Carte 4** - Bordeaux nocturne, une majorité de zones repousseurs | 90
- 19 - Carte 5** - Les principaux sites festifs bordelais | 102
- 20 - Carte 6** - Secteur Quai de Paludate & ses implantations festives | 104
- 21 - Photographie 1** - Quai de Paludate de nuit. (février 2011) | 106
- 22 - Photographie 2** - Paludate, la file d'attente à l'entrée d'une boîte (février 2011) | 110
- 23 - Graphique 15** - Danger, attraction, répulsion. Masculin, féminin question pour la géographie. 16-18 septembre 2010 | 112
- 24 - Schéma 1** des flux, Porte de Bourgogne | 117
- 25 - Schéma 2** des flux, Porte de Bourgogne | 119
- 26 - Plan 1** - Plan extrait de la plaquette du parc | 125
- 27 - Plan 2** - Les circulations nocturnes sur le parc | 128
- 28 - Graphique 16** : Place des femmes dans les parlements des États membres. Assemblée nationale ou chambre unique. Source : Union interparlementaire au 31/10/07. Chiffres clés 2007. Ministère du Travail, des relations sociales et de la solidarité | 164

A

ADES-CNRS 1, 3, 9, 13, 73, 101, 152, 155
androcentriques 9
a-urba 1, 9, 13, 14, 31, 48, 54, 139

B

bi-actifs 19, 22
Blanquefort 5, 57, 59, 66, 68, 85, 101, 124, 127, 129, 130, 131, 132, 149
bordelais 5, 31, 55, 58, 71, 73, 78, 82, 84, 93, 113, 127, 151

C

C2D 13
care 95, 142, 155
CUB 5, 6, 13, 19, 20, 21, 31, 32, 35, 57, 61, 62, 66, 68, 72, 84, 85, 91, 92, 93, 144, 149

E

équité sociale 9
espace public 5, 6, 9, 13, 20, 49, 52, 54, 55, 70, 71, 72, 73, 74, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 92, 93, 94, 103, 104, 105, 113, 115, 124, 131, 134, 139, 141, 142, 143, 144, 151, 153, 155, 156

F

féminin 5, 9, 20, 33, 34, 44, 46, 51, 73, 81, 82, 88, 93, 94, 112, 113, 141, 152, 169
femme(s) 3, 5, 7, 9, 13, 14, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 88, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 100, 101, 104, 105, 109, 111, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 127, 132, 133, 134, 139, 140, 141, 142, 142, 143, 143, 144, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 169, 171

G

gender mainstreaming 141
gender studies 9
genre(s) 1, 3, 5, 6, 7, 9, 13, 14, 19, 20, 28, 31, 32, 33, 34, 35, 44, 46, 47, 49, 50, 51, 53, 70, 71, 72, 73, 80, 82, 92, 93, 94, 95, 96, 100, 101, 103, 112, 113, 114, 115, 124, 129, 131, 133, 134, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 152, 153, 157, 158, 169
genré(e)s 5, 6, 9, 13, 17, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 44, 69, 70, 71, 82, 91, 101, 104, 144, 156

H

handicapogènes 9
haute qualité d'égalité 7, 9, 142, 143, 144
homme(s) 3, 5, 9, 13, 14, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 54, 58, 62, 69, 71, 73, 75, 76, 77, 79, 80, 82, 91, 92, 93, 100, 101, 104, 105, 111, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 126, 127, 132, 133, 134, 139, 140, 141, 142, 151, 152, 154, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 169

I

individuation 13
inégalité sexuée 20

J

jeunistes 9
justice spatiale 7, 9, 13, 113, 140, 141, 144

M

masculin 9, 32, 33, 34, 44, 49, 51, 78, 94, 100, 112, 123, 126, 131, 169
mixité 9, 13, 14, 50, 71, 80, 106, 111, 114, 118, 123, 124, 132, 134, 140, 142, 144

P

Paludate 5, 6, 63, 80, 88, 101, 102, 103, 104, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 113, 114, 115, 133, 171

| Index des notions-clés

phénomènes urbains 5
Porte de Bourgogne 5, 88, 101, 115, 116,
117, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 132, 134,
140

R

résilience 113, 143

S

sentiment d'insécurité 65, 82, 108, 109,
111, 113, 123, 124, 133, 134, 156

sociospatiale 14

sphère publique 13, 72, 76

U

urbains 3, 5, 9, 14, 33, 34, 46, 47, 48, 52, 53,
73, 77, 78, 80, 84, 85, 91, 92, 96, 113, 130,
131, 141, 144, 154

urbanisme 3, 7, 9, 45, 46, 54, 56, 84, 100,
139, 140, 141

